

Henri DURAND

HISTOIRE
DES
BIENS COMMUNAUX EN BÉARN
ET DANS
LE PAYS BASQUE

THÈSE SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE 11 DÉCEMBRE 1909

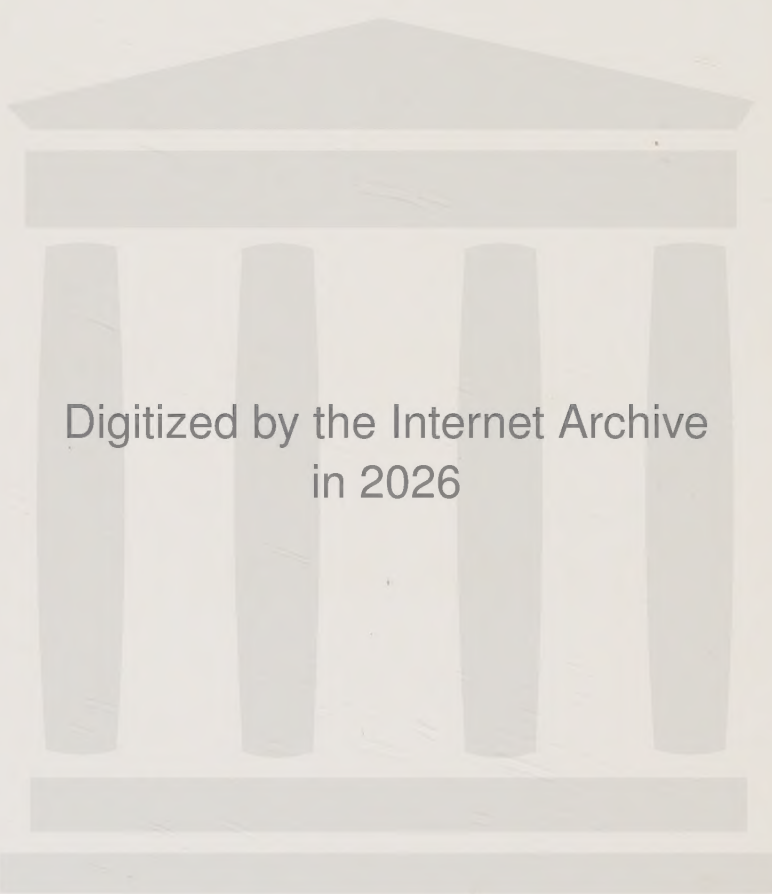
Président : M. E. CHÉNON.

Assesseurs : { M. GARÇON.
M. MEYNIAL.

PAU

IMPRIMERIE VIGNANCOÛR. — 2, PLACE DU PALAIS-DE-JUSTICE

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Histoire

DES

Biens Communaux en Béarn

ET DANS

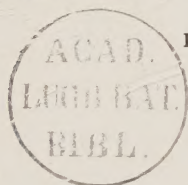
Le Pays Basque

Henri DURAND

HISTOIRE
DES
BIENS COMMUNAUX EN BÉARN
ET DANS
LE PAYS BASQUE

THÈSE SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE 11 DÉCEMBRE 1909



Président : M. E. CHÉNON.

Assesseurs : { M. GARÇON.
M. MEYNIAL.

PAU

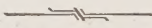
IMPRIMERIE VIGNANCOUR. — 2, PLACE DU PALAIS-DE-JUSTICE

—
1909

UNIVERSITÉ DE PARIS



FACULTÉ DE DROIT



THÈSES DE DOCTORAT



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES MANUSCRITES.

- XI^e SIÈCLE *Fors de Béarn*. On en connaît actuellement quatre exemplaires (V. infra Rogé) : deux à la Bibliothèque Nationale (ms français n° 5246 et fr. nouv. acq. n° 6657, et deux aux Archives des Basses-Pyrénées (série C, n°s 677 et 677 bis).
- 1282 *Charte d'affranchissement et de poblacion de Bugnein* (Arch. B.-P., E 2213).
- 1309 *Charte d'affranchissement des communautés de Viellenave et d'Araujuzon* (Arch. B.-P., E 2162).
- 1341 *Concession de terres à la communauté formée par les villages d'Araux, Araujuzon et Viellenave* (Arch. B.-P., ibid.).
- XV^e et XVI^e SIÈCLES « Affièvements » ou concessions de censives aux communautés de Béarn (Arch. B.-P., série E).
- 1524 *Accord entre les communautés d'Artix et de Serres-Sainte-Marie pour l'exploitation de leurs biens indivis* (Arch. B.-P., E 2388).
- 1537 *Acte de partage des communaux de Nousty*. Copie de 1638 (Arch. B.-P., E 2324).
- 1586 *Livre des Bacades* (1), d'Ogeu, contenant le partage des communaux dudit lieu (Arch. B.-P., E 2327).
- Commentaire de la coutume de Soule*, par Jacques DE BELA (1585-1666).

(1) *Bacade*. Unité qui sert à calculer le nombre de têtes de bestiaux envoyé par chaque propriétaire sur les fonds communaux. La bacade représente une tête de gros bétail, vache, jument, ou dix brebis, qui, pour la consommation de l'herbe, sont considérées comme l'équivalent (Butel).

- XVI^e et XVII^e SIÈCLES *Dénombrements de biens nobles en Béarn.* — Les premiers furent faits en conformité des lettres patentes d'Henri II de Navarre (Henri d'Albret), d'octobre 1534, ordonnant la réformation générale de l'ancien domaine de Navarre. — Les dénombrements sont réunis aux Archives des Basses-Pyrénées sous les nos 820 à 871 de la série B.
- 1664 *Commentaire sur les Fors et coutumes de Béarn, dédié aux Etats de ce pays*, par David DE LABOURT (1).
- 1675-1686 *Déclaration générale des biens des communautés de Béarn par Sénéchaussées* (Arch. B.-P., 648-663).
- 7 Juin 1723 *Délibération de la communauté de Castetarbe sur la vente du « soutrage » et « branes » de ses communaux* (Arch. B.-P., E 2221).
- Mémoires de Vignau (1701-1774), de Lombart (1720-1789), avocats au Parlement de Navarre* (2).
- 1758 *Rapport sur les communaux de Tilh (Landes)* (Arch. B.-P., C 273).
- Cours de Mourrot (1730-1813), professeur de droit français à l'Université de Pau* (3).
- 1760 *Mémoire et éclaircissements sur les Fors et coutumes de Béarn*, par Jacques DE LAFITE-MARIA, avocat au Parlement de Navarre (4).
- 1773 *Rapport sur les partages de biens communaux dans la Sénéchaussée des Lannes* (Arch. B.-P., C 85).
- id. *Rapport sur les communaux dans le pays d'Ostabaret en Basse-Navarre* (Arch. B.-P., C 476).
- 1773 à fin XVIII^e SIÈCLE *Procédure relative au partage des communaux d'Osserain en Soule* (Arch. B.-P., C 144 et C 476).
- Lettre de M. d'Urdos à M. Genain, relative à l'exploitation des communaux dans le pays d'Arberoue en Basse-Navarre* (Arch. B.-P., C 14).
- Lettre de M. d'Ormesson à M. de Vergennes, Intendant en Béarn, Navarre et Généralité d'Auch, relative aux communaux de Mazerolles* (Arch. B.-P., C 122).
- Procédure relative au partage des biens communaux indivis entre Moncaup et Montpezat* (Arch. B.-P., C 462).

(1, 2, 3 et 4) Sur Labourt, Vignau, Lombart, Mourrot, Lafite-Maria ; v. Lasserre, *Mémoire pour la commune de Viellenave*. Index analytique des notes et *passim*. V. *infra* p. 4.

- 1782-1783 *Procédure relative à un partage de communaux à Espéchède* (Arch. B.-P., C 85).
- 1786 *Partage des communaux d'Ithorotz en Soule* (Arch. B.-P., C 451).
- 1788-1790 *Procédure tendant à un partage des communaux d'Irissarry* (Arch. B.-P., C 451).
- 18 mai 1789 *Délibération de la communauté de Marcerin sur les griefs à porter aux Etats généraux par les députés, notamment en matière de communaux* (Arch. B.-P., E 2296).
- 4 octobre 1789 *Délibération de la communauté de Navarrenx sur le partage de ses communaux* (Arch. B.-P., C 470).
- Début du XIX^e SIÈCLE *Recueil des affaires intéressantes survenues à la communauté de Lescar au dix-huitième siècle et au début du dix-neuvième* (Manuscrit appartenant à M. H. Barthéty).
- Mémoires et travaux divers de Nicolas Cazalet, (1) avocat (1743-1817).*

II. — SOURCES IMPRIMÉES.

1^o *Sur l'histoire du Béarn et des pays basques, spécialement en ce qui concerne les biens communaux.*

- Los Fors et Costumas de Béarn.* Editions en 1552, 1602, 1624, 1682, 1715, 1723).
- Compilation des privilèges et règlements du pays de Béarn, faits et octroyés à l'intercession des Etats* (1633). Deux nouvelles éditions, augmentées des édits postérieurs, furent faites en 1676 et 1716.
- MARCA. — *Histoire de Béarn* (1640) tome 1^{er} seulement. Nouvelle édition publiée par M. l'abbé DUBARAT, archiprêtre de Saint-Martin à Pau, en 1884, avec notice biographique.
- Los Fors et Costumas deu Royaume de Navarre deça-Ports avec l'estil et Aranzel deudit royaume* (1722).
- FAGET DE BAURE. — *Essais historiques sur le Béarn.* Paris, 1818, DENUON.
- Mémoire pour la Vallée d'Ossau contre l'Etat.* Pau, 1826, VÉRONÈSE. Arch. mun. de Pau XB 212 in-4^o.

(1) V. Lasserre, *op. et loc. cit.*

- MAZURE et HATOULET. — *Les Fors de Béarn*, législation inédite du onzième au treizième siècle, avec traduction en regard, notes et introduction. Pau, 1842.
- BASCLE DE LAGRÈZE. — *Le Trésor de Pau*, Archives du Château de Pau. Pau, 1851, VIGNANCOUR.
- LAFFERRIÈRE. — *Mémoire sur les Fors de Béarn*. Recueil de l'Ac. de législation de Toulouse, 1856 pp. 323 à 350.
- BLANDIN. — *Etude sommaire sur les anciens Fors et la coutume réformée de Béarn*, 1856 et 1869.
- P. RAYMOND (archiviste des Basses-Pyrénées de 1858 à 1877). *Dictionnaire topographique du département des Basses-Pyrénées*. Paris, 1863. — *Inventaire sommaire des Archives départementales des Basses-Pyrénées antérieures à 1790*. 5 vol. 1863 à 1873. Un tome VI comprend le dénombrement général des maisons de la Vicomté de Béarn en 1385.
- BASCLE DE LAGRÈZE. — *La féodalité dans les Pyrénées*. Paris, 1864.
- MENJOULET. — *Chronique de la ville et du diocèse d'Oloron*. Oloron, 1864-1869.
- LESPINASSE. — *Des cayolars en Soule*. — *Revue pratique du Droit français*, tome XIV, 1879.
- BASCLE DE LAGRÈZE. — *La Navarre française*. Paris, 1881-1882.
- LESPIY et RAYMOND. — *Dictionnaire béarnais*. Montpellier, 1887.
- GADIER. — *Les Etats de Béarn depuis leurs origines jusqu'au commencement du seizième siècle*. Paris, 1888.
- Cahier des griefs des communautés de Béarn*. — *Collection des pièces rares ou inédites concernant le Béarn*, tome II, 1888.
- CAPDEVIELLE. — *La Vallée d'Ossau. Etat social*. 1891.
- Jean PASSY. — *De l'origine des Ossalois*, thèse soutenue à l'Ecole des Chartes en 1892 ; revue et publiée par Paul PASSY, Directeur-adjoint à l'Ecole des Hautes Etudes, dans la collection *Bibliothèque des Hautes Etudes*, 152^e fasc. 1904.
- F. BUTEL. — *Une Vallée pyrénéenne. La Vallée d'Ossau*. Paris, 1894.
- LASSERRE. — *Notes, pièces et documents pour la commune de Serres-Morlaàs*. Toulouse, 1894, Impr. St-Cyprien. — *Notes, conclusions et documents pour la commune de Serres-Morlaàs*. Pau, 1899, Garet. — *Mémoire et documents pour la commune de Viellenave*. Pau, 1904, Lescher-Moutoué. — Ces trois mémoires, et en particulier le dernier, contiennent de nombreux détails sur l'ancien droit béarnais, une bibliographie détaillée de l'histoire de Béarn (V. Index p. 40), enfin, une collection d'arrêts et de jugements de la Cour de Pau et des tribunaux de son ressort sur les contestations relatives aux communaux.

- F. ROGÉ et BRISSAUD. — *Textes additionnels aux anciens Fors de Béarn*. Toulouse 1905. Privat. (Cet ouvrage contient une bibliographie critique des principales sources de l'histoire juridique du Béarn).
- F. ROGÉ. — *Les Fors de Béarn*. Toulouse, 1907 (étude critique d'une très grande valeur).

2^o *Sur l'histoire et l'administration des biens communaux en général.*

- E. DE LA POIX DE FRÉMINVILLE. — *Traité de jurisprudence sur l'origine et le gouvernement des communes ou communaux des habitants des paroisses et seigneuries* (1763).
- Comte D'ESSUILES. — *Traité politique et économique des communes ou Observations sur l'agriculture*. Paris, 1770.
- CHABROL. — *Commentaire de la Coutume d'Auvergne*. (1784-1786).
- HENRION DE PANSEY. — *Des biens communaux*. (Paris, 1825).
- RIVIÈRE. — *Histoire des biens communaux en France*. (Paris, 1846).
- LÉONCE DE LAVERGNE. — *L'agriculture et la population* (Collection : *Les ouvriers européens*. Paris, 1857).
- DARESTE DE LA CHAVANNE. — *Histoire des classes agricoles en France*. (Paris, 1858, 2^e éd.).
- Joseph FERRAND. — *De la propriété communale en France et de sa mise en valeur*. (Paris, 1859).
- AUCOC. — *Sections de communes et biens communaux* (Paris, 1864, 2^e éd.).
- DUCROCQ. — *Partage des biens communaux et sectionnaires*. (Paris, 1865).
- Paul LANGLOIS (sous-préfet à La Châtre). — *Des biens communaux, administration, jouissance et mise en valeur. Etude historique et administrative*. (Paris, 1866).
- CHÉNON. — *Les démembrements de la propriété foncière en France avant et après la Révolution*. (Paris, 1881).
- JUILLET DE SAINT-LAGER. — *De l'avenir des biens communaux en France et particulièrement dans les pays sectionnaires*. (Paris, 1882).
- RISTON. — *Des différentes formes de la propriété*. (Paris, 1887).
- CHÉNON. — *Etude sur l'histoire des alleux en France*. (Paris, 1888).
- FUSTEL DE COULANGES. — *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France*. — *L'alleu et le domaine rural*. Ch. V p. 175 et s. (Paris, 1890).

- GLASSON. — *Institutions de la France*, tome III. *Les communaux et le domaine rural à l'époque franque. Réponse à M. FUSTEL DE COULANGES.* § 17 p. 165 et s. (Paris, 1891).
- BRISAUD. — *Manuel d'histoire générale du droit français.* (Dern. éd. 1903).
- IMBART DE LA TOUR. — *Des biens communaux* (Paris, 1899).
- ROGER GRAFFIN. — *Les biens communaux en France.* (th. Paris, 1899).
- ESMEIN. — *Cours élémentaire d'histoire du droit français* (5^e éd. 1903).
- HAURIU. — *Précis de droit administratif.* (6^e éd. 1906).
- MERCIER-VALENTON. — *Les biens communaux, leur utilité sociale.* (th. Paris, 1903).
- Jean TESSIER. — *La valeur sociale des biens communaux en France.* (th. Paris, 1906).

3^o *Articles de Revue, documents parlementaires, etc.*

- Proposition de loi* DUSSAUSSEY, 5 février 1895, (Ch. Doc. parl. n^o 1164, ann. n^o 1 p. 229).
- Georges D'AVENEL. — *Paysans et ouvriers depuis sept siècles, II* (*Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1896).
- E. VANDERVELDE. — *La suppression des communaux* (*Revue socialiste* de Janvier 1903).

INTRODUCTION

A l'heure actuelle, on entend par *biens communaux* des biens affectés à l'usage *ut singuli* des habitants d'une ou plusieurs communes, d'une ou plusieurs sections de commune, d'un ou plusieurs hameaux. Telle est la définition qu'en donne dans son *Précis de Droit administratif* (4^e édition, p. 800), M. Hauriou, qui fait remarquer à bon droit que les habitants de la commune n'en ont que l'usage, et non pas la propriété, comme paraît l'admettre fort incorrectement l'article 542 du Code Civil ; la propriété en appartient, selon le cas, à la commune ou à la section de commune, considérée comme personne morale.

Les biens communaux représentent aujourd'hui en France (1) une superficie totale d'environ quatre millions d'hectares. Ils sont, d'ailleurs, de nature variable. Selon M. Hauriou, que je citais il n'y a qu'un instant, ils comprennent :

1^o Les pâturages communs et les forêts affouagères dont les communautés rurales étaient propriétaires à la date du 28 août 1792 ;

2^o Les forêts affouagères en possession desquelles elles ont pu rentrer en vertu de l'article 1^{er} de cette loi ;

3^o Les terres vaines et vagues dont elles avaient l'usage

(1) Brissaud *Manuel d'histoire générale du droit français*, Paris, 1903, p. 460.

conjointement avec le seigneur à la même date et dont elles ont pris possession dans les cinq années suivantes, à moins que le seigneur ou ses ayants-cause aient pu montrer un titre légitime d'acquisition ou justifier d'une prescription quarantenaire ;

4^o Le droit à la récolte du varech ou goémon de rive ;

5^o L'usage appartenant aux communes dans les forêts de l'Etat (art. 61 à 85 C. for.).

Avant la loi du 9 Juillet 1889, il fallait y ajouter le *droit de parcours*, que l'article 1^{er} de cette loi a aboli. Quant au *droit de vaine pâture*, dans les cas exceptionnels où il se trouve maintenu (loi du 9 Juillet 1889, modifiée par celle du 22 Juin 1890, art. 2 à 12), toujours selon le même auteur, à moins de porter sur un héritage déterminé, il serait plutôt une condition générale de la propriété immobilière qu'un bien communal déterminé (1).

La condition juridique actuelle des communaux peut se résumer en quelques lignes.

Ces biens sont affectés à l'usage des habitants de la commune, de la section de commune ou du hameau, envisagés *ut singuli*. Mais ces habitants n'en ont pas la propriété, qui, ainsi que nous l'avons dit, appartient à la commune ou à la section de commune. Les communaux ne font d'ailleurs partie que du domaine privé de cette commune ou section de commune.

En conséquence, les communaux sont aliénables, mais seulement lorsqu'il y a une raison sérieuse de les aliéner, par exemple dans le cas visé par l'article 110 de la loi du 5 Avril 1884 (2).

Les communaux sont également prescriptibles.

Ils sont partageables entre les communes ou sections de commune qui en seraient co-propriétaires (loi du 10 Juin 1793 et avis du Conseil d'Etat du 20 Juillet 1907), mais ils ne le sont pas entre les habitants d'une même commune ou section de commune. Tout au moins, ils ne

(1) Hauriou, *op. cit.* p. 801.

(2) Hauriou, *op. cit.* p. 801 n. 1. et *déc. min.* du 6 avril 1899. *Rev. d'adm.* 1899, II, 325.

le sont plus. Les lois de l'époque révolutionnaire qui avaient d'abord ordonné, puis simplement rendu facultatifs, les partages de biens communaux et dont j'aurai à m'occuper au cours de cette étude (1) furent bientôt rapportées. (2) Depuis, ces biens ne sont plus susceptibles que de partages provisionnels ou de jouissance entre les habitants de la commune, partages qui sont effectués par les conseils municipaux. (3)

Telle est actuellement la condition juridique des communaux en Béarn comme ailleurs.

Ce bref exposé a paru nécessaire au début de cette étude ; mais celle-ci sera surtout historique et restreinte à quelques provinces de l'ancienne France, plus spécialement au Béarn.

L'intérêt de cette étude rétrospective sur les communaux dans l'ancienne France se justifie par l'importance considérable qu'avait cette catégorie de biens avant 1789 et par le problème que continue de soulever leur origine historique.

Il existe à ce sujet deux théories contradictoires. L'une, qui est celle des anciens Feudistes et au siècle dernier d'Henrion de Pansey et de Fustel de Coulanges, soutient que tous les biens communaux proviennent des libéralités faites aux communautés par les seigneurs ecclésiastiques et laïques. L'autre, qui a eu pour principaux défenseurs Dareste de la Chavanne et M. Glasson voit dans les communaux les vestiges des vastes territoires laissés à la jouissance indivise des cultivateurs Gallo-Romains (4).

Ces deux théories paraissent contenir chacune une part de vérité. S'il n'est pas douteux que des biens indivis

(1) Loi du 14 Août 1792 et loi agraire du 10 Juin 1793. V. p. p.

(2) Loi du 21 prairial an IV et loi du 9 ventôse an XII. V. p. p.

(3) Hauriou, *op. et loc. cit.*

(4) Henrion de Pansey, *Des biens communaux* (Ch. VI) Paris, 1825. — Fustel de Coulanges, *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France. L'alleu et le domaine rural*, Ch. V p. 175 et s., 1899. — Dareste de la Chavanne, *Histoire des classes agricoles en France*, 2^e éd. Paris, 1858. — Glasson, *Institutions de la France*, tome III. — *Les communaux et le domaine rural à l'époque franque Réponse à M. Fustel de Coulanges*, § 17 p. 163 et s. Paris, 1890. — V. aussi H. Sée, *Les droits d'usage et les biens communaux en France au moyen-âge*. (Exemplaire de la Revue internationale de sociologie). Paris, 1898. — Hauriou, *op. cit* p. 800 et s. — Brissaud, *op. cit* p. 457 et s.

destinés à l'usage commun ne fussent connus dès l'époque de la domination romaine, il n'en est pas moins vrai qu'après les ravages des invasions cette institution n'avait laissé que de faibles traces et que les biens des communautés furent alors reconstitués par les seigneurs féodaux. Nous en verrons notamment des exemples en Béarn (1).

M. Aucoc me paraît en somme avoir indiqué la solution la plus exacte quand il assigne aux biens communaux quatre sources différentes : répartition primitive du sol au temps de l'industrie pastorale ; — attribution des terres vacantes aux municipalités par les empereurs ; — surtout, et à peu près exclusivement pour les communautés rurales, concessions gratuites ou onéreuses des seigneurs laïques ou ecclésiastiques ; — enfin, débris des propriétés indivises des communautés agricoles du moyen-âge. (2).

On retrouvera ces origines diverses, tout au moins les trois premières, dans l'histoire des communaux en Béarn et dans les pays voisins objet de cette étude, qui s'occupera successivement :

1^o de la nature des communaux en Béarn et dans les provinces basques ;

2^o de l'histoire des communaux en Béarn jusqu'au dix-huitième siècle ;

3^o des points spéciaux aux communaux dans les provinces basques pendant la même période ;

4^o des modifications apportées dans le régime des biens communaux de ces régions dans la deuxième moitié du dix-huitième siècle et pendant la période révolutionnaire et de leur sort au cours du dix-neuvième siècle.

Enfin, tirant une conclusion des faits exposés, je rechercherai quelle peut être l'utilité économique et sociale des biens communaux et s'il importe de les conserver.

(1) V. pp.

(2) Aucoc « *Sections de communes et biens communaux* » 2^{me} édition. Paris 1864. ch. 1^{er} § 2. pp. 37. 38. — Voir aussi la thèse de M. Teissier « *La valeur sociale des biens communaux en France* » 1^{re} partie, ch. 1^{er}. Paris 1906.

CHAPITRE PREMIER

Coup d'œil Général sur les biens des communes en Béarn et dans les provinces Basques.

Le territoire de l'ancien Béarn constitue la plus grande partie du département des Basses-Pyrénées, qu'il a formé avec l'adjonction des provinces basques de Soule, Basse Navarre et Labourt. Ces pays s'étendent à l'extrémité occidentale de la chaîne des Pyrénées, sur le versant Nord de ces montagnes et les vallées des derniers cours d'eau qui en sortent.

La montagne forme en quelque sorte la base de la contrée. Elle en occupe la portion Sud et fait sentir son influence sur toute la région, particulièrement dans la constitution géologique du sol. Ce sol en effet est composé des produits de la désagrégation des montagnes, entraînés dans la plaine à des époques diverses, soit par le glissement des glaciers, soit par le cours des torrents. D'une façon générale, ces torrents appelés *Gaves* sortent des montagnes dans la direction Sud-Nord, puis tournent à l'ouest vers le golfe de Gascogne. Le Béarn est arrosé par deux gaves, celui de Pau et celui d'Oloron. Le premier

y pénètre peu après sa sortie des montagnes et le traverse de l'est à l'ouest. Des lignes de coteaux dominent son cours, les unes limitent le pays au nord, d'autres le séparent au Sud de la vallée du Gave d'Oloron. Celui-ci formé par la jonction des Gaves d'Ossau et d'Aspe, qui empruntent leurs noms aux vallées dans lesquelles ils coulent au sein même de la montagne, se dirige vers l'Ouest et rejoint le Gave de Pau au moment où ce dernier sort du Béarn. La rive gauche du gave d'Oloron est couronnée de hauteurs qui marquent la séparation du Béarn d'avec le pays de Soule.

Ce dernier comprend la vallée du Gave de Mauléon, affluent du Gave d'Oloron, et les montagnes environnantes. A l'ouest de ce pays sont situées les deux autres provinces basques : la Basse Navarre dans la montagne, le Labourt sur les bords du Golfe de Gascogne.

Le pays est donc essentiellement montagnoux ; il est naturel que la végétation s'en ressente et que les cultures n'y soient pas très étendues. D'après une récente statistique (1), elles n'occupent guère plus du tiers de la superficie totale de l'actuel département des Basses-Pyrénées ; le reste est à peu près entièrement constitué par des bois et autres incultes, ces derniers seuls représentant plus des deux cinquièmes de la superficie totale.

Ils sont répandus sur toute l'étendue du pays, mais en occupent surtout la partie la plus montagnieuse. Les cultures se présentent comme ayant été gagnées peu à peu et difficilement sur la forêt et la lande. Les premiers terrains défrichés furent naturellement ceux qui bordent les cours d'eau ; puis ceux qui revêtent la croupe des coteaux. Actuellement les vallées des Gaves sont couvertes de champs très fertiles, mais il ne faut pas aller loin pour retrouver la végétation sauvage. Dans les vallées elles-mêmes, les terrains qui bordent la rivière sont dominés dans toute leur longueur par un plateau qui les sépare de

(1) Statistique fournie par M. Breil, professeur départemental d'agriculture pour les Basses-Pyrénées en 1908. Voir *Documents X*.

la ligne des côteaux, et qui, le plus généralement, présente l'aspect d'une lande inculte, où s'étendent des nappes de fougères et d'ajoncs épineux, coupées çà et là de bouquets de chênes ou de châtaigniers. C'est là aussi la végétation que l'on trouve sur le flanc des côteaux, pourtant plus boisés. Dans la montagne règne surtout la forêt.

En somme, on peut voir partout dans le pays la végétation sauvage voisiner avec les espaces cultivés et dans toutes les communes du Béarn il y a une étendue considérable de terres incultes. Cela est vrai même des villages situés dans les parties les plus fertiles des vallées ; en effet, les plaines étant de peu de largeur, ces communes étendent leur territoire jusqu'aux hauteurs que couvrent les landes et les bois.

L'existence de ces terrains non soumis à la culture est d'un grand intérêt pour les paysans, qui s'en servent comme pacage pour leurs animaux et en tirent aussi profit pour la culture de leurs champs. Voici en quels termes s'exprime à leur sujet un juriste béarnais des mieux documentés sur cette question, M^e Lasserre :

« Dans le département des Basses-Pyrénées, les communaux sont en général des landes ou pâtures où croissent naturellement la fougère, la bruyère et d'autres essences herbacées ou ligneuses. Dans l'arrondissement de Pau, en dehors du Pont-Long, ... les communaux ne sont guère en nature de *touya* (1). On donne ce nom vulgaire à un terrain inculte, dont la végétation consiste principalement en *thuille* ou ajonc épineux, l'*ulex grandiflorus* ou *europaeus*, des botanistes. Dans la plupart des *touyas*, la *thuille* est plus ou moins mélangée de fougère ou de bruyère. On divise d'ordinaire les *touyas* en trois coupes et on les exploite chaque année par tiers. Leur produit vulgaire-

(1) Il ne faut pas en conclure qu'il n'y ait que peu de *touyas* dans les communaux de l'arrondissement de Pau, constitués dans une forte proportion par des terrains de l'ancien Pont-Long, dont la superficie se trouve aujourd'hui très réduite (V. plus loin p.). D'ailleurs, la *thuille* abonde même dans les châtaigneraies et autres incultes et constitue encore la végétation principale de tous les communaux du département.

ment appelé *soutrage* (1), s'étend dans les étables, les écuries, les bergeries, dans les cours, sur les chemins, et se convertit en un fumier qui convient surtout aux terres argileuses et compactes. Même encore aujourd'hui, cet engrais végétal est le plus employé dans notre région, malgré la vulgarisation des engrais minéraux. Du reste quand la thuyie est coupée avant sa floraison, elle peut au besoin servir de fourrage vert. Mais les touyas sont plutôt livrés à la vaine pâture. Les fougeraies fournissent un élément d'engrais très inférieur à celui des touyas (2) ».

Ce mode double d'utilisation du produit des landes par les paysans béarnais, ainsi décrit dans ces quelques lignes, a exercé une influence considérable sur la question des communaux dans cette région. En effet, le régime de tels biens présente le plus souvent des différences selon qu'ils sont destinés au pacage des bestiaux de tous les habitants de la commune ou au profit particulier de chacun des héritages. Dans ce dernier cas, la solution la plus simple est la division du terrain soit provisoire, soit mieux encore définitive. Au contraire, dans la première hypothèse, l'exploitation par indivis s'impose. Les troupeaux des villageois peuvent se répandre sur un vaste terrain commun sans entrave et sans nécessité de surveillance bien étroite ; si l'on suppose, au contraire, ce même terrain divisé entre tous les habitants, il faut que le bétail soit gardé dans chaque parcelle ou qu'il y ait des clôtures entre les parts et des chemins qui les desservent ; de là, perte de terrain, restriction du libre parcours des bestiaux, impossibilité de choisir les pacages suivant les temps, tous inconvénients qu'évitera l'exploitation indivise de la lande.

Cette étude a pour but de montrer comment les considérations qui précèdent ont influé sur les changements

(1) *Sostraa, sostre, sostrère, soustra, soustradge, soustradye, soustre, soustreya, soustreja*. — Dictionnaire béarnais. V. Lespy et Raymond, quis vis-Cf Latin *substramen*.

(2) *Notes, pièces, et documents pour la commune de Serres-Morlaàs, action en complainte possessoire : instance d'appel sur renvoi après cassation*. Toulouse Impr St-Cyprien 1894 p. 44 n. 4.

du régime des communaux en Béarn et dans les pays voisins et comment ces changements y ont suivi les phases de la lutte entre l'industrie pastorale, occupation traditionnelle des plus anciens habitants de la région, et l'industrie agricole qui y fut introduite plus tard. Elle s'étendra sur la solution qui fut donnée au conflit de ces deux intérêts. Enfin, elle décrira les difficultés que souleva dans la suite le régime ainsi institué et comment ces difficultés furent causées à la fois par les progrès croissants de l'agriculture et par les tendances individualistes qui se développèrent à partir du milieu du dix-huitième siècle.

CHAPITRE II

Histoire des biens communaux en Béarn.

SECTION 1^{re}. — LES BIENS DES COMMUNES EN BÉARN DEPUIS L'ORIGINE JUSQU'AU SEIZIÈME SIÈCLE.

§ 1^{er}. — *Le Béarn avant et après la conquête romaine.* *Les invasions des Barbares.*

Tous les auteurs qui ont écrit sur l'ancien Béarn s'accordent pour le décrire comme une contrée d'aspect sauvage, couverte dans presque toute son étendue d'une épaisse forêt, et dont les rares habitants étaient adonnés exclusivement à l'industrie pastorale. Le peuple qui occupait la région avant la conquête romaine était, selon toute probabilité, un peuple de pasteurs d'origine ibérique, encore organisé en tribus à demi nomades, dont chacune possédait une certaine étendue de terrains où pacageaient ses troupeaux. Ces tribus reconnues et organisées par Rome après la conquête formèrent le noyau des premières communautés, qui furent dotées de territoires importants (1). L'histoire ne nous a conservé les noms que de deux cités dans ce pays : ce sont *Iluro* et *Beneharnum*, simplement mentionnées dans l'*Itinéraire d'Antonin* (2), qui occupaient respectivement les emplacements actuels d'Oloron et de Lescar.

(1) Dareste de la Chavanne, *Histoire des classes agricoles en France* 2^e édition, Paris, Guillemin et C^e 1858 ch. II, pp. 35 à 38. — Aucoc, *op. et loc. cit.*

(2) Sur l'*Itinéraire d'Antonin*, v. les divers historiens du Béarn notamment Menjoulet, *Chronique d'Oloron* p. 41.

La domination de Rome ne modifia pas l'aspect inculte du pays. Les colons qu'elle y laissa tentèrent bien sans doute d'y introduire l'agriculture ; mais trop d'obstacles s'opposaient à leurs efforts : mauvais vouloir d'un peuple de pasteurs, taxation exagérée que les derniers empereurs romains établirent sur les terres cultivées, taxation qui entraîna la décadence de l'agriculture dans toute la Gaule (1), enfin et surtout troubles causés par les invasions et les guerres intestines. A ce dernier point de vue, il semble que le Béarn ait été particulièrement éprouvé : Faget de Baure nous fait ainsi le tableau des invasions que ce pays a dû essuyer :

« Uni par César à l'empire des Romains, il fut, après quatre siècles, dévasté par les Vandales et séparé de l'Empire par les Goths qui le réunirent à leur monarchie. Au commencement du sixième siècle, il tomba entre les mains de Clovis, vainqueur des Goths et roi de France. Sous les faibles descendants de Clovis, les Vascons occupèrent le Béarn et les contrées voisines. Cette usurpation fut suivie d'une guerre, qui dura plus de deux siècles, entre les Vascons et les souverains de la France ; la Gascogne en était le sujet et le théâtre. Au milieu du huitième siècle, les Sarrazins entrèrent en France par le Béarn et fortifièrent quelques postes dans son territoire. Charlemagne suivit la même route pour conduire son armée en Espagne. Au commencement du neuvième siècle, le Béarn révolté fut exposé aux ravages d'une armée française. Enfin les Normands entrèrent en Béarn, anéantirent ses villes, dépeuplèrent ses campagnes et laissèrent dans cette vaste solitude les traces funestes de leur passage.

« Il importe à l'histoire de remarquer quelles furent les suites de ces invasions fréquentes et de ces guerres perpétuelles. Les cités de Béarn et d'Oloron cessèrent d'exister...

« L'invasion des Normands ne fut pas moins funeste aux campagnes. Dès qu'un pays cesse d'être peuplé, on y

(1) Rivière, *Histoire des biens communaux en France*, Paris, Auguste Durand, 1846, Ch. VIII, pp. 84-86.

voit les arbres et les buissons croître dans les terres incultes, et former insensiblement de vastes forêts. L'Italie, autrefois si cultivée, était au dixième siècle couverte de bois. Le Béarn était dans le même état à la même époque ; tous les anciens noms des lieux semblent l'attester. D'un côté, l'on rencontre le quartier de Sauvestre ou *Sylvestris*, où l'abbaye de La Réole fut fondée dans une forêt. Plus loin, on trouve Sault-de-Navailles, dont le nom *Sallus* indique un bois. Le terrain qui borde Orthès est désigné sous le nom de *bois d'Orthès*. Castetarbe et Ramons, *Ramosus*, étaient des châteaux placés au milieu des arbres. Auprès de l'hôpital d'Orion, on voyait encore, au quatorzième siècle, une forêt où Gaston Phoëbus chassait aux ours. Sauvelade, ou *Silva Lata*, s'étendait jusqu'aux bois de Navarrens ; on passait ensuite dans les vallées de Soule, *Subola* ou *Silva*. L'abbaye de Luc fut fondée dans la forêt nommée *Seïbe Bone* ou *Silva Bona*. Le bourg de Lasseube est bâti sur le sol d'une antique forêt, concédée aux habitans dans le treizième siècle. Qui croirait que le nom d'*Ossazz* désigne une forêt habitée par des ours. Telle est l'étymologie du nom de cette vallée, *Ursis Saltus* ; la charte d'Oloron accorde aux nouveaux colons de cette ville ruinée les bois de Lagor, de Monein et d'Escot, qui se prolongeaient dans les vallées de Barretous et d'Aspe. Enfin les environs de Pau offrent de tous côtés les vestiges d'une antique forêt, et la cathédrale de Lescar n'était autrefois qu'une simple chapelle jetée au hasard dans un bois immense. Tel était le Béarn au dixième siècle : au milieu de tant de forêts où placer des hommes ? » (1)

§ 2. — Etablissement de la féodalité en Béarn

Cependant les invasions avaient introduit dans le pays la féodalité avec des règles nouvelles sur le régime des

(1) Faget de Baure « *Essais historiques sur le Béarn* ». Introduction pp. 31 à 34. — Paris. Denugon 1818.

terres. Ces règles durent se concilier avec celles du droit romain qui resta la loi du Béarn, contrairement à ce qui se produisit dans presque toute la région pyrénéenne. Ce point nous est attesté par l'historien Marca au dix-septième siècle.

« Je puis assurer, nous dit Marca, que les Fors de Béarn ont esté arrestés, au commencement, pour suppléer le défaut des cas non prévus par la Loi Romaine, nommément en ce qui concerne les droits de seigneurie et de vasselage inconnus du temps de l'Empire... De façon que l'on peut dire que le droit Romain est le Droit commun de Béarn, ainsi qu'il est expressément nommé dans le For nouveau, et qu'il doit estre observé pour le jugement des causes qui ne seront point décidées par le For ou les Ordonnances et Règlements du pays ; ceci demeurant pour constant qu'il n'y a Coustume en France qui soit plus conforme au Droit Romain que celle de Béarn, comme disait le grand Cujas, petit-fils de la ville d'Oloron (1) ».

Le nom de *Fors* fût donné aux coutumes qui se développèrent après l'établissement de la féodalité en Béarn. C'étaient, d'après l'opinion la plus récente et la plus autorisée (2), d'ailleurs conforme à l'étymologie (*forum*), des décisions de justice rendues au jour le jour sur des cas déterminés. Elles furent réunies et codifiées peut être une première fois au onzième siècle et en tout cas au treizième. La rédaction des coutumes fût ordonnée par les vicomtes de Béarn, devenus indépendants vers la fin du onzième siècle (3), en particulier par Gaston VII de Moncade (1232-1290). On possède plusieurs exemplaires de cette rédaction, que l'on s'accorde à placer aux environs de 1288 (4).

(1) Marca *Histoire de Béarn* liv. V, ch. II n° XI. — V. aussi Faget de Baure liv. II ch. IV. p. 222.

(2) F. Rogé *Les Fors de Béarn*, Toulouse 1907.

(3) La tradition relative à l'indépendance du Béarn, qui avait été admise par tous les historiens de ce pays, a été mise en doute par M. Rogé dans le livre que je viens de citer.

(4) V. Mazure et Hatoulet *op. cit.* — F. Rogé et Brissaud *Textes additionnels aux anciens Fors de Béarn*. Introduction. — F. Rogé, *Les Fors de Béarn*.

Nous avons à nous demander quelles règles nouvelles les Fors avaient établies en ce qui concerne le régime des terres et principalement des terres communales. La question qui se pose tout d'abord est de savoir si le Béarn doit être rangé parmi les *pays de franc-alleu* ou parmi les *pays de seigneurie*.

On connaît la différence caractéristique qui sépare ces deux catégories de pays : dans les premiers, toute terre est présumée libre de tout lien féodal, ce qui s'exprime par la règle « Nul seigneur sans titre », c'est-à-dire que le seigneur féodal qui prétend posséder le domaine éminent d'une terre doit justifier de sa prétention par un titre ; dans les autres, au contraire, toute terre est présumée relever d'un seigneur féodal, à moins que celui qui la tient ne produise un titre formel qui en constate la franchise : « Nulle terre sans seigneur ». (1)

Il faut, d'ailleurs, constater, comme l'a fait M. Chénon, que cette différence ne fût formulée en ces termes précis que longtemps après l'établissement de la féodalité et qu'elle ne fit guère à cette époque que constater une situation de fait. (2) Dans les pays où les seigneurs avaient absorbé la majeure partie des terres, ils firent justifier leur possession en interprétant comme s'appliquant au régime des terres la maxime « Nulle terre sans seigneur », qui primitivement n'était qu'une règle de l'organisation judiciaire. Les pays qui avaient pu maintenir la prépondérance de leurs alleux restèrent soumis à la règle « Nul seigneur sans titre. »

C'est ce qui est exprimé en ces termes par M. Brutails : « La question du *franc-alleu* est l'une de celles où l'on perçoit le plus nettement l'influence du fait accompli sur la législation » (3).

Il résulte de ces constatations qu'il est difficile pour cer-

(1) V. Chénon *Etude sur l'histoire des alleux en France*. Paris 1888. Ch. 2. Sect. 2 § 3. La règle : *Nulle terre sans seigneur*. p. 99 et s.

(2) Ibid.

(3) *Etude sur la condition des populations rurales du Roussillon au moyen-âge*, par Jean-Auguste Brutails, archiviste de la Gironde, Juge au Tribunal supérieur d'Andorre; Paris, Imprimerie Nationale, 1891.

taines provinces de déterminer quel était exactement en droit le régime des terres. C'est ainsi que pour le Béarn la question a donné lieu à des solutions différentes suivant les auteurs, à raison de l'évolution de la situation des biens dans ce pays.

§ 3. — *Concessions de terres par les seigneurs aux communautés et aux particuliers. — Diminution constante du nombre des alleux.*

C'est un fait connu que dans les pays de droit écrit, c'est-à-dire dans presque tout le Midi de la France, les terres libres comme les hommes libres survécurent en grand nombre à l'établissement de la féodalité. Il n'en fut pas différemment en Béarn : les droits des particuliers et des communautés qui s'étaient maintenus en possession à travers les troubles des invasions furent respectés. Ce fait est constaté par les historiens du Béarn.

Voici d'abord ce que nous disent Mazure et Hatoulet : «... à l'époque du for, ce pays était assez peuplé ; la plupart des villages maintenant connus existaient au x^e siècle, subordonnés à la division en *vics*. Ces villages avaient de vastes territoires qu'ils exploitaient en commun... Le système romain de la propriété libre et de l'exploitation de vastes terres en commun, selon l'étendue des héritages, n'avait pas cessé d'exister dans les pays de droit écrit. » (1).

Cadier, dans son livre sur *Les Etats de Béarn*, dit de même :

« En Béarn, la propriété libre ayant survécu à la féodalité, le nombre des hommes libres était considérable. »

On pourrait encore citer Faget de Baure, Lafferrière (2).

(1) Mazure et Hatoulet, *Les Fors de Béarn*. Introduction.

(2) Sur toute cette question, V. Lasserre, *Mémoire pour la commune de Viellenave*, pp. 76 à 89.

Mais, comme je l'ai dit, au moment de l'établissement de la féodalité, le nombre des terres inexploitées était encore grand en Béarn, soit qu'elles le fussent depuis l'origine, soit que les destructions occasionnées par les invasions les eussent ramenées à l'état inculte.

Dans la période de calme relatif qui suivit, les seigneurs féodaux, dotés de fiefs importants mais improductifs, s'occupèrent à tirer parti de leurs domaines et, pour cela, s'attachèrent à relever les communautés disparues ou à en fonder de nouvelles.

Il faut signaler le rôle important que jouèrent en Béarn, comme dans les autres parties de la France, les ordres monastiques dans cette première mise en valeur du sol. Les anciens seigneurs de Béarn fondèrent de nombreux couvents qu'ils dotèrent de vastes propriétés et dont les moines s'occupèrent à défricher les terres incultes à eux concédées. Je signalerai l'abbaye de la Reule, fondée au début du onzième siècle à l'extrémité Ouest de la lande du Pont-Long, et l'*Espiau* (1) fondé par les Barnabites sur cette même lande près de Lescar.

Mais les seigneurs travaillèrent également à relever les communautés disparues et à en fonder de nouvelles. Ils firent dans ce but appel à des gens des villages subsistants, et, pour les engager à quitter leur présent siège, leur offrirent différents avantages, tels que concessions de terres aux particuliers contre des redevances modiques, concession d'une terre commune, ou même charte d'affranchissement. Telle est l'origine et l'explication des actes constitutifs de *casals* (2), ou encore des *chartes de poblacion* (repeuplement) fréquentes aux douzième, treizième et quatorzième siècles, et dont l'exemple le plus remarquable est la *Charte de poblacion d'Oloron*,

(1) *Espiau* corruption de *Espilau* (hôpital).

(2) *Casal*, maison et terres qui en dépendaient exploitées par un roturier moyennant une redevance ordinairement en nature. Contenance : dix hectares environ. V. Lespy et Raymond, *Dictionnaire béarnais* quo v°. V. aussi Du Cange, v° *Casale*. Le *casalee* pouvait être un homme libre ou un serf. — Rogé et Brissaud. *Textes additionnels*, p. 130.

qui date de la fin du onzième siècle. Elle constitue le *For d'Oloron*, ou recueil des règlements et privilèges spéciaux à cette cité, et débute de la façon suivante :

« Moi, Centulle, par la grâce de Dieu, Vicomte de Béarn et comte de Bigorre, veux que cette cité qui était dépeuplée, par le conseil et l'aide de mes barons de Béarn, à mon honneur et profit et ceux de tous mes successeurs, soit repeuplée ; auquel peuplement vinrent des hommes de divers côtés ; et les ayant appelés ensemble, il me plut que je départisse plénièrement avec eux les lois et les droits et les fors de cette cité. » (1)

On peut encore citer dans le même ordre d'idées les actes d'affranchissement des voisins ou habitants (2) et communauté de Bugnein en 1282 (3), ceux des communautés de Viellenave et d'Araujuzon en 1309, et la concession de terre faite en 1341 aux habitants de ces deux villages et de celui d'Araux (4).

Il faut noter que cette dernière concession présente ce caractère particulier qu'elle est faite non à la communauté, mais directement aux habitants des villages pour qu'ils en opèrent eux-mêmes un partage entre eux. Cela est tout à fait exceptionnel ; ce qui l'est encore plus, c'est que la concession faite aux « Senhors et Daunes » (maîtres et maîtresses) des maisons des trois villages leur transmet la pleine propriété du terrain concédé. Cela range cet acte parmi les constitutions de *casals* que j'ai mentionnées tout à l'heure plutôt que parmi les constitutions de biens communaux.

On possède les actes écrits d'un grand nombre de concessions faites dans la suite sous forme de bail à cens passé par le seigneur avec les représentants de la communauté, ou sous forme d'emphytéose perpétuelle ; prati-

(1) Mazure et Hatoulet.

(2) Sur les voisins v. *infra*, p. 41.

(3) Les chartes d'affranchissement et de *poblacion* de Bugnein n'existent aux Archives des Basses-Pyrénées qu'à l'état de copies de beaucoup postérieures et extrêmement défectueuses (E. 2213).

(4) Les originaux se trouvent aux Arch. B. P. cote E. 2162.

quement, ces deux formes ne différaient pas sensiblement. Ces concessions portaient dans la langue du pays le nom d'*affiusamen*, dérivé du mot *fiu* qui, en béarnais, signifiait *fief* ou *cens* et que l'on traduit généralement par le mot *affièvement* (1). Les affièvements furent pratiqués pendant tout le moyen-âge et jusqu'à la fin de l'ancien régime.

En définitive, on pouvait voir en Béarn dans les biens des communautés comme dans les héritages particuliers un mélange de terres libres et de terres soumises à des redevances féodales. Mais le nombre des premières tendit constamment à diminuer en raison des progrès de la féodalité. Le onzième et le douzième siècles virent disparaître une grande quantité d'alleux par inféodation volontaire ou forcée. Les particuliers et plus encore les communautés estimèrent souvent qu'il leur était avantageux de renoncer à leurs franchises pour obtenir d'un seigneur sa protection et aussi de nouvelles concessions de terres à des prix modiques.

Voici en quels termes le fait est constaté par Rivière :

« Quand dans le Midi, pays allodial par excellence, l'alleu même était devenu fréquemment féodal, est-il permis de douter que les biens communaux se fussent transformés en fiefs ?...

« La féodalité avait pris ou usurpé la majeure partie des biens communaux, ou l'avait asservie et assujettie à des taxes et à des redevances ». (2)

Comme je l'ai dit précédemment, cette absorption des alleux dans la propriété féodale se produisit principalement par l'extension abusive donnée à la règle d'organisation judiciaire « Nulle terre sans seigneur. »

Sous l'influence de ces manœuvres, le Béarn lui-même, malgré le nombre et l'ancienneté de ses terres libres, vit le système de la tenure devenir la règle commune de son territoire (3). Cette transformation fût facilitée dans cette

(1) Lasserre, *Mémoire pour la commune de Viellenave* p. 104 n. 135.

(2) Rivière, *op. cit.*, p. 219.

(3) V. *Infra*, p. 31.

région par ce fait qu'en Béarn les seigneurs, bien qu'ils ne fussent pas hauts justiciers, avaient cependant une justice toute particulière, plus considérable que la basse et la moyenne et attributive de la propriété des vacants. (1) Et cependant l'inféodation fut loin d'être complète.

Si l'on consulte la déclaration générale des biens de toutes les communautés de Béarn qui fut faite au dix-septième siècle, on trouve dans la seule sénéchaussée de Morlaàs trois communautés qui réclamèrent avec succès le droit ancien à la propriété de leurs biens ; le Parlement de Navarre, qui examinait les déclarations de chacune des communautés et délivrait ensuite un arrêt de vérification, reconnut que les prétentions de ces trois communautés étaient bien fondées.

Des réclamations identiques furent soulevées par un certain nombre d'autres communautés de la même sénéchaussée, mais n'obtinrent pas le même succès (2). La persistance de ces prétentions prouve le nombre et l'ancienneté des alleux dans les biens des communautés de Béarn.

La coutume qui donnait à tous les seigneurs médiats de Béarn un droit de justice d'une certaine importance souffrait une exception : c'était en faveur des trois vallées d'Aspe, Ossau et Baretons. Là les seigneurs médiats n'avaient jamais eu de droit de justice et n'avaient par la suite acquis aucun droit sur les biens des communautés.

§ 4. — *Situation spéciale des trois Vallées de Béarn.*

La Vallée d'Ossau et le Pont-Long.

Ces trois vallées avaient, à l'origine, constitué trois souverainetés particulières et gardé, après leur annexion

(1) Labourt, Lafite Maria *Commentaires sur le For*. — V. Pau, 24 février 1834 ; Dalloz, Rép. v° *Propriété féodale*, n° 485.

(2) Déclaration générale des biens des communautés formant la sénéchaussée de Morlaàs, Arch. B. P., B. 648 à 651. — Déclarations de Castayde (tome 1^{er} B 648), de Lombardia (tome IV^e B 651), de Boezion (tome IV^e B 651).

au Béarn, en partie tout au moins, leurs coutumes propres qui assuraient à leurs habitants une indépendance plus grande que celle dont jouissaient, en général, les habitants du Béarn (1).

Un de leurs privilèges était de n'avoir d'autre seigneur justicier que le Vicomte souverain de Béarn. Par voie de conséquence, ils furent considérés comme tenant leurs biens directement de ce même Vicomte souverain.

Si les habitants des Vallées purent s'opposer victorieusement aux entreprises de la féodalité, c'est parce que leurs biens communs appartenaient, non pas aux communautés prises isolément, mais à l'unité administrative formée par la vallée. Cette situation est toute naturelle dans un pays de montagne. Les communautés se groupent dans le fond des vallées ; toutes sont éloignées, quoique inégalement, des pâturages des hauts sommets et toutes, cependant, en ont également besoin. Ce fait engendre inévitablement la nécessité d'un mode d'exploitation qui donne aux habitants de toutes les communautés un droit égal sur ces pâturages et d'un corps représentant les intérêts de tous pour fixer les règles de cette exploitation. Telle était par exemple la *Jurade* d'Ossau, assemblée des jurats des communautés de la vallée. On retrouvait une organisation semblable dans la province voisine de Soule, où elle a persisté jusqu'à nos jours. Dans la suite, cependant, dans toutes les vallées, les pâturages avoisinant les villages furent divisés entre ces villages suivant leur situation ; les vallées ne se réservèrent, chacune sur son territoire, que la propriété des pacages des hautes montagnes.

Outre ses biens communs situés dans la vallée elle-même, Ossau possédait la lande du Pont-Long située au nord de Pau, par conséquent fort éloignée de la vallée elle-même. Ce ne fut pas sans peine qu'elle arriva à faire reconnaître son droit de propriété sur ce territoire. Ces

(1) Sur les vallées de Béarn, v. Menjoulet, *Chronique d'Oloron*, Introd., pp. 25-39. — F. Capdevielle, *La Vallée d'Ossau, Etat social*, 1891. — F. Butel, *Une Vallée Pyrénéenne*. Pau 1894.

prétentions étaient fort anciennes et s'affirmèrent souvent de façon brutale. (1) Le vieux For, dans sa rubrique *des Ossalois*, mentionne ces incursions des montagnards à main armée, « *ab armes et host feyt, senhe desplegat* ». Ces déploiements de force avaient pour but d'empêcher les empiètements des communes riveraines de la lande, toujours prêtes à mettre à profit l'éloignement du propriétaire réel pour s'annexer une part de son bien ou y faire pacager librement leurs bestiaux. Après un grand nombre de luttes et de traités de paix, les vingt-et-une communes qui entourent le Pont-Long se virent consentir par la Vallée certains droits d'usage sur la lande. Mais ce ne furent que des droits de coupe et de pacage, la possibilité de la mise en culture effrayant les pasteurs de la montagne comme une menace de diminution des pâturages. Dès 1309, ils avaient obtenu de Jeanne d'Artois, tutrice de Gaston Phœbus, des lettres patentes interdisant à tout homme de labourer sur le Pont-Long. Des cultures et des constructions ayant été faites malgré cette défense, les Ossalois vinrent en troupe les renverser. En 1508, Catherine, reine de Navarre, consentit à ce que les Ossalois pussent « s'attrouper et avec main armée aller et revenir au Pont-Long, en icelui démolir les fossés et fermetures, cueillir et ôter les grains crus et à croître, le tout sans encourir envers elle et sa justice aucune peine ni amende. » On voit ici un exemple de cette lutte entre bergers et laboureurs que j'ai déjà signalée.

Pour terminer cette question de la propriété du Pont-Long, je mentionnerai les attaques que la vallée eut à soutenir plus tard de la part de l'administration des domaines, qui voulait faire entrer le Pont-Long dans le domaine du Roi. Plusieurs décisions de justice consacrerent le droit de la vallée, mais la lutte n'a été définitivement terminée qu'au siècle dernier et à l'avantage d'Ossau.

(1) V. *Mémoire pour la Vallée d'Ossau, représentée par M. d'Espalungue,.... contre l'Etat représenté par M. le Préfet.* — (Archives municipales de Pau X. B. 212) Pau, Véronèse. s. d. 1826, in-4°. — Passy, *De l'origine des Ossalois* III^e partie Ch. I., p. 128 et s.

Ce fait d'un bien séparé par une grande distance de la communauté qui en est propriétaire est extrêmement curieux. Une hypothèse très intéressante et très plausible a été émise pour expliquer cette situation par Jean Passy, archiviste des Basses-Pyrénées de 1886 à 1898. Cet auteur se base sur des conformités de formes dialectales pour établir que les Ossalois sont les descendants des habitants de l'antique cité de Beneharnum, détruite par les Normands au neuvième siècle. Beneharnum, ville déjà importante à l'époque romaine, était située sur l'emplacement actuel de Lescar, c'est-à-dire à peu près au centre du Pont-Long; ce territoire devait donc lui appartenir selon toute vraisemblance. Ses habitants refoulés vers les montagnes n'auraient cependant pas, d'après la thèse de Passy, renoncé à leurs droits sur cette terre (1).

Il est évident, d'autre part, que la propriété de cette lande était pour les pasteurs ossalois d'un grand secours; ils pouvaient, en effet, y envoyer tous les hivers les bêtes qu'il n'était pas possible de nourrir à l'étable avec les faibles ressources de fourrage sec. Les luttes pour la possession de la lande auxquelles je viens de faire allusion sont donc à rapprocher des guerres incessantes que se livraient les montagnards des diverses vallées pyrénéennes pour la possession d'une source ou d'une montagne aux riches herbages. Faget de Baure (2) nous a conservé le souvenir de ces querelles, dont certaines ont laissé des traces jusqu'à nos jours et où se révélaient les instincts pillards de ces peuples d'origine berbère (3).

Quoiqu'il en soit, la vallée d'Ossau était propriétaire du Pont-Long comme elle-même et les autres vallées étaient propriétaires de leurs montagnes, différentes en cela de la plupart des communautés des autres parties du Béarn.

(1) Jean Passy *De l'origine des Ossalois* thèse soutenue à l'Ecole des Chartes en 1892, revue et publiée par Paul Passy. Dr. Adj. à l'Ecole des Hautes Etudes, dans la collection « Bibliothèque de l'Ecole des Hautes Etudes » 152^e fascicule 1904.

(2) *Op. cit.* III, Ch. III p. 180 et s.

(3) Voir F. Butel *Une Vallée Pyrénéenne* pp. 163 et s.

§ 5. — *Le Béarn était-il pays de franc-alleu ou pays de seigneurie ?*

Nous avons pu constater en Béarn une évolution analogue à celle qui se produisit dans les autres parties de la France, c'est-à-dire un passage insensible du régime de la liberté de la terre à celui de la tenure. Il faut à présent envisager cette situation au point de vue juridique et tâcher de déterminer quelle était la solution admise en principe.

Si l'on consulte tout d'abord le For, on constate qu'il ne s'exprime pas en termes absolument nets à cet égard. On peut cependant remarquer tout d'abord que toutes les contestations relatives à la franchise des hommes et des biens sont réservées au jugement du seigneur souverain de Béarn ; (1) cela est déjà une indication qui prouve que la matière était considérée comme importante et n'était pas laissée à l'arbitraire des seigneurs.

Ce que l'on peut en outre relever, c'est que, dans tous ces différends la coutume établit une sorte de présomption en faveur de la franchise. Par exemple, si un seigneur veut faire reconnaître son domaine direct sur une terre alors qu'il est contesté, il doit jurer avec deux témoins que ses ancêtres et lui ont perçu les redevances sur cette terre sans contestations. Le droit étant reconnu au seigneur, le possesseur de la terre peut encore user de la preuve testimoniale pour combattre la légitimité de cette reconnaissance. (2) Or, le For attache une importance considérable au serment comme mode de preuve.

(1) En fait, cette prérogative était exercée par la *Cour majour*, magistrature suprême de Béarn, composée des douze Barons — V, Marca L. VI ch. XXII et XXIII p. 336 à 343. — Faget de Baure, *op. cit.*, L. II Ch. II p. 162 à 166.

(2) « Item. — I. Judya la Cort que si yo dic que devers ey sober une terre, et los y ey prees en patz et mon lignadge, que ac juri ma maa terce ; et aquero feyt lo ceys me torne en poder et en patz ; et après lo autre que domani, si lo semble que lo fassa tort ; et si ha testimoni que bist ac aye que l'aye — Sober lo pleyt de Denot de Sadirac et d'En Amat de Bidose. » — *Traduction* « Item. Jugea la Cour que si je dis que j'ai des devoirs sur une terre et que j'en ai joui en paix, moi et mon lignage, je dois le jurer avec deux témoins ; et cela fait, le cens me revient pour en jouir sans trouble ; et après, que l'autre réclame s'il lui semble que cela lui fait tort ; et s'il a témoin qui l'ait vu le posséder, qu'il l'ait — Sur le plaid de Denot de Sadirac et d'En Amat de Bidouze. » — *Fors de Béarn*. Ed. Mazure et Hatoulet. Rubr. *De ceys et de fuis* art. 214.

L'article 213 du même For déclare 1^o que le censitaire ne peut vendre la terre qu'il tient à cens que s'il a un titre conforme ; 2^o que, si la vente est possible, le seigneur direct ne pourra prélever de lods et ventes, que s'il a un titre conforme. (1)

Il paraît résulter des termes de cet article qu'en Béarn, les concessions de censives étaient généralement constatées par un acte. C'est ce que dit, mais d'une façon trop affirmative, Faget de Baure. « En un mot, aucun droit n'est attribué au seigneur par une loi générale et commune à tous les fiefs ; chaque fief en Béarn avait son contrat et ce contrat était sa loi. » (2)

Mais Mazure et Hatoulet ont tort de voir dans ce texte une application de la règle : « Nul seigneur sans titre », car l'exemption de lods et ventes n'est pas considérée par cet article comme une preuve de franchise de la terre. (3)

Mazure et Hatoulet citent encore, il est vrai, comme preuve de l'allodialité du Béarn un extrait du cahier des Etats de Béarn de 1467 qui serait ainsi conçu : « En Béarn, cum sie de franc-alieu, no y a confisc ». (En Béarn, comme il est de franc-alieu, il n'y a pas de confiscation) (4).

Mais il résulte d'une vérification faite par M. de Loye, ancien archiviste des Basses-Pyrénées, et M^e Lasserre, avocat à la Cour d'Appel de Pau, que cette citation est entachée d'erreur. (5)

(1) Art. 213. « Item. Si ung caver affiusa nulh trentz de terre a ung homi, et lo qui la recep la vol puis vner per paubressa o per autre causa no deu, car l'amor deu caver se deu hom arthier ; sinon que carla ne aye que la pusque bener. Et si lo caver ditz que los capsoos ne deu aver, lo fivater respone que no, car es foor en Bearn ; sino que lo caver ne podos mustrar instrument public. » — *Traduction*. — « Item — Si un caver (seigneur) donne à cens un morceau de terre à un homme et que celui qui le reçoit veuille ensuite le vendre par pauvreté ou par autre cause, il ne le doit, car l'amour du caver (seigneur) doit se retenir ; à moins qu'il n'ait titre portant qu'il le pourra vendre. Et si le caver (seigneur) dit qu'il doit en avoir les lods et ventes le censitaire répondra que non, car cela est for en Béarn ; à moins que le caver ne puisse montrer titre public. » Mazure et Hatoulet, *op. cit.* p. 17.

(2) Faget de Baure, *op. cit.* livre III, ch. IV, pp. 229, 230.

(3) Mazure et Hatoulet, *op. cit.* Introduction, page 17 note 1.

(4) *Ibid.* p. 81, n. 1.

(5) Lasserre, Viellenave p. 87 XIII.

Cadier (1) n'apporte pas de preuve plus concluante en faveur de son affirmation très catégorique : « Il est peu de pays où la règle « *Nul seigneur sans titre* » ait été aussi strictement appliquée qu'en Béarn. »

De ces diverses constatations, il me paraît résulter que la coutume béarnaise relative à la franchise des terres rentrait dans la catégorie de celles que M. Chénon désigne sous le nom de *coutumes censuelles*. Dans ces pays, la règle était « Nul alleu sans titre » ; c'est-à-dire que la règle « Nulle terre sans seigneur », dans son application au régime des terres, ne constituait pas une présomption *juris et de jure*, mais une présomption *juris tantum* que l'on pouvait combattre par la preuve contraire. (2) Nous avons vu, en effet, que la preuve testimoniale de la longue possession pouvait suffire en droit béarnais à faire reconnaître la franchise d'une terre.

Cela expliquerait la contradiction qui existe entre les conclusions des auteurs, tirées des textes anciens, et la jurisprudence consacrée sur ce point à l'époque de la monarchie absolue. A ce moment, en effet, on ne reconnaissait pas de catégorie intermédiaire entre les pays de franc alleu et les pays de seigneurie. Aussi, lorsque fut promulguée la fameuse Ordonnance de 1629, connue sous le nom de *Code Michau*, qui déclarait la France entière pays de seigneurie, (3) le Parlement de Pau ne protesta contre cette mesure qu'à l'égard de la Navarre. C'est ce que constate le jurisconsulte Lafite-Maria, à la fin du dix-septième siècle, dans ses *Mémoires et éclaircissements sur les Fors et coutumes de Béarn*, sous la rubrique relative aux « Droits seigneuriaux », et à la fin du dix-huitième, l'avocat Vignau qui nous dit : « L'Ordonnance de 1629 regardoit tout le royaume comme un pays de

(1) Cadier *op. cit.*, pp. 71, 72, 82 à 83.

(2) V. Chénon, *op. cit.*, Ch. III *Les alleux d'après les coutumes* § 5 *Les coutumes censuelles*.

(3) « et sont, dit le texte, tous héritages ne relevant d'autres seigneurs, censez relever de nous, sinon, pour tout ce que dessus, que les possesseurs des héritages fassent apparoir de bons titres qui les en déchargent. » V. Chénon, *op. cit.*, Ch. IV.

seigneurie et assujettissoit aux droits seigneuriaux envers le Roi toutes les terres qui ne relevoient point de quelque seigneur particulier. — L'article qui contient cette disposition fût modifié par le Parlement de Toulouse, et par quelques autres où il y a des pays de franc-alleu. Mais il ne le fût par le Parlement de Pau que pour la Navarre, qui est aussi un pays de franc-alleu et non pour le Béarn; ce qui fait voir qu'il regarda cette province comme un pays de seigneurie. (Commentaire du sieur de Maria sur le For, rubrique I art. 27). » (1).

Je citerai encore, d'après M^e Lasserre, les avocats Lombart et Noussitou, (2) au dix-huitième siècle et enfin un certificat délibéré et voté dans une des assemblées officielles que tenaient périodiquement, sous le nom d'*Assemblées de la Matricule*, tous les avocats immatriculés au Barreau du Parlement de Pau. (3).

Ce certificat, en date du 17 Février 1763, est ainsi conçu : « Nous, Avocats postulants et consultants, au Parlement de Navarre, certifions que la Province de Béarn est un pays de seigneurie. »

En définitive, nous voyons, que la situation juridique des biens avait suivi l'évolution de leur situation de fait. Cette constatation n'offre d'ailleurs qu'une importance secondaire au point de vue des modifications apportées dans la suite à l'usage des communaux, qui vont nous occuper maintenant. Ces modifications, en effet, furent les mêmes dans les biens tenus par les communautés à titre de propriétaire ancien et dans ceux qui avaient été reçus par affièvement.

A ce point de vue, il faut mettre à part une portion de ces biens, portion peu importante d'ailleurs. Je veux

(1) Réponse pour messire Etienne d'Angosse, baron de Corbères, seigneur de Castet-Pugon, Portet, Corbères et autres lieux, contre Jean Péré, Pierre Lalanne et consorts, du lieu de Portet, par M^e de Vignau, avocat. — Pau, imprimerie Vignancour, sans date. — Voir Lasserre *Mémoire pour Viellenave*, pp. 79 à 84.

(2) Lasserre, *Mémoire pour Viellenave*, p. 84.

(3) Sur ces certificats, v. Lasserre « *Mémoire pour Viellenave*, », n. 96, p. 86.

parler des bois, que les Seigneurs avaient conservé en propre pour la majeure part. Le régime d'exploitation qui fut appliqué aux bois ne présenta jamais de particularité bien marquée (1) ; il n'en fut pas de même, nous allons le voir, pour les landes et taillis de châtaigniers, qui faisaient et font encore le fond de la propriété communale en Béarn.

(1) Nous mentionnerons seulement quelques usages : d'abord, pour les bois communaux comme pour les bois seigneuriaux le retour annuel du temps de *glandage* ou de *farine* (pendant cette période qui était généralement de deux mois, les habitants pouvaient introduire dans le bois leurs pourceaux exclusivement, en nombre fixe ou illimité, pour les nourrir des glands tombés à terre ; il était interdit de cueillir ou ramasser des glands pour les emporter et aussi de secouer les chênes) ; ensuite, en certains lieux, l'obligation incombant à chaque habitant chef de maison de planter annuellement dans le bois un ou deux chênes. Ajoutons que la coupe du bois était interdite dans les bois seigneuriaux, tandis que dans quelques bois communaux chaque habitant pouvait prendre le bois nécessaire à son chauffage.

SECTION II

LES PARTAGES DES BIENS COMMUNAUX DEPUIS LE SEIZIÈME
SIÈCLE JUSQU'À LA FIN DU DIX-HUITIÈME§ I. — *Faits nouveaux qui causèrent les partages et formes
des premiers partages.*

A l'époque de la formation des communautés, la culture de la terre ne présentait en Béarn à peu près aucune importance. Mais l'industrie pastorale florissait et c'est au pacage commun que furent destinées les landes *affiévées* aux communautés. L'usage libre en était laissé à tous les habitants : la communauté se contentait de prévenir les coupes d'arbres.

Ce mode d'exploitation par indivis, qui était alors la règle, se maintint dans les Vallées de Béarn dont les habitants restèrent pasteurs par la force des choses, et aussi dans quelques communautés en dehors des vallées, telles que Bardos et Malausanne, (1) où il persista jusqu'à la fin du dix-huitième siècle.

Mais partout ailleurs, un changement dans le régime de la propriété communale fut amené par les progrès de l'agriculture. Voici comment ce fait est signalé par Faget de Baure :

« L'agriculture était presque ignorée en Béarn ; le pays était inculte, et les pâturages formaient sa principale ressource. Henri (2) attira des laboureurs choisis dans la Bretagne et la Saintonge, et leur donna des terres à défricher. Plusieurs métairies furent formées par leurs soins

(1) Deux lieux ayant dépendu de la Seigneurie de Grammont et rattachés plus tard au Béarn — Arch. B. P., C. 22 ; C. 461.

(2) Henri I^{er} de Navarre. (1527-1553). — V. Faget de Baure, *op. cit.*, Livre IV. Ch. II et III, et livre V, Ch. I.

dans les environs de Pau. L'exemple du souverain étendit le goût de la culture et les Béarnais commencèrent à s'adonner au labourage. » (1)

Déjà, sans doute, l'usage d'employer comme engrais les produits décomposés des landes était connu dans le pays, puisque, en 1380, la communauté de Malausanne *acquerrait des auteurs du Seigneur duc de Grammont toutes les landes de la paroisse, avec permission de vendre, aliéner et disposer du soutrage*. (2) Mais il est probable que ce n'est qu'à l'époque signalée par Faget de Baure, c'est-à-dire au début du seizième siècle, que cet usage devint général.

C'est alors, en effet, que l'on voit apparaître un changement dans le mode d'exploitation des landes communales. L'utilisation nouvelle trouvée aux produits de ces landes en nécessitait la coupe et l'enlèvement et en absorbait une quantité beaucoup plus considérable ; il était à craindre que l'on ne vît se produire des coupes inconsidérées et hors de saison, des concours d'habitants sur les parties de la lande les plus faciles à exploiter, des rivalités et des querelles. On pensa donc que le mieux était de limiter le droit de coupe de chacun à un lot déterminé dans l'étendue des communaux ; aussi, dès cette époque, trouve-t-on des actes constatant la division des landes des communes, usage qui dans la suite devint à peu près universel.

On ne possède, il est vrai, qu'un petit nombre de ces actes de partage, mais beaucoup sont connus par les extraits ou par les mentions que l'on trouve dans des documents postérieurs : délibérations des communautés, correspondance des intendants, actes judiciaires, contrats. Il est d'ailleurs permis de croire que dans bien des endroits, les partages furent faits sans qu'un acte en fut dressé.

On voit, en effet, encore de nos jours, des communautés

(1) *Op cit.* L. IV, Ch. II, p. 394.

(2) *Arch. B.-P. C.* 461.

exploitant leurs landes par division entre les habitants, en vertu d'une entente entre ceux-ci et sans qu'il existe aucun acte écrit.

Cette tradition persistante peut, d'ailleurs, être citée comme preuve de l'existence ancienne de l'usage commun de ces partages, preuve que viennent confirmer encore des signes matériels. C'est ainsi que la majorité des landes de Béarn sont divisées en parts de forme régulière et de contenance sensiblement égale (actuellement tantôt closes, tantôt simplement limitées par des bornes, éminences ou rigoles), ce qui indique bien un travail d'ensemble. (1) De même, ces lots portent dans le pays non seulement les noms de *parts*, *partilles*, *partoles*, mais encore celui de *dile* ou son diminutif *ditou*, qui indique que l'origine des parts se trouve dans une adjudication (2). Enfin, une dernière preuve se trouve dans la littérature juridique et les opinions des jurisconsultes des dix-septième et dix-huitième siècles que nous examinerons plus loin. (3)

Le fait de l'usage général du partage étant établi, il faut examiner quelles en étaient les formes.

Il y eut d'abord des ventes par adjudication périodiques du droit de coupe dans chaque part. On en trouve notamment un exemple ancien dans un accord passé entre les communautés d'Artix et de Serres Ste Marie et relatif à l'exploitation de leurs *herms* communs. Il y est dit que les herms seront « *vendus* chaque année à l'encan et chandelle » ; plus loin « Item et quant à la fougeraie commune, celle-ci chaque année s'affermiera et à la publique chandelle se mettra au jour accoutumé » et encore : « Ces herms communs seront vendus à l'encan et chandelle au plus et dernier offrant » (4).

(1) On peut déduire ce travail d'ensemble des traces qu'il a laissées ainsi, de même qu'on peut déduire le travail des *agrimensores* romains des traces qu'il a laissées dans certaines régions de l'Italie. — Voir V. Duruy, *Histoire des Romains*, T. I p. 376. note 38 E. Reclus, *Nouvelle Géographie Universelle* t. I, p. 344.

(2) En langage béarnais, *mettre une enchère* s'exprime par *dise* (dire). *Dile* s'applique à l'enchère elle-même (Lespy et Raymond, *Dictionnaire Béarnais*, Vis *Dise*, *Dile*.)

(3) V. pp. 43 et s.

(4) « Item es tant ques a l'augaa besiau aquet cascun an se arrendera et a la publique candelle se metera per lou jour acostumat « et encore.. » aqueigs « *les herms communs* ». seran venduts à l'encan et candelle au plus et d'arrer offeren... » Arch. B. P., E. 238 ; V. *Documents*, I.

Il faut noter ici cette expression curieuse qui pour désigner la vente de la coupe annuelle de soutrage des herms communs dit « la vente des *herms* communs ».

Voici un autre exemple de ces adjudications dans une délibération d'une communauté (1) : « Le septième Juin mil sept cent vingt et trois, la communauté de Castetarbe a délibéré d'aller vendre le soutrage et branes (2) situées aux herms communs dud lieu et y a esté procédé comme s'ensuit »...

On pourrait encore constater le même fait à Lescar, à Salies et dans d'autres communautés.

Ailleurs, le partage, effectué d'abord de la manière que je viens d'indiquer, fut, dans la suite, remplacé par des attributions périodiques par voie de tirage au sort.

Dans un arrêt du Parlement de Navarre, cité dans le recueil manuscrit des Dubosq père et fils, avocats au Parlement de Pau (3), on voit que la communauté de Ledeux pratiquait ce second système en 1710; le compte rendu d'une assemblée générale du bourg de Navarrenx, tenue le 4 Octobre 1789 (4), nous montre une communauté tentée de revenir de ce mode d'exploitation à celui que j'ai indiqué précédemment. Le maire rapporte qu'il y a environ vingt ans, les officiers municipaux furent amenés à demander à l'Intendant « d'être autorizés à intervertir l'usage constant jusqu'alors de partager par parcelles les fougères et soutrages des herms communs entre les voisins (5) moyennant une petite redevance et à substituer à ce partage la vente des dittes fougères au profit de la Communauté ».

Puis il propose une solution différente, un partage renouvelable tous les neuf ans.

Du reste, dans cette région, ce système d'attributions périodiques eut une persistance considérable ; on peut

(1) *Ibid.* E. 2221.

(2) *Soutrage*, v. p. 9, n. 1; *branes*, bruyères.

(3) V. Lasserre, 2^e *Mémoire pour Serres-Morlaas*, pp. 146 et 147 et *infra* p. 48.

(4) Arch. B. P., C 470.

(5) V. plus loin p. 41.

constater dans un *Recueil des Usages Locaux* (1) qu'en 1868 encore, deux ou trois communes du canton de Navarrenx faisaient au profit des anciens habitants voisins des partages de landes, dont les parcelles étaient tirées au sort périodiquement. Je citerai encore deux exemples tirés du recueil des dénombrements des biens nobles de la Sénéchaussée de Morlaàs (2) et l'acte intervenu à Mourrenx en 1790 (3) qui effectue un partage de landes, en établissant la règle du tirage au sort des parts tous les quatre ans.

Citons enfin le cas de la communauté de Lescar, dont j'ai parlé déjà au sujet des adjudications périodiques : en 1715, une délibération décide le partage de la lande pour douze ans (4).

Cette lande de Lescar était la part de la grande plaine du Pont-Long sur laquelle la Vallée d'Ossau après de longues luttes avait reconnu des droits de jouissance à Lescar. La communauté n'en était donc pas propriétaire, mais l'espèce n'est cependant pas différente, puisqu'il ne s'agit dans tous les cas visés que de règlement d'un droit d'usage.

Il y eût une nouvelle délibération sur le même sujet en 1721. Finalement, la communauté adopta un partage définitif (5), se conformant en cela à l'usage général des communautés de Béarn.

(1) *Recueil des usages locaux* publié avec approbation de S. Ex. le Ministre de l'Agriculture etc. 1868.

(2) Dénombrement fourni par Noble Hiérome de Day pour la terre et seigneurie d'Aast ; art. 24 « Item iay le droit de faire depaistre mon bestail aux landes et territoire dud. lieu avecq celui de coupe et de paccage au bois en telle sorte que de dix et sept parts esquelles les Jurats et communautés dud. lieu d'Aast divisent les bois, herms et feugères communs, tant pour leur usage que pour celui du paccage de leurs bestiaux il m'en compete et appartient deux parts... » Arch. B. P., 653, f° 24. — V. aussi le dénombrement fourni par Pierre d'Augaà pour les seigneuries d'Augaà et de Moustée (B 652, p. 25).

(3) Lasserre, *Mém. pour Viellenave* p. 26 et archives de la commune.

(4) *Recueil des affaires intéressantes survenues à la communauté de Lescar*. Manuscrit appartenant à M. H. Barthéty.

(5) Ibidem. — V. *infra* pp. 40 et 41.

§ 2. — *Les partages de jouissance. — Exemples de ces partages.*

Les changements périodiques dans l'attribution des parts de landes contrariaient chez le paysan son besoin de stabilité et son attachement à la terre. Le lien entre son héritage et la part de lande nécessaire à l'exploitation de celui-ci lui paraissait, d'ailleurs, plus étroit à mesure que les progrès de l'agriculture lui rendaient plus sensibles les services procurés par cette part de lande. C'est pour cela, sans doute, que les partages définitifs du droit de coupe devinrent la règle en Béarn.

On en trouve un premier exemple en 1537 à Nousty (bailliage de Pau). On possède une copie de l'acte qui fut dressé à cette occasion (1).

Les répartiteurs nommés par l'assemblée de la communauté déterminent d'abord la nature et la contenance des terres *hermes* à partager. Ce sont celles que la communauté a reçues par *affièvement* du Roi en 1342. Elles comprennent un bois à l'ouest et une lande à l'est.

Chacun de ces terrains est divisé en deux portions : dans l'une, sont faites des partilles égales de contenance déterminée, qui seront réparties suivant le tour des maisons : ce *tour des maisons* indique sans doute l'ordre de prééminence des maisons ou ménages basé sur l'ancienneté de leur établissement dans la communauté. L'autre portion est également divisée en partilles de contenance fixe à attribuer par voie de tirage au sort. Toutefois une certaine superficie de la lande est laissée dans l'indivision.

Chaque copartageant, pourra, dans ses diverses partilles, prendre les ajoncs, la fougère et une quantité limitée de bois chaque année. Toute coupe d'arbre mort ou de bois destiné à la construction doit être soumise à l'approbation de la communauté et l'arbre doit être remplacé.

(1) Arch. B. P. E. 2324 copie notariée de 1638. — V. *Documents*, II.

Les habitants voisins peuvent librement vendre, engager et échanger leurs partilles entre eux. Mais il leur est interdit de vendre du bois à un étranger au village et a fortiori de lui vendre ou lui engager une partille. Dans ce dernier cas, la communauté pourrait exercer le retrait de la partille sans indemnité.

La communauté se réserve le droit de mettre tous les ans le bois en défens.

Les droits de passage et pacage à toute heure, ceux de gîte de jour et de nuit, et les droits sur les eaux restent communs.

Il est interdit de bâtir sur les partilles et d'y faire des défrichements.

La communauté se réserve le droit de disposer des herms. Elle se réserve aussi le droit de juger toute contestation relative à l'exploitation des bois et lande.

Les taxes sont réparties annuellement sur les titulaires de parcelles par les soins de la communauté.

On retrouve à peu près les mêmes stipulations, sauf plus de sévérité en ce qui concerne le droit de disposition des parts de communaux, dans l'acte qui constate le partage des communaux d'Ogeu, effectué en 1586 (1).

Dans cet acte, il est dit tout d'abord que les touyas communs étaient auparavant exploités par adjudication annuelle du droit de coupe.

Il y est en outre mentionné que certains particuliers ont défriché des parts de communaux et la propriété leur en est reconnue.

Les *herms* communs sont divisés en cinq partilles, dans chacune desquelles chaque habitant voisin recevra une portion égale. On voit là que la préoccupation d'établir une égalité aussi parfaite que possible entre tous les habitants guide la confection de ce partage qui doit être définitif.

Le détenteur de chaque partille jouira de toute la fougère et des ajoncs qu'elle produit.

Il ne pourra vendre ni hypothéquer sa part à quiconque.

(1) Arch. B. P. E. 2327;— V, *Documents*, III.

Même si le reste de ses biens était vendu en justice pour dettes, la vente serait nulle en ce qui concerne la partille, qui ferait alors retour à la communauté. Le titulaire de la partille peut seulement vendre la coupe annuelle de soutrage à un habitant du village.

Nous possédons également des notes historiques sur la jouissance et l'usage du Pont-Long dans la commune de Lescar (1), règlement établi par cette communauté pour le partage définitif du droit de coupe sur la lande appartenant à la Vallée d'Ossau et dont la communauté était usagère.

Le droit d'usage comprend « tail, dail (2) et pâture, transmis ou pour mieux dire partagés entre les habitants ». Tout habitant voisin de Lescar ayant maison en ville et y habitant a droit à une portion de la lande. De plus tous ceux qui possèdent au moins douze arpents de terre labourable en ont une seconde dite *double portion*.

Les portions sont inaliénables. Si un voisin vend sa maison, sa part fait retour à la communauté qui l'attribue à un autre voisin remplissant les conditions exigées.

En plus de ces trois partages, dont nous possédons une constatation précise, nous en connaissons d'autres par des relations postérieures, et par exemple, par les mentions qui en sont faites dans les *dénombrements* du XVII^e siècle.

Dans la déclaration générale de ses biens, la communauté formée par les villages de Mongaston, Mayou et Peyraube (1) mentionne comme bien communal, dont elle paie le fief, une lande reçue en affièvement en 1543 et partagée entre divers habitants.

On lit de même dans la déclaration de Tadousse « Item déclarent et reconnaissent [les jurats et communauté] tenir de sad. majesté vingt et trois arpants et demy de terre, landes; lesquelles ont été partagées entre les parti-

(1) *Recueil des affaires intéressantes survenues à la communauté de Lescar*, v. p. 38 note 3.

(2) *tail*: coupe, *dail*: fauchage.

(3) *Déclaration générale des biens de communautés formant la sénéchaussée de Morlaàs*, 1675 - 1686 Arch. B. P. 648 (tome I).

culiers qui en firent l'affièvement et dont les habitants d'à présent fourniront leurs déclarations particulières pour raison desquelles ils payent le fief au roy à raison de deux liards par arpent, comme il résulte du contrat d'affièvement desd. terres en date du quatre octobre mille six cents quarante deux où est comprinse la place couchée sur l'article précédent [la place publique]. »

On pourrait citer aussi les actes administratifs ou judiciaires postérieurs, où cette question revient souvent, surtout vers la fin du dix-huitième siècle. A cette époque, les communautés ayant été autorisées à effectuer des partages de leurs communaux en toute propriété (1), dans la plupart d'entre elles se produisirent des réclamations de particuliers qui prétendaient s'en tenir à un partage fait anciennement et resté depuis immuable. Ces prétentions furent repoussées par les communautés qui invoquèrent leur droit de propriété, resté intact malgré les partages anciens.

Ainsi, la communauté d'Espéchède, ayant en 1782 procédé à un partage de ses biens en conformité avec les récents arrêts du conseil du roi, un particulier protesta contre l'inobservance des partages anciens ; à quoi répondirent les jurats « que les partages anciens ne pouvaient former obstacle à ce que les portions fussent remises en masse pour procéder à un partage plus régulier. » (2)

L'usage général et les formes habituelles de ces partages étant établis, tâchons de nous en former une notion d'ensemble.

§ III. — *Caractères juridiques du droit créé par ces partages.*

De ces divers partages se dégagent plusieurs caractères bien déterminés : d'abord, le maintien toujours intact du droit de propriété de la commune ; ensuite, la jouissance des parts par les détenteurs sans limitation de durée et

(1) V. plus loin, p. 51.

(2) Arch. B. P. C. 85.

la transmission de ces parts par hérédité ; enfin, l'interdiction de toute transmission de la part à une personne étrangère à la communauté.

Tout cela nous montre que ce mode d'exploitation a un caractère essentiellement communal et que les habitants possèdent seulement au nom de la communauté.

Cela est, d'ailleurs, apparent dans le texte même des actes de partage : il ne vise pas des individus, mais, comme dans tous les affouages, les ménages ou les maisons qui sont les vrais éléments constitutifs de la communauté. La disparition d'un ménage détenteur d'une part entraînait le retour de cette part à la communauté. Cela est prévu dans l'acte de partage d'Ogeu et on le retrouve encore dans deux actes de beaucoup postérieurs, les partages de Mourenx (1790) et d'Os-Marsillon (1820). C'est donc bien toujours la communauté qui est propriétaire et le ménage ne fait que la représenter et posséder en son nom.

Il faut signaler ici une institution spéciale au Béarn. Dans ce pays, tous les habitants d'un village, même chefs de maison, n'étaient pas considérés comme membres de la communauté. Cette qualité était réservée aux chefs des plus anciennes maisons du village, que l'on nommait les *voisins* mot dérivé de *vicinus*, habitant du *vicus* ou bourg(1).

La qualité de voisin était héréditaire tant que la famille restait fixée dans la maison à laquelle cette prérogative était attachée.

Les *voisins* (en béarnais *besis*) formaient par leur réunion la *besiau* ou assemblée de voisinage.

Ils jouissaient à l'égard des habitants nouvellement fixés dans le village, les *poblans* (de *pobla*, peupler) d'un certain nombre de privilèges dont la réunion constituait le *droit de voisinage*. L'un de ces privilèges était le droit exclusif à être compris dans les partages de jouissance des communaux. Ce privilège se justifiait d'ailleurs par ce

(1) V. Lespy et Raymond, *Dict. béarnais*, V^e *besi*, *besiau*.

fait que les communaux provenaient pour la plupart de terres concédées aux communautés par les seigneurs en échange d'une somme d'argent que les voisins ou leurs ancêtres avaient dû payer.

J'ajoute que le *poblan* pouvait être admis par la *besiau* au nombre de ses membres à de certaines conditions, dont la principale était que le postulant possédât maison et foyer dans le village. Son accession à la qualité de *voisin* s'accompagnait également du paiement d'une certaine somme.

Il faut ici noter une conception différente de ce droit de jouissance sur les parts de communaux. On n'en trouve pas trace en Béarn, mais elle était courante dans la Sénéchaussée des Lannes (Landes) limitrophe du Béarn. Elle consiste à voir dans le droit sur une part de lande communale un droit réel, établi au profit d'un héritage, pour fournir l'engrais nécessaire à l'exploitation de cet héritage, en un mot une servitude.

Cette opinion fut soutenue par des agents de l'administration. On la trouve formulée dans la correspondance des intendants, principalement à la fin du dix-huitième siècle. Je citerai notamment un rapport fait à la demande de l'Intendant de Courteille par un sieur de Labique au sujet d'un projet de nouveau partage des communaux de Tilh en 1758 (1).

Le rapporteur mentionne un partage effectué en 1642, depuis lequel les gros propriétaires ont, peu à peu, par des achats ou des empiètements, accaparé les portions des petits cultivateurs, qui se trouvent ainsi privés du soutrage nécessaire à l'engrais de leurs terres. Il conteste la légitimité de ces ventes, la propriété du fonds étant demeurée à la commune.

« Il n'a donc été transporté, dit-il, aucune propriété de ces fonds communs sur les particuliers. Quoiqu'il y ait eu des portions marquées et désignées à chacun, ce partage ne leur a donné qu'un droit d'usufruit du soutrage, *qui ne*

(1) Arch. B. P. C. 273. — V. *Documents*, VI.

peut ni ne doit être vendu qu'avec l'héritage, attendu que l'usufruit du soutrage est pour l'engrais des terres du dit héritage et non en faveur du particulier possesseur du dit héritage. » Et il conclut qu'il y a lieu de faire une nouvelle division de fonds pour le soutrage « sans que, par une manière, ils puissent être regardés comme appartenant à ceux à qui ils seront désignés par led. partage, *ny qu'ils puissent les vendre séparément de leurs domaines et héritages, pour l'engrais desquels ils auront été marqués* » (1).

A l'encontre de cette opinion, on peut objecter qu'un héritage n'est pas un fonds déterminé ni immuable : il peut augmenter, diminuer et même disparaître par démembrement. Un héritage ne peut donc pas constituer le fonds dominant qui bénéficie d'une servitude.

D'ailleurs, cette théorie était, nous venons de le voir, contredite par l'usage. Ceci est encore plus vrai pour le Béarn, où les parts des communaux passaient d'un héritage à un autre sans soulever de protestation. Ceci m'amène à donner quelques détails sur ce fait curieux auquel j'ai déjà fait allusion plusieurs fois, qui est la mise dans le commerce des parts des communaux.

§ IV. — *Mise dans le commerce des parts de communaux.*

Interdiction de la vente à un homme étranger à la communauté. — Questions relatives à la prescription de la propriété des parts.

L'acte de partage de Nousty disait formellement ; « Et de toutes ces partilles, chacun pourra donner, vendre, aliéner, engager, mettre en *penhère*, (2) changer, rechanger entre les les voisins habitants dudit lieu de Nousty et non avec les étrangers sans le consentement exprès de ladite commu-

(1) Récemment encore, des particuliers du département des Landes réclamaient en justice des parts de communaux, qu'ils prétendaient comprises dans des ventes à eux faites d'héritages avec tous les droits y attachés. Les tribunaux civils de ce département consacrèrent à plusieurs reprises cette solution, mais elle fut toujours et avec raison rejetée en appel par la cour de Pau (St Sever 10 Janvier 1889, infirmé par la Cour de Pau 31 Mars 1890) Lasserre, 1^{er} *Mémoire pour Serres-Morlaàs*, p. 423 et s.

(2) En gage.

nauté.» — La même conclusion découle de l'examen de l'acte de partage de Serres-Morlaàs (1). En fait, la mise dans le commerce des partilles fut générale. Voici ce que disait en 1809, l'Avocat Cazalet :

« Les communes du Béarn étaient dans l'usage de faire des partages de leurs communaux entre leurs habitants voisins, à titre de simple usufruit...

« Les partages d'usufruit étaient purement provisionnels et révocables. La commune, ayant conservé la propriété de la totalité du territoire, pouvait obliger chacun des copartageants à délaisser son lot ou pour le remettre dans l'indivis, ou pour en faire un nouveau partage...

« *Cependant ces portions communales étaient dans le commerce. Il arrivait souvent qu'un habitant vendit la sienne à un autre habitant, même à un étranger* » (2).

Et Mourot, professeur de droit civil à l'Université de Pau, dans son *Traité des légitimes*, n° 44, dit également :

« Il est assez ordinaire d'estimer séparément l'usufruit de ces communaux que l'on appelle *partilles, marges* etc., et *qui sont, en quelque manière, dans le commerce*, quoique la propriété en appartienne à la communauté, et que le partage ne porte communément que sur l'usufruit. » (3)

Les communautés laissaient faire, ne se trouvant pas lésées tant que la part ne sortait pas de la communauté. En revanche, elles interdisaient d'une façon absolue la vente à un homme étranger au village. La sanction de cette interdiction était le retour sans indemnité à la communauté de la partille vendue. Cela est prévu expressément dans les actes de partage de Nousty, de Serres-Morlaàs, d'Ogeu.

« Et si quelqu'un fait telles ventes ou engagement, ladite communauté sera en droit de retirer les parts des

(1) Lasserre, 1^{er} *Mémoire pour Serres-Morlaàs*. p. 301 et s.

(2) Voir Lasserre. *Mémoire et documents pour la commune de Viellenave*,... pages 118 et 119.

(3) *Ibidem*, page 119, note 157-158. I.

maines des étrangers, sans être tenue de rien leur donner pour tel recouvrement. » (Partage des communaux de Nousty.)

La communauté d'Ogeu allait même plus loin et défendait de vendre à un étranger une des coupes annuelles de soutrage.

Cette interdiction de vendre à un étranger est également constatée par l'Avocat Lombart : « le droit est tellement local et de communauté [que l'étranger ayant acquis la partille de l'habitant, un autre habitant peut évincer l'étranger. » (1)

Il dit encore :

« Le droit est incontestable....

« Les étrangers étant exclus à jamais, la conséquence en est qu'on a toujours le droit de retrait contre eux.

« Il n'y a pas non plus de jurisprudence plus certaine que celle du retrait contre les étrangers. Un arrêt, de l'année 1711, y reçut les habitants du Landau d'Ogeu ; un autre du 14 Mai 1713, les habitants d'Ostabat ; un autre du 11 Juillet 1738 (2) un particulier de Baigts ; un autre du 1^{er} Juillet 1762, le sieur de Pilles contre le sieur Saubade de Bérenx ; un autre postérieur, le même sieur de Pilles contre la Dame de Carsuzan.... » (3)

On voit par là que la justice venait en aide aux communes pour assurer l'exercice de leur droit de retrait. Outre les décisions rapportées par Lombart, on peut encore citer une sentence du Sénéchal de Morlaàs du 27 Juin 1650, confirmée par arrêt du Parlement de Navarre du 21 Juin 1652 (4).

C'est que ces ventes mettaient les droits de la communauté en péril, en produisant un changement de situation. J'ai montré que l'habitant voisin possède la part de communaux au nom de la communauté (5) : sa possession est

(1) Lombart. Mémoire pour le sieur Lagourgue, syndic de la communauté de Puyoo en Béarn... V. Lasserre, 1^{er} *Mémoire pour Serres-Morlaàs*, p. 22.

(2) Arch. B. P. B. 4846 1^{re} 293 v^o

(3) Lasserre, 1^{er} *Mémoire pour Serres-Morlaàs*, page 23 note 14. I.

(4) *Ibid.* page 315 et suivantes.

(5) *Supra* page 44.

donc entachée d'un vice de précarité qu'il ne peut faire disparaître. Il n'en est plus de même quand la part a été acquise, malgré interdiction, par un étranger. Cet acquéreur de la part ne peut pas posséder au nom de la communauté, puisqu'il n'en est pas membre ; il ne peut posséder qu'à titre de propriétaire, et, par conséquent, sa possession peut servir de base à la prescription (1).

Telle est la doctrine qui paraît avoir inspiré le Parlement de Navarre, si l'on s'en rapporte à un arrêt cité dans le recueil manuscrit des Dubosq père et fils, avocats au Parlement de Pau (2). Dubosq père cite un premier arrêt du 21 Février 1710, où il est dit :

« Les portions de herms communs appartenant aux habitants voisins sont inaliénables pour la propriété ; de sorte que le successeur du vendeur est en droit de les reprendre sans rembourser le prix ; l'aliénation ne pouvant tomber que sur le simple usage pendant la vie du vendeur ; bien que le contrat porte que la propriété est transmise... » (3).

« Il y eut néanmoins, ajoute-t-il, le 24 Novembre 1724, au rapport du même M. de Debat, un autre arrêt qui maintint Anne Baudore et autres particuliers de Bournos dans la possession des portions des *herms* communs de Caubios, qu'ils avaient acquises des habitants de ce village et ordonna en même temps que les portions de ces herms acquises par les habitants de Caubios, d'autres habitants du lieu demeureroient réunis au terroir commun, pour l'utilité de tous les habitants de Caubios. Il fut jugé : premièrement, que les étrangers acquièrent valablement et en propriété les portions de herms communs d'une paroisse voisine, et que les habitants du lieu n'acquièrent que le simple usage, conformément à l'arrêt du 21 Février 1710 cy-dessus ; secondement, que la communauté qui a partagé les herms communs entre ses habitants, peut, en

(1) Comp. art. 2236 et 2239 C. civil combinés.

(2) V. Lasserre, 2^e *Mémoire pour Serres-Morlaàs*, pp. 146 et 147.

(3) Il s'agissait là simplement d'un droit de coupe distribué annuellement entre les habitants, et non d'un partage de ce droit pour un temps illimité.

tout temps demander la résolution du partage et la réunion de toutes les portions pour en jouir en commun. »

Et Dubosq fils observe à ce sujet :

« Les espèces des arrêts des 21 Février 1710 et 24 Novembre 1724 ne diffèrent pas seulement en ce que, dans celle du premier, la vente avait été faite à un habitant du lieu, et que dans celle du second, il y avait aussi des ventes au profit d'étrangers ; elles diffèrent encore en ce qu'il n'était question, dans l'un, que de l'aliénation de la portion de la fougère qui était assignée tous les ans au vendeur, au lieu que, dans l'autre, on avait partagé les *herms* communs entre les habitants : chose dont il y a de nombreux exemples.

« Si, l'habitant vendant, dans le dernier cas, la portion à un autre habitant, ne luy transporte point la propriété, par cette raison qu'il ne l'a pas luy-même, étant borné à un simple usage, il ne paraît guère possible qu'il puisse la transporter à un étranger, l'obstacle ne venant point de la personne, ni de celle du vendeur, ni de celle de l'acheteur.

« Peut-être les étrangers auroient-ils joui un temps suffisant pour prescrire (1) : cas où il peut y avoir de la différence entre eux et les habitants. Il se fait en eux une interversion de possession. Acquéranant des habitants, ils jouissent à titre de propriété : ce qui leur donne la faculté de prescrire. Au lieu que les habitants ayant la propriété de tout en commun, le simple usage des portions qui leur sont assignées pour diviser la jouissance, possèdent toujours et dans tous les cas pour la communauté à un autre titre même qu'ils ne peuvent changer en prenant les uns des autres : deux choses qui excluent la prescription ».

Cela semble, en effet, parfaitement logique.

(1) Le laps de temps nécessaire pour la prescription contre les communes paraît avoir été de quarante ans. En effet, la sentence du Sénéchal de Serres-Morlaàs et l'arrêt confirmatif du Parlement que j'ai cités précédemment (*supra* p. 47) considèrent comme insuffisante une possession de dix ans ; même appuyée d'un titre. Voir Legentil. *Op. cit.*

Remarquons que la supposition de Dubosq fils est ici purement gratuite et que l'arrêt du Parlement, tel qu'il est rapporté, ne paraît pas faire supposer la nécessité de la prescription pour l'acquisition par des étrangers des *herms* d'une paroisse voisine.

Par exception, il pouvait se faire que même un habitant voisin prescrivit la propriété de sa part de lande, à l'encontre de la communauté. Il fallait, pour cela, qu'il intervertit le titre de sa possession et se posât comme propriétaire (1). Il y arrivait en clôturant sa part de lande et en empêchant ainsi le pacage commun, manifestation du droit de la communauté. Cela se produisit quelquefois sous l'ancien régime, mais bien plus fréquemment au siècle dernier ; les communes, peu vigilantes à cet égard, obligèrent l'administration supérieure à de nombreuses interventions.

Faut-il admettre encore comme ayant pu fonder la prescription au profit d'un habitant, le fait d'avoir acquis sa part de lande par un acte de vente dans lequel le vendeur s'était déclaré propriétaire incommutable ?

Cazalet nous dit à ce sujet : « Le vendeur prenait ordinairement la précaution d'expliquer, dans le contrat, la nature de sa possession, et d'exiger que l'acquéreur assumât ses obligations envers la commune. Par ce moyen, l'acquéreur ne pouvait pas plus prescrire que le vendeur ». Il paraît logique d'en conclure *a contrario* qu'une vente sans restriction pouvait servir de base à la prescription. A fortiori, en devait-il être ainsi d'une vente qualifiée de vente de propriété incommutable. Elle constituait en effet, semble-t-il, une contradiction formelle aux droits de la communauté, à condition toutefois que celle-ci en fût informée.

Ces ventes de parts de lande en propriété incommutable peuvent aussi, et le texte complet de Cazalet permet cette induction, signifier que l'acte de partage des landes dont faisait partie la parcelle vendue était un partage en pleine propriété. Ces partages se produisaient parfois, encore que rarement. Voici, pour éclairer ce point, la citation complète de Cazalet :

« Les communes de Béarn étaient dans l'usage de faire des partages de leurs communaux, entre leurs habitants

(1) Compte art. 2236 C. civil.

voisins, à titre de simple usufruit. *Mais quelquefois aussi, elles en partageaient la propriété* (1). Elles obtenaient, même dans certains cas, des arrêts d'autorisation du Parlement pour en vendre une partie.

« Les partages d'usufruit étaient purement provisionnels et révocables...

« Cependant ces portions communales étaient dans le commerce. Il arrivait souvent qu'un habitant vendit la sienne à un autre habitant, même à un étranger ; mais le vendeur prenait ordinairement la précaution d'expliquer dans le contrat la nature de sa possession et d'exiger que l'acquéreur assumât ses obligations envers la commune. Par ce moyen, l'acquéreur ne pouvait pas plus prescrire que le vendeur ».

Ces mots « *expliquer la nature de sa possession* » paraissent bien se rapporter à la distinction établie dans le premier paragraphe.

Certains de ces partages de propriété pouvaient dériver d'une concession ancienne faite aux habitants sans passer par l'intermédiaire de la communauté. Le partage n'était alors que la cessation de l'indivision. J'ai déjà parlé (1) de la communauté formée par les paroisses d'Araux, Araujuzon et Viellenave et de la concession de terre faite par le vicomte d'Orthe aux « Senhors et daunes » (maîtres et maîtresses) des maisons de la communauté. La terre concédée fut immédiatement partagée entre les paroisses, puis entre les habitants de celle-ci, chacun devint évidemment propriétaire incommutable de sa part.

Mais un plus grand nombre de partages de propriété durent leur origine à une source différente et c'est à ceux-là que Cazalet fait allusion. C'étaient les partages faits avec autorisation du Parlement sur requête. Ils se produisirent principalement au dix-septième siècle. Cazalet nous en donne quelques exemples : partages autorisés à

(1) Mourot dit aussi : « Le partage ne porte communément que sur l'usufruit ».

(2) Supra, page 17.

Mont par arrêt du 14 Novembre 1635, à Puyoo par arrêt du 24 Juillet 1643, à Bellocq par arrêt de 1646, à Sort (postérieurement à 1750). (1)

Néanmoins, ces partages en pleine propriété ne constituaient qu'une exception et l'on peut résumer ainsi la situation des biens communaux en Béarn jusqu'au dix-huitième siècle : dans les Vallées et dans quelques communautés généralement voisines de la montagne, indivision absolue ; partout ailleurs, jouissance suivant un mode double : communauté du pacage, division du droit de coupe ; division faite à peu près universellement d'une façon définitive et laissant aux titulaires la libre disposition de leur part, à la condition de ne pas la faire sortir de la commune par la vente à un étranger à cette commune.

Les partages en pleine propriété marquent une nouvelle tendance qui se faisait jour dans la classe agricole à l'égard de la mise en valeur des communaux. Cette tendance aboutit dans la deuxième moitié du dix-huitième siècle à un changement dans la législation relative à ces biens.

Avant d'examiner ces mesures nouvelles, je dois retracer l'histoire des communaux dans les provinces basques jusqu'à cette époque, à partir de laquelle cette histoire ne se sépare plus de celle des biens communaux en Béarn.

(1) V. un extrait de la délibération de la communauté relative à ce projet aux *Documents* IV.

CHAPITRE III

Les biens communaux dans le pays Basque.

LES CAYOLARS EN SOULE.

Le pays basque, dans sa partie française, comprend les trois provinces de Soule, de Basse-Navarre et de Labourt. Ces trois pays s'étendent entre le Béarn et le Golfe de Gascogne d'une part, entre les Pyrénées et le cours inférieur de l'Adour, d'autre part. La nature de leur sol et les conditions de leur climat ne diffèrent pas sensiblement de celles que l'on constate en Béarn. Seule, la population se distingue de celle de cette dernière contrée, sans qu'il soit possible de déterminer avec exactitude si les Basques appartiennent à une race différente ou si, comme ils le prétendent volontiers, ils ont gardé pur le sang, les traditions et le langage de la peuplade antique qui habitait autrefois toute la région.

Le pays est en grande partie montagneux et la végétation sauvage. Les incultes y sont dans une proportion moyenne plus forte et le pâturage y est plus important encore qu'en Béarn. Tout cela fait prévoir qu'il y a des rapports étroits entre les usages agricoles dans les deux régions et spécialement dans le régime des communaux. C'est ce qu'il sera facile de constater. Toutefois, il existait en Soule pour l'exploitation des pâturages de la haute montagne une institution d'un caractère tout particulier, connue sous le nom de *cogalar* ou *cayolar* et à laquelle je consacrerai une section spéciale après avoir examiné la condition générale des biens communs dans les trois provinces basques et les points qui différenciaient leurs modes d'utilisation de ceux qui étaient pratiqués en Béarn pour les mêmes biens.

SECTION I

LES COMMUNAUX DANS LE PAYS BASQUE

§ I. — *La province de Soule.*

Ce pays comprend les montagnes d'où sort le Gave de Mauléon et la vallée arrosée par le cours supérieur de cette rivière. Ce fut pendant longtemps une vicomté relevant du Duché de Gascogne. Depuis sa réunion à la France, elle fut administrée par un gouverneur, représentant du Roi, mais elle demeura régie par ses anciennes coutumes.

Ces coutumes furent rédigées en langue béarnaise en 1520. L'article premier du titre premier de la rédaction qui en fut faite pose en principe la franchise de tous *les habitants et natifs de la terre de Soule* (1); cette province fût en effet toujours reconnue comme pays de franc-allevé. L'article 4 du même titre leur permet de *s'assembler pour traiter de leurs affaires communes, notamment des bocages, herms et bestiaux*. (2)

Ces bocages et herms étaient la propriété du pays de Soule ainsi qu'il résulte de l'art. 1^{er} du titre : « *des herms, communs et dépaissances de bestiaux* » lequel est ainsi conçu :

« Toutes les herbes, pâtures et glandage des herms communs, eaux, pêches et chasses de la terre de Soule, d'antique coutume sont communs et francs à chaque manant et habitant du dit pays ; et chacun peut jouir du soutrage desdits herms, pour bâtir et pour le chauffage, s'il n'est affiévé par le roi ou ses officiers : car ledit Seigneur est de ce faire en possession. »

(1) « Et premièrement deus drets et de l'estat de las personas :

— Per la costume de toute ancienetat observade et goardade, touts los natius et habitants en la terre son francs et de franque condition sens tache de servitut. » — *Cout. Soule* I. 1.

(2) *Ibid.* I. 4.

La réserve du cas d'affièvement dont il est fait mention à la fin de ce texte ne constitue pas une exception au droit de propriété du pays de Soule, car la tradition constante était que le droit d'affiéver des parts des herms communs n'appartenait au roi qu'en sa qualité d'administrateur de ce pays. Il la partageait, du reste, avec l'assemblée générale du pays composée des délégués des six bourgs et des sept *dégueries*. (1)

Cette assemblée avait, dans le courant des quinzième et seizième siècles, donné en affièvement à la plupart des bourgs et des *dégueries* la partie des herms communs qui se trouvait sur leur territoire, réservant au Pays de Soule la propriété des hautes montagnes. C'était une pratique analogue à celle qui avait cours dans les vallées de Béarn, ce qui n'est pas pour surprendre ; car ces deux régions voisines avaient la même configuration montagneuse et les habitants de l'une et de l'autre étaient des pasteurs. Mais la basse partie de la Vallée de Soule présentait le long du Gave des terres propres à la culture et qui y furent appliquées. Les procédés employés dans la partie non montagneuse du Béarn le furent également dans la Basse-Soule ; on peut s'en rendre compte par ce qui nous est rapporté d'une communauté de la *déguerie* de Domesain, qui était limitrophe du Béarn.

Cette *déguerie* avait comme d'autres, ainsi que je viens de le signaler, reçu en affièvement, vers la fin du seizième siècle, les herms situés dans sa circonscription. Elle en fit un partage partiel en 1630 et attribua un lot aux communautés réunies d'Osserain et de Rivarest. Ces communautés divisèrent immédiatement le lot entre elles et, l'année suivante, chacune divisa sa part entre ses habitants. Osserain fit, en ce qui le concernait, quarante-quatre portions qui furent attribuées à ses habitants chefs de

(1) Les *dégueries* ou *dégaeries* étaient des réunions de communautés peu importantes que rapprochaient leur situation et leurs intérêts communs. Chaque groupement (il y en avait sept) était généralement formé par un val. A la tête de chaque *déguerie* se trouvait un syndic élu, le *degan*, qui était chargé de gérer les affaires communes et spécialement de représenter la *déguerie* aux assemblées générales du Pays de Soule.

ménage. D'après les pièces d'un procès de la fin du dix-huitième siècle (1), il n'y eut là qu'un partage provisionnel destiné à régler l'exploitation des ajoncs et des fougères ; mais les portions attribuées n'en furent pas moins mises dans le commerce par leurs détenteurs. Certaines même furent mises en culture. On le voit, ce furent les mêmes pratiques qu'en Béarn.

La coutume prévoit des défrichements dans les herms communs du pays de Soule et, chose curieuse, c'est pour les autoriser, bien qu'avec réserves. L'article 3 du titre *des herms communs* permet à tout homme de faire dans les dits herms des défrichements et *écobuages* (2), et de les mettre en culture sous la seule condition de respecter les endroits accoutumés de passage. Mais, après avoir joui de ces terrains comme bon leur a semblé pendant quatre ans, les particuliers qui les ont exploités, sont tenus de les rendre à l'usage commun.

Les habitants avaient sans doute vu là un moyen pratique d'améliorer le sol de leurs biens communs et de favoriser l'intérêt des particuliers tout en respectant les nécessités plus importantes de l'exercice du pacage commun.

Je me contenterai de signaler les *bedats boalers*, pacages pour les bêtes bovines, appartenant aux communautés auxquels la coutume consacre son titre XVI, où sont réglées l'époque et la durée de la mise en défens annuelle (*bède* en béarnais), les permissions particulières de pacage pour les jeunes animaux, etc., dispositions sanc-

(1) Arch. B.-P. C, 144.

(2) III. « Aussi cascuns pot far labakis treitins esornats en losdits herems comuns, fore los locs prejudicials dens passadges et repassadges, semenan et culhir de toute condition de gran qui bon lo semble, par l'espace de quate ans consecutius ; et passats losdits quate ans deu lexar los dits fornats labakis et treytins francs et uberts per lo servitut comun. Et qui occupe losdits labakis aus dits herems comuns plus avant desdits quate ans, incort tres leys mayors per cascun an qui occupera, envers lo Rey, et no es permes de barrar de plante broc tals fornats. »

« *Labaki* dans Cout. S., défrichement, pièce de terre défrichée... Basque « *labaki* » — *Treytiu* défrichement, terre défrichée.. — *Fornat* écobuage ; terrain mis en culture après écobuage, opération qui consiste à enlever la couche superficielle et à brûler sur place les herbes, les racines qu'elle renferme (*forn*, four). » Lespy et Raymond, Dictionnaire Béarnais, *quis vis*.

tionnées par l'exercice du droit de *carnal*, c'est-à-dire de saisie et de mise à mort des bestiaux qui enfrennent la mise en défens.

Je renvoie à une section spéciale l'étude du droit très particulier de *cayolar*, qui résulta de l'exercice du pacage dans la haute montagne de Soule et je passe à l'étude des communaux dans la Basse Navarre et le Labourt.

§ 2. — *Les Communaux en Basse-Navarre.*

Le Royaume de Basse-Navarre était la partie restée française de la Navarre conquise par Gaston XI, Vicomte de Béarn, à la fin du quinzième siècle (1) et dont la partie située au delà des Pyrénées avait été perdue dès le début du seizième siècle par Jean d'Albret (2).

La Basse-Navarre fut unie à la France en même temps que le Béarn à l'avènement de Henri IV, mais conserva son ancienne législation contenue dans les *Fors et costumes du Royaume de Navarre deça-ports* (3). Ce pays était de franc-alleu ; toutefois, ce point fut discuté jusqu'à la fin de l'ancien régime et était encore l'objet d'une instance au Conseil du Roi en 1787 (4).

Les Fors contiennent très peu de chose sur la matière qui nous occupe. C'est dans des actes administratifs ou judiciaires postérieurs que l'on trouve indiquée la division de la Basse-Navarre en quatre pays et deux vallées : pays de Cize, Mixe, Arberoue et Ostabaret, vallées d'Ossès et de Baïgorry. Chacun d'eux était propriétaire de ses biens, herms et vacants et en réglait l'usage dans des assemblées générales, comprenant la noblesse, le clergé et des délégués des villes et communautés.

Dans chaque pays ou vallée, la jouissance des biens

(1) Faget de Baure, *Op. cit.* L. III. ch. III, pp. 345 à 348.

(2) *Ibid.* L. IV, chap. I, pp. 370 et 371.

(3) Edités à Pau chez Jérôme Dupouy en 1722.

(4) Hervé, *Théorie des matières Féodales*, T. VI, p. 256.

communs était indivise entre toutes les communautés pour le pacage. Mais les deux pays d'Arberoue et d'Ostabaret permettaient aux particuliers de faire dans ces biens des défrichements à de certaines conditions.

Dans le pays d'Arberoue, chaque famille pouvait occuper un espace de terrain dans les fonds communs jusqu'à concurrence de quatre arpents, à la charge de les mettre en valeur et de leur faire produire des fruits. Cet usage était d'ailleurs combattu par les anciens tenanciers, qui craignaient de voir réduire les pâturages. (1)

Dans le pays d'Ostabaret, il n'y avait pas de limitation quant à l'étendue de terre que chaque particulier pouvait mettre en culture ; mais il devait faire une déclaration préalable et payer une redevance annuelle d'une certaine quantité de grains par arpent. (2)

Dans ces deux pays, à la différence de ce qui se passait dans le Pays de Soule, les habitants qui avaient opéré le défrichement d'un terrain communal en devenaient propriétaires. Mais il faut noter que, pendant longtemps, les terres incultes couvrirent la majeure partie du sol. Les résultats obtenus par cette méthode furent très satisfaisants et les deux pays devinrent très fertiles.

Les partages de jouissance, tels qu'ils avaient été pratiqués aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles en Béarn, paraissent ne pas avoir été d'un usage commun en Basse-Navarre.

§ 3. — *Les communaux dans le Pays de Labourt.*

Ce pays s'étend à l'ouest de la Basse-Navarre entre les derniers contreforts des Pyrénées françaises, le Golfe de Gascogne et le cours inférieur de l'Adour.

Le régime de ses communaux n'a pas présenté au cours des siècles des particularités aussi remarquables que celui des communaux de Béarn ou des deux autres provinces Basques.

(1) Lettre de Mr. d'Urdos à Mr. Genain (Arch. B. P. C. 14). — V. *Documents* V.

(2) Rapport de Goyennèche (Arch. B. P. C. 144 et 476).

Les communaux étaient la propriété des paroisses ; tout habitant y avait par la coutume droit de pacage, gîte et cabane et droit d'y prendre du bois. Le mode d'exploitation n'était pas uniforme, il y a des exemples d'exploitation en commun et aussi de partages de jouissance. Les arbres qui y étaient plantés étaient selon les cas la propriété de la commune ou du particulier qui les avait plantés.

Voici les deux premiers articles du titre de la Coutume relatif à cette question :

« 1. En terre de La Bourt, chacune paroisse a et possède ses terres communes et voisines entre tous les paroissiens d'icelle par indivis, distinctes et séparées des autres paroisses, comme appert par bornes et limites.

« 2. Chacun paroissien, ès terres communes de la paroisse d'où il est paroissien, peut indifféremment tenir et pasturer son bétail, gros et menu, de quelque qualité et nombre qu'il soit, en tout temps de jour et de nuit. »

SECTION II.

LES CAYOLARS

Voici d'après Lespy et Raymond dans leur *Dictionnaire béarnais* la définition du cayolar ou coyolar :

« *Coyalar*, mot de la coutume de Soule ; on dit aujourd'hui plus communément *cayolar* ; cabane sur la montagne, avec un parc pour faire gîter le troupeau et un pâturage d'une certaine étendue pour le nourrir. Voy. *Cujalaa*, etc.

» *Cujalaa*, *Cuyalaa* « certaine partie de terrain que l'on « destine à servir de parc pour la nuit aux troupeaux « errants sur la montagne. » Palassou... cabane du pasteur tout près du parc, etc... »

Le premier de ces mots était employé dans le Pays de Soule, le second dans les vallées de Béarn et dans la Basse Navarre.

Ils ont de toute évidence une origine commune ; la plus récente étymologie et la plus satisfaisante est ainsi donnée par M. A. Thomas (L. Couture, *Mélanges*, p. 262) : *cubiolaris*, *cubiolum*, diminutif de *cubium*, de *cubare*, coucher. Ils avaient également au début une signification identique. Mais tandis que les mots *cujalaa* et *cujalaa* ont conservé en Béarn et Basse Navarre leur sens primitif (1), le mot *coyalar* ou *cayolar* a pris en Soule une acception beaucoup plus étendue et complexe.

Les premiers coyalars furent constitués par occupation à une époque antérieure à la rédaction de la coutume. Bela (2) nous apprend que le fondateur du cayolar jetait une hache du même endroit dans la direction des quatre points cardinaux successivement. Un cercle passant par les quatre points de chute limitait l'étendue du cayolar.

Un espace ainsi restreint ne pouvait marquer que l'emplacement de la cabane et du parc dont parle Lespy. Mais la coutume de Soule rédigée en 1520 ne fait plus du parc qu'une partie du coyalar proprement dit.

On remarque la même augmentation de l'étendue du cayolar pour ceux qui furent, à une époque plus récente, constitués par affièvement du roi ou du pays de Soule.

Les actes d'affièvement indiquent une certaine étendue assez limitée de terrain, mais donnent à cette étendue limitée des confrontations qui embrassent une superficie bien plus grande. Les énonciations de la coutume, jointes à la tradition, ont fait décider que l'étendue limitée de terrain affiévé s'applique à l'espace qu'occuperont la cabane et le parc dans le vaste tènement, enfermé entre les confrontations données et qui constitue le coyalar lui-même.

(1) Sur le *Cujalaa* en Ossau, v. Butel « Une Vallée Pyrénéenne », p. 32. — Sur le *Cujalaa* en Basse-Navarre, V. Aranzel du 22 Mai 1695. Coutume de Cize.

(2) *Commentaire de la coutume de Soule* xvn^e siècle.

De même, lorsque dans la suite les cayolars furent mis dans le commerce, vendus, échangés, divisés, le fonds de terre que les actes indiquent comme objet du contrat est toujours d'une étendue beaucoup plus considérable que ne le seraient le simple emplacement d'une cabane et d'un parc.

Si donc l'on admet qu'originellement les cayolars en Soule se composaient uniquement d'un parc et d'une cabane, comme les *cujalaas* de Béarn et de Basse Navarre, on doit reconnaître que le droit primitif des possesseurs de ces cayolars s'était par la suite considérablement accru, quant à l'étendue de terrain sur laquelle il portait et aussi, nous le verrons, quant aux facultés qu'il conférait.

Mais, la détermination exacte de ce droit, sous sa forme nouvelle, a donné lieu, principalement au siècle dernier à des controverses multiples.

Le fondement de ces discussions est dans la confusion qui résulte de l'emploi, dans les textes anciens, du mot de *cayolar* dans une double acception. Dans la coutume, dans le commentaire de Bela, dans les actes d'affièvement et dans ceux d'aliénation des cayolars, le mot est employé le plus souvent dans son sens nouveau et extensif; mais parfois aussi il désigne la cabane et le parc, conformément à son sens originel. Cela a conduit les intéressés à vouloir appliquer les mêmes règles aux deux éléments du cayolar, quand cette assimilation devait tourner à leur avantage.

Or, nous le verrons. les droits du cayolariste ne sont pas les mêmes sur la cabane et le parc, d'une part, et sur le reste du cayolar, d'autre part. Il n'a de droit exclusif, à l'égard de cette dernière partie, qu'à certaines époques de l'année, tandis que son droit sur la première est permanent.

Cette distinction éclairera l'étude des textes, où nous chercherons les éléments constitutifs du *droit de cayolar*.

C'est d'abord le titre XIV de la *coutume* de Soule, qui s'intitule : *Des ports* (1) *des montagnes et des coyalars*.

L'article 2 déclare que les ports, sont en défens du onze Juin inclus au onze Juillet exclus, et que pendant cette période, les *seigneurs des coyalars* pourront *carnaler* (c'est-à-dire tuer un certain nombre de têtes de bétail sur un troupeau enfreignant la mise en défens) chacun en son coyalar, de jour, une bête de chaque troupeau de bétail et de nuit, deux.

L'article 4 ajoute que les ports sont aussi en défens, mais pendant la nuit seulement, du onze Juillet au premier août et que, pendant ce temps, les seigneurs de coyalars peuvent carnaler en leur coyalar pendant la nuit et empêcher d'y giter et cabaner.

Et l'article 13 dit : « Chascun qui a coyalar au port pour soy et ses familiers peut carnaler les bestails qu'il y trouvera au temps de bedat en son coyalar. » (Traduction de Bela).

Enfin l'article 6 dit : « Tous les ports et coyalars sont francs du jour de St-Pierre aux Liens jusqu'à la St-Bar-nabé exclusivement (c'est à-dire du 1^{er} Août au 11 Juin) par l'ancienne coustume duct païs ». (*Ibid.*)

De ces quatre articles il paraît résulter que les cayolars couvraient tous les *ports*, c'est-à-dire toute la haute montagne, conclusion qui se trouve vérifiée par les faits. Ces textes nous montrent que le mot *coyalar* s'entend ici d'un espace plus considérable qu'un parc simplement destiné à abriter un troupeau pendant la nuit.

Le parc lui-même est visé par l'article 15 : « Es ports tout coyalar doit avoir son bedat pour les bouveaux et jenices et le seigneur du coyalar peut prendre son carnau en iceluy s'il y trouve aucun bestail. » (Bela).

Il n'est pas question, dans cet article, de limitation quand aux époques où peut s'exercer le droit de carnal dans le parc ou *bedat*.

(1) Le mot *ports* désigne dans les Pyrénées les parties de montagne où l'on mène paître les troupeaux (Lespy. q^o. v^o.)

Enfin, les articles 10 à 12 s'occupent de la cabane et prévoient les pénalités à infliger au pasteur qui *rompra* la cabane du coyalar d'autrui. A noter que la cabane est désignée dans les deux derniers articles par le simple nom de coyalar (1).

En somme, ces dispositions diverses édictent une mise en défens annuelle qui est sanctionnée par un droit de carnal à exercer par les possesseurs de coyalars seuls et qui, par conséquent, apparaît comme établie à leur bénéfice exclusif. Ils donnent aussi à chaque cayolariste le droit de construire une cabane sur leur cayolar et de clore une partie du tènement pour en jouir privativement d'une façon permanente.

Cette distinction a été, semble-t-il, méconnue par Bela, dans le commentaire qu'il nous donne de ces divers articles. Voici ce qu'il nous dit à propos de l'article 2 : « Et jaçoit les ports soient publics de leur nature, toutesfois plusieurs personnes particulières ont en iceux des coyalars qui leur appartiennent privativement à tous autres en propriété, come quelque autre pièce de terre qu'ils sçauraient avoir, excepté que le droit qu'on a esct coyalars et bedats des ports n'est que seulement en certaine saison de l'année. Aussi y a-t-il une observance en cette matière de coyalars telle qu'un coyalar ne peut pas estre de si grande estendue qu'on voudroit se l'approprier. Ains peuvent être seulement de l'espace ou distance du jest

(1) « X... & si degun pastor rompe la cabane deu coyalar deu Senhor ab los bestiaris ou autrement, deu pagar dets-oeit sos de Morlaas et reparar lo damnadge.

« XI. Si lo pastor ou autre romp lo coyalar deu caver, ab son bestiar ou autrement volontairement, incort dets-oeit sos de Morlaas et deu reparar lo damnadge envers lo Segnor deu Coyalar.

« XII. Et si romp lo coyalar deu franc incort sieis sos de Morlaas et deu reparar lo damnadge envers lo Senhor deu coyalar et ainxi medich deus fivaters, si an coyalars »

Traduction. — « X... Et si quelque pasteur rompt la cabane du cayolar du Seigneur (du Roi) avec son bétail ou autrement, il doit payer dix-huit sous de Morlaas, et réparer le dommage.

« XI. Si le pasteur ou un autre rompt le cayolar du noble, avec son bétail ou autrement, volontairement, il encourt (une amende de) dix-huit sous de Morlaas et doit réparer le dommage envers le maître du cayolar.

« XII. Et s'il rompt le cayolar de l'homme franc, il encourt (une amende de) six sous de Morlaas et doit réparer le dommage envers le maître du cayolar ; et ainsi de même des censitaires, s'ils ont des cayolars ».

d'une hache, sçavoir est, qu'un home se mettant au milieu du lieu qu'il constitue, faict ou dict coyalar, tenant une hache ou cognée en main, gète icelle hache, à catre divers élans, devers les catre endroits du monde dudict coyalar en croix. De manière que, selon se procédé, l'estendue ducdit coyalar ne contiendra plus de circonférence que le comprins en rond des places des chutes de ladicte hache en ladicte circonvallacion. Non plus qu'il y a vraisemblance de *hayer* (?) des monts où y a des rochers et grandeur de terre dézerte que plusieurs voudroient usurper sous prétexte d'un coyalar qu'ils pourraient avoir droit de posséder en une partie dudit lieu... » Et, continuant, il assimile le coyalar au *cladat* béarnais, qui était un parc fait de claies pour enfermer les moutons (1).

Le cayolar ne consisterait donc que dans un parc, dont le cayolariste n'aurait la jouissance exclusive que pendant une partie de l'année.

Cette conception étroite se manifeste encore quand il dit : « et pour le regard de ces bedats et coyalars des ports, il est probable que le sol en est public ou comun de sa nature, sans que les maîtres desdits lieux y aient rien de particuliair que les droits de *giste, erbage et retraitte* en certain temps ».

A propos de l'article 13, il mentionne le droit qu'ont tous les habitants de la Soule, passé le temps de bedat ou mise en défens, de cabaner, gîter et faire paître au coyalar ou autre possession défensable d'autrui, c'est-à-dire, selon la conception qui paraît être la sienne, sur le parc même. A ce sujet, il pose, sans la résoudre, la question de savoir si ce droit de faire paître, gîter et cabaner en les coyalars d'autrui, est un droit d'usage acquis par titre ou par longue possession sur la propriété d'autrui, ou bien si « en tant que, come dict est, les ports estants publics de leur origine et les herems comuns puis leur commencement » ce sont, au contraire, les cayolaristes

(1) Lespy et Raymond, *Dic'. Béarnais*, quo v°.

qui ont acquis, par usage et longue possession, le droit de carnaler et le droit exclusif de gîler, cabaner et faire paître sur des portions de cette propriété commune.

Pour Bela, en définitive, le droit du cayolariste paraît se réduire à la faculté de fermer un espace réduit de terrains et à en jouir exclusivement pendant une partie de l'année.

L'usage fut différent, plus conforme en cela au texte de la coutume. Il accorda au cayolariste l'usage permanent et exclusif de la cabane et du parc et un privilège de pacage pendant le temps prévu par la coutume chaque année sur les terrains avoisinants.

Ajoutons que dès l'origine les titulaires du droit de cayolar avaient considéré que leur droit de gîler et de cabaner comprenait évidemment la faculté de se procurer sur place le bois nécessaire à l'exercice de ce droit, c'est-à-dire à la construction et réparation de la cabane et du parc, au chauffage et à la cuisine des pasteurs et même à la confection des fromages. Cela était, à n'en pas douter, dans l'esprit de la coutume et aussi des affièvements ; les bois étaient alors trop étendus pour qu'on leur attribuât une grande valeur. La tradition fut persistante à cet égard.

Disons enfin que l'usage relatif aux cayolars se modifia avec le temps et que les cayolaristes, au lieu d'exclure toute espèce de bétail étranger, mais seulement pendant la mise en défens annuelle, prirent l'habitude d'exclure pendant toute l'année les bêtes à laine étrangères et d'admettre au contraire pendant toute l'année ce que les textes appellent les « bêtes aumailles », c'est-à-dire celles de l'espèce bovine et chevaline. (1)

Si de toutes ces constatations on essaie de dégager une idée nette de l'institution des cayolars, on est amené à conclure qu'elle consiste essentiellement en un privilège de pacage sur des biens indivis. Le droit de construire

(1) Le fait est attesté par deux certificats des juges de paix de Tardets et de Mauléon, délivrés en 1838 au sujet d'un procès entre le Pays de Soule et deux cayolaristes (Pays de Soule contre Biscay et Eyheramendi, 1843 à 1861).

une cabane et de clôre un parc n'apparaît que comme un accessoire destiné à permettre l'exercice du pacage.

Toutefois, le fait que la cabane et le parc ont été, dans tous les cayolars, établis sur un emplacement constant, qui a été possédé à titre exclusif et d'une façon permanente, a dû légitimement constituer au profit des cayolaristes la prescription de la propriété de cet emplacement.

Mais, il me semble qu'il faut voir là, contrairement à l'opinion générale, qui est notamment celle de la jurisprudence, un droit nouveau acquis par les cayolaristes et qui reste distinct du droit même de cayolar. Sinon, on se heurte à cette objection très juridique qu'un droit éminent comme la propriété ne peut être l'accessoire d'un droit de pacage, qui n'est qu'un droit d'usage ou tout au plus une servitude.

C'est sur cette objection que certains juristes se sont basés pour dénier au cayolariste la propriété de la cabane et du parc (1). Cette opinion n'a pas prévalu et la jurisprudence, se conformant à la tradition générale, lui a reconnu ce droit.

Pour le droit même de pacage, certains y ont vu une simple servitude discontinuée et, par conséquent, imprescriptible. La Coutume, au contraire, paraît faire de la faculté pour tous les habitants du pays de Soule d'introduire leurs bestiaux sur les coyalars, passé le temps de mise en défens, une restriction à un privilège permanent des cayolaristes. En d'autres termes, comme le dit un arrêt de la Cour de Pau, hors de la saison où ils ont le privilège exclusif du pacage, les cayolaristes n'exercent pas le droit de pacage et de gîte sur leur cayolar à titre d'habitants du pays de Soule, mais à titre de cayolaristes. (2)

Cela étant, ce droit de pacage me paraît rentrer dans la

(1) « Rapport pour le partage des biens indivis entre les communes du pays de Soule » 1864. - V. aussi les conclusions développées en 1873 devant la Cour d'appel de Pau par M. Lespinasse, premier avocat général, amplifiées en 1879 en un article dans la *Revue pratique du droit français*, tome xiv.

(2) Pau, 6 avril 1881. - « Pays de Soule contre cayolaristes ».

définition du droit de *pâture vive et grasse*, telle qu'elle nous est donnée par M. Riston, savoir « celle qui s'exerçait à toute époque de l'année dans des terrains à ce spécialement destinés et entretenus dans ce but. Le pâturage y était permanent et constituait le principal revenu du fonds ; en d'autres termes, « la vive pâture « consomme toutes les récoltes produites pendant l'été, « par la terre ; tandis que la vaine pâture ne consomme « que les herbages crus naturellement sur le sol cultivé « après l'enlèvement des récoltes ou ceux que produit la « terre en jachères. » (1) Le droit de pâture vive et grasse était prescriptible.

Ces diverses opinions furent émises au cours des nombreux procès qui furent engagés au siècle dernier entre le Syndicat de Soule constitué en 1838, pour l'administration de l'ancien domaine commun du pays, et les cayolaristes, qui avaient profité de l'absence de gestion de ce patrimoine pendant les troubles de la Révolution pour affermir leurs droits. (2)

En effet, certains de ceux-ci prétendaient à la pleine propriété de tout le tènement sur lequel ils exerçaient leur droit de pacage ; ils invoquaient, outre des actes d'affièvement et d'aliénation de cayolars, l'expression « Seigneur de Coyalar » employée par la coutume et aussi le droit de carnal du cayolariste. Cette prétention fut à juste titre repoussée par les tribunaux et depuis les cayolaristes ne l'ont plus renouvelée.

La jurisprudence, après quelques hésitations, a adopté une solution pratique, qui tient compte à la fois des droits anciens et des intérêts généraux de l'industrie pastorale. Voici comment elle est exprimée dans le dernier arrêt rendu en la matière : (3)

« Le cayolar en Soule, tel qu'il a été constitué par

(1) V. Riston, *Des différentes formes de la propriété*. Paris 1867.

(2) A l'époque de la Révolution, la montagne était absorbée par quatre vingt trois cayolars. Dès 1810 une commission administrative avait été formée pour tâcher de reconquérir les biens de l'ancien domaine commun. (« Rapport pour le partage des biens indivis entre les communes du Pays de Soule » 1864.)

(3) Pau, 6 Avril 1881 *Pays de Soule c. Cayolaristes*.

la Coutume du Pays promulguée en 1520 et par les affièvements dans lesquels il puise généralement son origine, est un droit réel d'une nature spéciale, composé de divers éléments, qui, considérés isolément, présentent, les uns le caractère d'une pleine propriété, les autres le caractère de simples droits d'usage, mais qui, réunis, forment un ensemble indivisible, un *domaine d'un genre particulier* connu sous une dénomination propre, susceptible (de nombreux actes en font foi) d'être transmis, acquis et possédé à titre de maître, pouvant, par suite, être prescrit, à la différence d'une simple servitude discontinue.

« Cet ensemble indivisible de droits qui constitue ce qu'on appelle le cayolar en Soule comprend d'après la coutume interprétée par une tradition constante..... »

1^o La propriété de la cabane et du parc des bestiaux ;

2^o Un droit exclusif de pacage sur un tènement déterminé pour les brebis seulement et seulement pendant le temps de la vête ou mise en défens, (ceci est basé sur cette considération que le droit n'était prescriptible que conformément à la coutume ; or celle-ci ne prévoit d'exclusivité de pacage que pendant le temps de la vête : les cayolaristes n'ont donc pas pu prescrire l'exclusivité pendant toute l'année ; d'autre part, ils ont perdu par le non usage prolongé le droit au pacage exclusif des bêtes aumailles même pendant le temps de la vête) ;

3^o Le droit, partagé avec tous les habitants de la Soule, de faire pacager les bêtes aumailles dans tous les herms communs ;

4^o Le droit à la délivrance gratuite du bois nécessaire à la réparation de la cabane et du parc, au chauffage et à la cuisine des pasteurs et à la confection des fromages, sauf à se conformer aux règlements forestiers pour la délivrance du bois.

Telle était donc cette institution des *cayolars*. La Coutume, forcée de reconnaître le titre ancien des cayolaristes, l'avait cependant sagement réglementé de façon à ce qu'il fût le moins préjudiciable qu'il était possible aux nécessités du pacage commun.

CHAPITRE IV

Changements apportés au dix-huitième siècle et à l'époque révolutionnaire au régime des biens communaux en Béarn et dans les provinces basques.

Le dix-huitième siècle vit se produire dans toute la France une évolution des idées sur les biens communaux.

Jusqu'à cette époque, le souci des intérêts de la classe pastorale protégeait ces biens, non seulement contre toute aliénation, mais même contre toute modification. Cette préoccupation allait jusqu'à interdire aux habitants de transformer les pâtures en terres labourables.

Avec l'augmentation de la population et les progrès de l'agriculture, ces mesures furent trouvées bien rigoureuses et on entendit des plaintes nombreuses qui en réclamaient l'abolition.

Ces doléances avaient abouti dès 1669 à un premier résultat : un édit du mois d'Août de cette année avait permis aux communautés de donner à ferme pour un, deux ou trois ans les portions de communaux qui leur seraient inutiles.

La réforme fut amplifiée par deux édits des 5 mai et 10 juillet 1750 qui autorisèrent les baux de plus longue durée et même la vente de ces parties de communaux reconnues inutiles. Un bon nombre de communautés de Béarn usèrent de cette faculté et se procurèrent ainsi les deniers nécessaires au paiement de leurs dettes ou à la réalisation de travaux d'utilité publique, tels que constructions de routes, (1) édification de presbytères etc. (2)

(1) La construction de bonnes routes dans les généralités d'Auch et de Pau fût un des principaux bienfaits de l'intendance de d'Eligny à Auch (1752-1767).

(2) Citons Mazères (1770 Arch. B. P. C. 122), Luegarier 1786 (ibid C. 460), Marseillon (1788 - ibid C. 461), Mixe, Mazerolles etc, (ibid C. 120-122-462).

Il faut aussi signaler la législation spéciale qui, de 1769 à 1779, ordonna le partage des marais communaux dans les provinces de Flandre, d'Artois, de Bourgogne et dans les Trois Evéchés. Les parts devaient être mises en culture et distribuées entre les ménages. La commune cependant conservait la propriété du sol et reprenait la libre disposition de la part si le ménage titulaire venait à disparaître. (1)

Mais ces réformes furent jugées insuffisantes et ne firent pas cesser les critiques contre le régime des biens communs.

Les économistes, surtout, invoquaient en faveur d'un changement de législation le mauvais état des biens communaux, unanimement reconnu ; ils insistaient sur la différence entre ces biens et les terres cultivées de nature analogue, rendues néanmoins fertiles par les progrès de l'agriculture. Dans les communaux au contraire, la végétation naturelle avait toujours été laissée à l'abandon ; le parcours ininterrompu des troupeaux avait même diminué la qualité du pâturage. L'augmentation de la valeur du sol par l'industrie agricole faisait considérer celle-ci avec plus de faveur que l'industrie pastorale, qui n'avait pas progressé depuis les temps anciens. Les idées individualistes qui commençaient alors à se répandre faisaient voir aux économistes dans ce fait un résultat de la mise en cause directe des intérêts particuliers, de la relation plus étroite qui s'établit entre le cultivateur et la terre sur laquelle il a peiné ; ils n'hésitaient pas à se déclarer partisans d'une extension aux communaux des bons effets produits par le régime de la propriété individuelle. Aussi conseillaient-ils le partage des biens communs et leur transformation en terres arables.

Voici par exemple ce que dit Chabrol :

« Si les communaux étaient partagés et devenaient des biens particuliers, la valeur du sol et le produit augmen-

(1) Cette institution fonctionne encore actuellement dans ces pays. V. les ouvrages de Legrand, de Legentil, *Législations des portions ménagères*, Paris 1854, les thèses de Dallongeville (Paris 1896), de Heilbronner (Paris 1898).

teraient sans proportion par le secours de la charrue et des engrais ; on verrait succéder des récoltes abondantes à un produit presque nul. » (1)

De nombreux économistes du XVIII^e siècle font valoir des considérations analogues. Je signalerai notamment les opinions du comte d'Essuiles et de la Poix de Fréminville dans leurs traités sur les communaux. (2) Il est intéressant de rapprocher de ces théories les idées des populations agricoles directement intéressées.

Elles se manifestèrent en ce qui concerne le Béarn et les provinces Basques, où l'étendue des communaux était considérable, dans les assemblées des communautés, les requêtes adressées par elle au pouvoir central, les rapports aux intendants. Or, si des changements sont demandés dans le régime des communaux, il n'est généralement pas question de partage, mais, le plus souvent, d'amélioration, et l'on parle tout au plus de réduction dans une faible mesure.

Ces textes font souvent aussi mention des servitudes de parcours et vaine pâture, qui étaient intimement liées à la question de l'exploitation des communaux ; elles venaient, en effet, après l'enlèvement des récoltes ajouter leur bénéfice à l'utilité des terres vagues pour le pacage des troupeaux. Sur ce point, s'il y a parfois des protestations contre le parcours intercommunal, qui s'exerçait en Béarn par chaque communauté jusqu'au troisième village de son voisinage (« entroou terce biele » dit le texte du For), l'opinion générale vante les bienfaits du libre parcours des bestiaux sur les propriétés particulières à l'intérieur de la communauté.

Mais on peut aussi constater que, si c'était là le désir de la plupart des habitants du pays, un bon nombre de particuliers, guidés par des considérations d'un intérêt

(1) *Commentaire de la Coutume d'Auvergne*, 1784, 1786, tome III p. 352.

(2) *Traité des communes*, par le comte d'Essuiles, (1770) *Traité de Jurisprudence sur l'origine et le gouvernement des communes ou communaux des habitants des paroisses et seigneuries*, par E. de la Poix de Fréminville (1763).

égoïste, cherchaient au contraire à s'approprier des parts de communaux en les clôturant ou à soustraire leurs fonds au pacage des bestiaux étrangers.

Ces contestations n'étaient pas nouvelles et j'ai déjà eu à signaler pour la période ancienne notamment à propos des démêlés des gens de la Vallée d'Ossau avec les cultivateurs riverains de la lande du Pont-Long. Elles devinrent plus fréquentes et plus âpres à la période qui nous occupe.

Dès 1647, il faut mentionner un Règlement des Etats de Béarn. Ce règlement permettait aux communautés « d'abattre les nouveaux fossés faits dans les herms communs et dans les terres vaines et vagues, s'ils empêchaient l'usage commun, sans qu'il y eut lieu d'informer criminellement, sans préjudice de l'action civile. » (1)

Mais c'est surtout pour la deuxième moitié du XVIII^e siècle que des documents nombreux nous font connaître l'opinion des communautés.

Voici, par exemple, pour la communauté de Mazerolles diverses pièces de la période comprise entre 1740 et 1750. C'est d'abord une lettre à l'intendant M. de Vergennes où il est dit : « Il paraît avantageux de conserver les terres communes... Les habitants en ayant besoin pour le pacage de leurs bestiaux et l'engrais de leurs terres, ces communes doivent être sacrées par rapport au bien public ». Une délibération postérieure de la même communauté proteste contre la fermeture des fonds sujets au pacage : une autre, exprimant à la fois l'avis propre de la communauté et celui de plusieurs autres du même quartier, fait remarquer les inconvénients qui résultent de l'abolition du parcours dans chaque commune et entre communes. Notons que sur ce dernier point, le subdélégué régional de l'Intendant se rangea à l'opinion exprimée.

Dans la communauté de Tilh, qui faisait partie de la Sénéchaussée des Landes, limitrophe du Béarn, un rap-

(1) Ce règlement fut révoqué par l'arrêt du Conseil du Roi rendu sur les remontrances du Parlement de Navarre, publiées en l'audience du mois de Juillet 1662 (Labourt. — *Commentaire sur le For.*)

port, fait en 1758 sur la demande de l'intendant par un sieur de Labique et que j'ai déjà signalé à propos des partages de jouissance, s'élève contre des accaparements de parts de communaux réalisés par certains gros propriétaires et demande le retour à l'ancien partage de jouissance, « sans que le pacage des bestiaux puisse être gêné, « lequel continuera d'être libre dans les fonds communs, « sans distinction » (1).

A Bruges (dans la plaine du Gave à l'Est de Pau), une procédure est engagée par un certain nombre d'habitants pour : 1^o protester contre des usurpations de certaines parties des communaux ; 2^o demander la confirmation d'un acte de partage de 1693, en y ajoutant l'autorisation de défricher et complanter deux arpents dans chacune des parts de communaux résultant du partage, le surplus restant livré au pacage commun et même à fruit cueilli les deux arpents défrichés.

Le 18 Mai 1789, dans la délibération sur les griefs à porter aux Etats Généraux, la communauté de Marcerin demande « que tous les touyas qui se sont fermés depuis longtemps ainsi que les comunaux, soient ouverts par ceux qui les possèdent étant d'une utilité indispensable, les pauvres ne pouvant sans cela vivre ».

On pourrait multiplier les exemples. Devant la généralité de l'opinion des intéressés qui demandaient le maintien des grands parcours communs, on pourrait s'étonner que des mesures législatives spéciales absolument opposées à ce résultat aient été prises précisément en Béarn. Le choix qui fut fait de cette contrée tient sans doute à la grande étendue de communaux qu'on y trouvait ; ce qui engagea le pouvoir central, influencé par les théories des économistes à y faire la première application des idées nouvelles.

Deux édits de décembre 1767 et février 1770 abolirent tout droit de parcours de commune à commune et

(1) Arch. B. P. C. 273.

permirent à tout habitant de soustraire son fonds au pacage commun dans chaque village, en le clôturant et en renonçant à user du droit de parcours chez autrui.

Quelque temps après, des mesures nouvelles furent édictées pour ces mêmes généralités. Ce fut d'abord un édit du 28 Octobre 1771. Il se bornait à autoriser les communautés à partager entre leurs habitants la propriété de tout ou partie de leurs biens communaux. Cet édit rencontra des difficultés dans son application, surtout à raison de ce fait que les biens communs n'étaient pas toujours la propriété des communautés prises individuellement, mais souvent de deux ou trois communautés, parfois même d'un plus grand nombre, comme c'était le cas, nous l'avons vu, dans les montagnes (1).

Un arrêt du Conseil du Roi du 9 Mai 1773 ordonna, en conséquence, que tous les biens indivis entre plusieurs communautés seraient partagés entre elles en proportion du nombre respectif de leurs feux. (2)

Alors de nouvelles difficultés s'élevèrent : les voisins (3) prétendirent être seuls appelés à figurer dans les partages, ce qui aurait permis de confirmer purement et simplement la division des anciens partages de jouissance, en faisant du droit sur les parts un droit de propriété. Les *non-voisins* protestèrent et obtinrent gain de cause par l'arrêt du Conseil du Roi du 26 Octobre 1777. Cet arrêt décida que, dans chaque village, voisins et non-voisins prendraient part au partage sur un pied égal.

Mais les voisins constituaient encore la majorité dans la plupart des communautés. Aussi empêchèrent-ils, dans bien des endroits, l'exécution des partages. L'opposition à ces mesures nouvelles était d'ailleurs soutenue par beaucoup de représentants locaux de l'administration ; leurs rapports en montraient les inconvénients et signalaient des solutions préférables. L'un d'eux fait la critique

(1) Supra p. 26.

(2) V. *Documents* XI.

(3) Supra p. 43.

des Edits en invoquant deux arguments principaux. Le premier est un argument de droit. Les possesseurs actuels de parts de communaux sont, dit-il, les représentants des anciens habitants, qui ont payé de leurs deniers la concession de terre faite à la communauté ; il serait dès lors souverainement injuste de les priver de la jouissance de ces biens, qui, pour beaucoup proviennent d'achats récents. Le second argument est d'ordre pratique. Les parts de communaux sont toutes possédées par des agriculteurs, qui en retirent l'engrais nécessaire à l'amélioration de leurs terres arables ; les en priver pour en gratifier des artisans qui n'en auraient tiré profit qu'en les revendant, ce serait entraver les progrès de l'agriculture.

Le rapporteur déclare que mieux vaudrait accorder à chaque propriétaire la part qu'il a acquise antérieurement dans la jouissance de ces communaux. L'incursion des bestiaux arrêtée, la bruyère et le jonc marin croîtraient avec plus de force : ainsi une moins grande quantité de vacants suffirait à fournir le fumier nécessaire aux terres arables et le surplus de ces vacants pourrait être mis en culture (1). Ces considérations ne modifièrent pas l'opinion de l'Intendance. Elle est ainsi formulée au sujet d'un projet de partage de communaux à Navarrenx. « L'esprit du règlement concernant le partage est d'opérer la conversion des terres incultes en terres cultivées » (2).

Ce résultat ne fut pas atteint cependant et, en somme, le nombre des partages opérés en vertu des règles récemment édictées fut minime. Elles restèrent lettre morte dans les montagnes de Béarn et de Soule. Même l'arrêt ordonnant le partage des biens indivis entre plusieurs communautés ne put y être mis à exécution. Il y eut en Basse-Navarre une tentative de partage des biens com-

(1) Rapport de Lafargue sur les projets de partage de communaux dans la subdélégation de Dax, élection des Lannes — daté de Dax, 23 Novembre 1773. — (La subdélégation de Dax, comme celles du Béarn et des provinces basques, faisait partie de l'intendance d'Auch). Arch. B. P. C. 88. V. *Documents* VII.

(2) Note en marge d'un projet d'ordonnance de partage des communaux de Navarrenx en 1789. Arch. B. P. C. 470. V. *Documents* IX.

muns dans les *pays* et les *vallées*, qui souleva des contestations très longues et très violentes et, en définitive, n'aboutit pas.

La révolution arriva avant que la nouvelle législation eût pu produire un effet sensible. Les lois édictées dès le début de la période révolutionnaire pour ordonner le partage des communaux sont bien connues et ont été fréquemment étudiées. Je ne saurais mieux faire, avant de rechercher quels en furent les effets en Béarn, que de reproduire ce qu'en dit Aucoc.

« La révolution de 1789, dit cet auteur, ne tarda pas à ajouter de nouveaux motifs à ceux qui jusque là avaient fait désirer de tirer parti des biens communaux.

« Les luttes violentes que fit naître la chute de l'ancien régime et l'organisation d'un régime fondé sur l'égalité de tous les citoyens, amenèrent les assemblées de cette époque à chercher tous les moyens de multiplier le nombre des propriétaires qui devraient leur situation au nouvel état de choses et qui seraient ainsi intéressés à le défendre.

« Mais dans les mesures révolutionnaires qui furent alors adoptées, on dépassa le but, et l'intérêt, disons mieux le droit des communes fut complètement sacrifié à l'intérêt des habitants.

« Un décret du 14 Août 1792 décida : 1^o Que dès cette « année même, immédiatement après les récoltes tous les « terrains à usages communaux, autres que les bois « seraient partagés entre les citoyens de chaque commune ;

« 2^o que ces citoyens jouiraient en toute propriété de « leurs portions respectives ».

« La loi du 10 Juin 1793 vint ensuite régler en la modifiant, l'exécution de cette mesure. Elle déclara que le partage des biens appartenant aux communes, soit communaux, soit patrimoniaux, sauf les bois, les mines, les carrières et les biens affectés à un service public, serait fait par tête d'habitant domicilié, de tout âge et de tout sexe, absent ou présent, et que les propriétaires non habitants n'auraient aucun droit au partage (titre II art. 1 et 25).....

« Aux yeux des législateurs de cette époque, la personnalité civile des communes et le droit des générations à venir avait complètement disparu. Mais il faut croire que l'intérêt des habitants, qui avait été le seul mobile du législateur, n'était pas satisfait, du moins dans toutes les parties de la France par les mesures nouvelles ; car il y eut un assez grand nombre de départements où la loi ne reçut pas d'exécution » (1).

Là même où le partage fut effectué, il ne tarda pas à soulever les protestations qui sont constatées par les rapports des préfets. On vit même des villageois, après s'être partagé leurs communaux, revenir spontanément à l'indivision (2).

Cette opposition força le législateur à revenir sur les mesures ordonnées. La loi du 21 prairial an IV interdit provisoirement les partages ; la loi du 9 ventôse an XII les interdit définitivement. Ces mesures n'ont pas été rapportées depuis lors malgré diverses tentatives faites au cours du dix-neuvième siècle.

En Béarn et dans le pays basque, les lois révolutionnaires eurent moins d'effet encore que les édits et arrêts du xviii^e siècle. Les communes conservèrent pour la plupart leur ancien mode de jouissance et restèrent en possession de leurs landes et bois. Leur droit de propriété sur ces biens était à ce moment si universellement reconnu qu'elles jugèrent inutile de le revendiquer conformément à l'art. 8 de la loi de 1793 ; revendication qui n'était d'ailleurs prévue que contre les seigneurs.

Les Edits du xviii^e siècle et les lois révolutionnaires eurent pourtant un effet indirect dans le département des Basses-Pyrénées. Elles amenèrent un bon nombre de détenteurs de parts de communaux à clôturer leurs parts et souvent à les mettre en culture en s'en prétendant propriétaires. Assez fréquemment, les communes dont les

(1) Aucoc, *Sections de communes et biens communaux*, pp. 433 et 500 et suivantes.

(2) Tessier, *La valeur sociale des biens communaux en France*, thèse. Paris, 1906, 2^e partie, Ch. IV, § 3, 2.

administrateurs étaient eux-mêmes la plupart du temps usurpateurs de communaux laissèrent ces clôtures subsister trente ans. Le détenteur put ainsi acquérir par prescription la propriété de sa part. Mais souvent aussi, la commune ou, à son défaut, l'autorité départementale intervint pour sauvegarder les intérêts communs. Bien des procès s'ensuivirent, qui aboutirent presque tous à la reconnaissance des droits de la commune. La jurisprudence de la Cour d'appel de Pau sur ce point est constante (1). Néanmoins, comme il s'agissait de questions d'espèce, on a pu la voir quelquefois se prononcer en faveur des particuliers, soit parce qu'ils avaient prescrit, soit parce que la commune n'avait pas de titre à leur opposer.

Notons encore qu'assez souvent pendant le xix^e siècle, des communes ont demandé et obtenu l'autorisation du préfet pour vendre à des particuliers à bas prix des parts de communaux que ceux-ci avaient défrichées.

Il faut enfin signaler, pour compléter cette histoire des biens communaux en Béarn et dans les pays voisins, la pression administrative, qui, sous le second Empire, poussa, dans cette région comme ailleurs un grand nombre de communes à diviser leurs landes en parcelles qui furent ensuite vendues aux enchères à leurs habitants. La plupart regrettent aujourd'hui de s'être ainsi privées des avantages que leur procurait le patrimoine commun, où les petits propriétaires trouvaient une ressource précieuse pour leur modeste élevage.

(1) V. une série d'arrêts sur la matière dans les mémoires précités de M^r Lasserre.

CONCLUSION

L'histoire des communaux en Béarn et dans les provinces basques nous a montré leur importance dans la vie économique de ces régions et l'attachement des populations agricoles pour ce patrimoine commun ; attachement manifesté par l'ardeur qu'elles mirent à le défendre contre les tentatives de démembrement dont il fut l'objet à diverses époques.

Nous avons vu aussi que les mêmes tentatives faites dans tout le pays y rencontrèrent les mêmes résistances, dont le succès partiel fit que le domaine des communes de France se présente encore aujourd'hui dans un état d'intégrité relative.

La question n'est pas tranchée pour cela, et des voix continuent à s'élever nombreuses pour demander la disparition des biens communaux par la vente ou le partage. Il convient, au terme de cette étude, d'examiner les arguments invoqués en ce sens et aussi les réponses qui peuvent y être faites.

I

Les attaques dirigées de nos jours contre l'institution des communaux ne font guère que rééditer les critiques des économistes de l'Ancien Régime, que j'ai signalées au chapitre précédent. Elles sont inspirées, comme celles-ci, par le souci des progrès de l'agriculture et prennent également pour base le mauvais état difficilement contestable de la plus grande partie des biens communaux.

Presque tous sont en friche ; le seul usage qui puisse en être fait est d'y envoyer le bétail au pacage ; encore ne réalisent-ils cette utilité que d'une façon très imparfaite. Le concours ininterrompu d'un nombre considérable d'animaux de toute espèce détruit toute bonne végétation et les cultivateurs importants, possesseurs de terrains étendus, trouvent avantage à nourrir leur élevage sur leur propre fonds (1).

L'expérience a prouvé cependant que les défrichements ont rendu fertiles des terres de même nature, dont la valeur s'est ainsi trouvée de beaucoup accrue. Mais l'indivision s'oppose justement à ce que de tels travaux soient tentés sur le communal. Il faut à celui qui les effectue l'aiguillon de l'intérêt personnel et l'espoir que c'est lui-même et sa famille qui recueilleront les fruits de son labeur, choses impossibles à concilier avec l'état de communauté du sol.

Les difficultés que rencontre de ce chef la mise en valeur des communaux ont, d'après ces critiques, une autre conséquence également fâcheuse, à un point de vue, non plus seulement économique, mais social. Les populations agricoles, privées d'un moyen d'améliorer leur sort par l'augmentation de la surface cultivée du sol, trouvant d'autre part dans les communaux certains secours qui les aident à se soutenir sans grande dépense d'énergie, s'habituent à végéter dans la misère et la paresse, qui conduisent aisément au vice. C'est donc bien à tort que l'on vante les avantages des communaux pour les classes les moins favorisées. Il est d'ailleurs à noter que les communes les plus pauvres sont précisément celles qui possèdent les communaux les plus étendus.

A cela, des demi-mesures, telles que l'allotissement ou la location, ne remédient que d'une façon tout à fait insuffisante. Le premier de ces moyens consiste, on le

(1) V. un exposé détaillé de ces critiques dans les thèses de M. Mercier-Valenton. *Les biens communaux ; leur utilité sociale*. Paris 1903 (II^e partie Ch. I) et surtout de M. Tessier. *La valeur sociale des biens communaux en France*. Paris 1906 (III^e partie Ch. III).

sait, à donner à chaque habitant de la commune, gratuitement ou pour une faible redevance, la jouissance d'une parcelle de communal : la location se fait moyennant un prix plus élevé et n'est pas d'habitude une mesure générale intéressant tous les habitants du village. Ni l'une, ni l'autre, ne mettent en jeu l'intérêt personnel d'une façon assez durable pour engager le bénéficiaire à faire valoir son lot ou l'empêcher d'abuser de sa jouissance lorsqu'elle touche à son terme. Aussi doit-on, disent nos auteurs, préférer des mesures plus radicales : la vente, qui donnerait à la commune la contrevaletur en argent du bien qu'elle abandonne, ou le partage, qui ferait bénéficier tous les habitants de la commune, jusqu'aux plus indigents, d'une augmentation de propriété. Ce partage pourrait être fait gratuitement ; pourtant on préfère généralement le soumettre au paiement d'une redevance, système qui aurait l'avantage de ne pas déposséder la commune sans compensation.

Mais quel que soit le remède proposé les auteurs sont à peu près unanimes à reconnaître que l'état actuel des communaux appelle une réforme.

M. Juillet de St-Lager résume assez bien ces tendances dans une formule saisissante sous sa forme un peu vive. « Les communaux déshonorent un pays de grande agriculture comme la France ». (1)

II

Les auteurs eux-mêmes, qui, comme M. Tessier dans une thèse récente ont pris la défense des communaux avouent le mauvais état regrettable de la généralité de ces biens. « A n'envisager que l'intérêt de l'agriculture, dit-il, l'hésitation n'est pas permise. La propriété communale devrait être sacrifiée ». (2)

(1) Juillet de St-Lager. *De l'avenir des biens communaux en France et particulièrement dans les pays sectionnaires*. Paris 1882.

(2) Tessier *op. cit.* III^e partie, Ch. III § 3.

Il faut noter, toutefois, que M. Tessier ne vise dans cette formule qu'une portion du patrimoine des communes de France. Il a en effet montré précédemment que les partisans de l'aliénation de ce patrimoine se laissent trop souvent guider par des considérations locales, principalement par la situation des communaux dans les pays à *sections de communes*. Là ces biens sont très étendus, susceptibles de culture et livrés à la jouissance de peu d'habitants. Mais on ne peut évidemment songer à partager entre les habitants des communes des biens tels que les bois, les tourbières, les terrains en montagne (1). Si l'on ajoute à ces biens les parts de marais et les parts de communaux déjà mises en valeur par amodiation ou allotissement l'objet des critiques se réduit, d'après les évaluations de M. Tessier, à 1/6 ou 1/7 de la superficie totale des communaux de France.

Pour cette partie, M. Tessier admet sans difficulté que l'intérêt des progrès de l'agriculture demanderait la cessation de l'indivision ; mais cette opinion paraît encore sujette à des restrictions.

Il semble qu'on ne songe pas aujourd'hui à mettre en discussion la suprématie de la culture sur l'élevage. Or des hommes compétents estiment que la supériorité de l'agriculture française consiste plutôt dans les produits de l'élevage que dans ceux de la culture intensive. Cela est vrai tout au moins de certaines parties de la France, où les sacrifices que demande la pratique de la culture intensive ne seraient sans doute pas payés par un rendement proportionné. Ce n'est pas le cas seulement des pays de montagnes comme le sont en grande partie le Béarn et les provinces basques, mais aussi des régions où le sol peu fertile et rebelle au défrichement se prête néanmoins au pacage des troupeaux, qui est l'industrie principale des populations. Si dans les pays de grande propriété les éleveurs trouvent dans l'étendue même de leurs domaines

(1) En ce qui concerne les terrains en montagne, v. plus haut p. 26.

et l'emploi des méthodes les plus perfectionnées la déterminante de leurs succès, de bons résultats ne peuvent être obtenus dans le Sud-Ouest, comme dans beaucoup d'autres parties de la France, que grâce à l'aide apportée par les communaux aux petits éleveurs qui fournissent la part la plus considérable en quantité et peut-être même en qualité de l'élevage de la région (1).

Ainsi, et notamment pour les landes de la région pyrénéenne et gasconne, il ne faudrait pas se décider sans réflexion à priver l'agriculture française d'une source très importante de revenus dans le but d'y substituer les profits problématiques de cultures effectuées à grands frais sur un sol ingrat.

Le souci des intérêts de l'élevage n'est pas d'ailleurs le seul qui puisse faire prendre en considération les services rendus par les communaux à l'agriculture ; on peut voir par un exemple cité par M. Vandervelde dans un article de la *Revue socialiste* (janvier 1903), quel parti les habitants des villages de l'Ardenne belge savent tirer de leurs bois communaux.

Les coupes dans les bois de haute futaie, l'écorce des jeunes chênes, le droit de chasse, sont vendus ou loués directement par la commune ; quand le profit ainsi réalisé est supérieur aux charges communales, le surplus est partagé entre les habitants. Chaque feu reçoit la quantité de bois nécessaire à son chauffage et une part d'« essartage ». On nomme ainsi l'opération faite sur l'emplacement de la coupe des jeunes chênes, qui, après l'écorçage, ont été abattus pour fournir le bois de chauffage ; elle consiste à brûler les mottes et à répandre l'engrais qui en résulte sur le sol, qui estensemencé de seigle et de genêts ; ceux-ci, au bout de trois ans fournissent la litière pour le bétail. Les habitants ont de plus le droit de faire paître leurs

(1) Si l'on considère le poids vif de bétail (toutes espèces réunies) par hectare cultivé, le plus industriellement agricole des départements Français, le Nord ne l'emporte que d'une tête sur les Basses-Pyrénées, qui sont par ailleurs dans les derniers rangs au point de vue de la richesse agricole totale (V. Albert Demangeon, professeur à la Faculté des Lettres de Lille, *Dictionnaire géographique*).

(2) E. Vandervelde. *La suppression des communaux*. *Revue socialiste*, janvier 1903.

animaux dans les coupes de plus de douze ans, de cueillir la ramille des bouleaux, dont sont faits les balais, de récolter les faines, les glands, le bois mort. Tout cela constitue un secours précieux pour les pauvres.

Nous touchons ici à l'utilité économique des communaux, qui consiste principalement dans l'aide qu'ils apportent aux familles nécessiteuses par les affouages, distributions de bois de chauffage ou de construction, la récolte du bois mort, la tourbe, la marne, et dans nos contrées par la source d'engrais que constitue le *soutrage*, ainsi que je l'ai expliqué. Si des communes propriétaires de vastes communaux sont pauvres, ce n'est pas parce qu'elles ont des communaux ; mais bien au contraire, elles ont senti davantage la nécessité de ces communaux parce qu'elles sont pauvres naturellement par suite du peu de fertilité de leur sol ou pour d'autres causes. A l'objection que l'existence des communaux pousse le villageois à accepter sa situation précaire, on peut répondre que le secours ainsi procuré par le communal est insuffisant à lui seul pour assurer l'entretien d'une famille et ne saurait, par conséquent, détourner le pauvre villageois du labeur nécessaire à sa subsistance. Même le communal permet d'employer à des besognes faciles, tels que garde des bestiaux, récolte du bois mort, etc., les enfants, les vieillards ou autres personnes peu susceptibles de résister au dur travail des champs. Aussi est-il sans doute plus vrai de considérer, comme le font certains, le communal comme une école d'énergie.

Ceci nous amène à examiner quelle peut être l'utilité sociale des communaux. Cette question a été développée dans les thèses de M. Tessier, et de M. Mercier Valenton, que j'ai déjà citées.

Ces thèses montrent que l'utilité principale des communaux est que l'aide qu'ils apportent aux familles villageoises les moins favorisées empêche la constitution d'un prolétariat rural (1).

(1) Tessier III^e partie Ch. IV. Mercier Valenton II^e partie.

Par suite, l'existence des communaux, tend à prévenir ou à diminuer l'émigration des campagnes vers les villes, dont les effets fâcheux ont été assez souvent démontrés. Ce sont le dépeuplement des campagnes et la décadence de l'agriculture, l'affluence dans les villes de personnes sans ressources, qui grossissent tous les jours l'armée des prolétaires. Or le paupérisme à la ville est bien plus dangereux qu'à la campagne. Sans parler des tentations plus nombreuses qui risquent de faire tomber le malheureux dans le vice, la constitution d'une famille offre des risques bien plus grands dans un grand centre où tout est plus coûteux. Aussi voit-on que la diminution de la natalité dont nous souffrons se produit principalement dans les villes (1).

Si le paupérisme atteint déjà les campagnes de France, ce mal est encore bien plus sensible dans les pays où il n'y a que peu ou point de biens communaux et notamment en Angleterre (2). Dans ce pays, les partages furent ordonnés dans l'intérêt de l'agriculture (comme on demande qu'ils le soient en France), dès 1665. en Ecosse; en 1730, en Angleterre. Les vastes communaux ou *Commons* ne tardèrent pas à disparaître presque entièrement, par suite surtout des accaparements des seigneurs.

La faculté de clore (*inclosed field system*) ayant été accordée à tous les propriétaires, il en résulta la suppression de toute ressource de pacage. La conséquence fut la ruine de la population agricole, constatée par tous les auteurs anglais (3). Ce fut une des premières et principales causes de la naissance du paupérisme qui est, pour cette nation, une source d'inquiétudes. Les effets du partage des communaux furent si fâcheux, qu'il fallut songer à reconstituer ce patrimoine; mais c'était une tâche fort difficile. En 1831, fut promulguée la loi sur les *allotments*, qui avait pour but de procurer au paysan l'équivalent du

(1) Mercier Valenton II^e partie. Ch. II 3.

(2) Mercier Valenton, II^e partie Ch. II, 2. Tessier, III^e partie, Ch. IV, § 3, II.

(3) John Rae, *Why have the yeomanry perished? Contemporary Review*, oct. 1883 p. 546 etc. — Ashley, *Histoire et doctrine économique de l'Angleterre* II, p. 338, etc.

lot de communal auquel il avait droit sous l'ancien système. Ces lots (*allotments*) furent pris sur les terres vagues de la commune ou sur les terres du manoir. Puis, les lois de 1870 et 1876 tendirent à revenir sur le système des *inclosures* en s'efforçant d'y substituer la propriété communale.

En 1882 et 1887, le régime des *allotments* fut modifié et les autorités sanitaires acquirent la faculté d'exproprier pour louer à des paysans, moyennant une indemnité élevée. Enfin, la loi de 1894 autorisa la location forcée. « Voilà, dit M. Tessier, à quelle législation on a dû recourir en Angleterre pour avoir anéanti toutes les formes archaïques de la propriété. On a finalement été obligé de reconstituer les communaux sous une forme nouvelle ».

Les effets du partage en Italie où il amena la disparition de la moyenne propriété ne furent guère moins funestes(1).

Qu'on le veuille ou non, actuellement comme autrefois le partage des communaux, comme leur aliénation, ne profiterait qu'aux riches propriétaires. Les habitants peu fortunés, n'ayant pas les moyens de tirer parti de leur portion, se verraient bientôt obligés à vendre leurs parts à bas prix aux gros cultivateurs. Ils auraient ainsi perdu sans compensation appréciable les avantages que leur procurait auparavant le communal, surtout dans son utilisation comme pacage. Tous les moyens que l'on propose pour obvier à ces inconvénients présentent des difficultés considérables, notamment celle d'engager la commune dans des opérations financières extrêmement hasardeuses.

D'ailleurs, comme le font remarquer justement un bon nombre d'auteurs, l'aliénation des communaux lèserait les générations à venir qui font elles aussi partie de la commune. Elles auraient peut-être à regretter cette mesure plus encore que les générations présentes. Les

(1) V. Mercier Valenton et Tessier, *op. et loc. cit.*

crises agricoles sont, en effet, toujours possibles et c'est en de telles occurrences que l'utilité des communaux se fait particulièrement sentir.

Il faut de plus considérer qu'un village ne comprend pas exclusivement des propriétaires, mais aussi des ouvriers agricoles, des artisans, etc. A ceux qui ne possèdent point de terre en propre, le communal donne l'illusion de la propriété, ou plutôt une propriété réelle d'un caractère particulier. Ce n'est pas là un des moindres bienfaits des communaux que de satisfaire ainsi en quelque mesure un des besoins les plus vifs de l'homme, surtout de l'homme de la campagne. Ayant ainsi une certaine part au patrimoine national, il doit être plus attaché à l'organisme social qui la lui garantit et moins porté à se révolter contre l'infériorité de son sort.

Ce sont là de fortes raisons de repousser les projets de vente ou de partage qui conduiraient à la disparition des communaux.

Cette réprobation ne doit pas s'attacher au même titre à l'amodiation ou à l'allotissement qui, conservant la propriété commune, peuvent dans des circonstances données être bienfaisantes. Nous arrivons ainsi à la question des réformes à apporter à l'institution des biens communaux.

III

Il faut en effet reconnaître que, dans beaucoup d'endroits, les communaux ne réalisent actuellement leur fonction d'assistance aux pauvres qu'assez imparfaitement. Cela tient au mauvais état dans lequel ils se trouvent par suite d'une gestion défectueuse. M. Tessier a examiné longuement les divers moyens de remédier à ces inconvénients suivant les circonstances particulières.

Le communal sera maintenu dans son état d'indivision dans les régions d'élevage ; mais le pacage y sera réglementé : le nombre de têtes à y introduire sera limité, certains cantons seront mis en défens successivement pour

permettre la reconstitution des herbages ; ceux-ci mêmes seront améliorés s'il est possible. Si le communal se prête à la culture, on pourra employer le système des allotissements. Je retiendrai surtout la part que M. Tessier fait dans tous les cas à l'initiative communale. Les habitants de la commune sont, en effet, les plus intéressés dans la question et en même temps les mieux renseignés sur leurs besoins et sur les meilleurs moyens d'y satisfaire. Il y aurait lieu évidemment parfois de seconder leur initiative ou même de secouer leur inertie (1), mais discrètement. Cette augmentation des attributions de la commune serait un pas fait vers une décentralisation souhaitable.

Pour les communaux de notre région, j'ai signalé que la végétation qui les couvre actuellement profitait à la culture comme à l'élevage. Jusqu'à présent, les quelques essais d'améliorations qui ont été opérés, d'ailleurs à peu près exclusivement par voie de défrichement, n'ont pas été couronnés de succès, mais, sans entrer dans des détails techniques qui ne sont pas de ma compétence, je crois pouvoir dire que des boisements et surtout des irrigations bien compris seraient probablement susceptibles d'en augmenter la valeur. Cette question est d'ailleurs actuellement examinée en ce qui concerne particulièrement le Pont-Long.

Quant à l'utilisation des communaux dans leur rôle social, une théorie intéressante a été émise par M. Mercier Valenton. (1) Après avoir montré que le meilleur remède au paupérisme est dans l'assistance par le travail, il fait voir combien est difficile l'organisation de cette assistance par le travail industriel. Celle-ci ne comporte que l'exercice d'industries extrêmement faciles. Elle est en règle générale coûteuse et si elle procure des bénéfices, elle soulève les protestations des commerces particuliers mis en concurrence. L'assistance par le travail agricole ne

(1) C'est ce qui a été fait pour le dessèchement des marais des Landes, par le Gouvernement du Second Empire.

(2) Mercier Valenton, II^e partie. Chap. III.

présente point ces inconvénients. Son organisation serait rendue assez facile par l'existence des communaux et par la règle déjà en vigueur de la mise des indigents à la charge de leur commune d'origine. Les indigents comprennent surtout des ouvriers sans travail. Ceux-ci, en attendant qu'ils puissent trouver à s'employer suivant leurs capacités spéciales, pourraient se soutenir et faire en même temps un usage utile de leurs forces en mettant en valeur un lot de communaux. Je ne puis me livrer à l'examen détaillé de ce programme. Je signalerai seulement avec M. Mercier Valenton que ce système a déjà été employé avec succès en Hollande, en Angleterre (à Bolner), enfin que les jardins ouvriers qui existent en France et dans d'autres pays aux environs des villes industrielles se rattachent au même principe. Ce sont là des pratiques qu'il faut souhaiter voir se généraliser.

IV

L'utilité sociale du patrimoine communal amène à se demander si cette institution ne pourrait pas être avantageusement appliquée dans d'autres sphères économiques. Ce qui est bon dans le domaine agricole paraît devoir l'être dans le domaine industriel. L'ancien régime avait consacré cette solution. De même que la commune, en quelque sorte cellule de la nation organisée sur sa base territoriale, avait sa vie propre et son domaine propre, de même la corporation ouvrière ou marchande, cellule de l'organisation économique avait une certaine autonomie et une propriété corporative.

La question est de nouveau agitée aujourd'hui (1). A défaut d'une réorganisation complète de la nation selon le mode ancien, c'est aux syndicats que certaines person-

(1) Marquis de la Tour du Pin la Chaze. *Jalons de Route*. (Paris, Librairie Nationale), *Aphorismes de politique sociale. Revue critique des idées et des livres*, Numéro du 10 Août 1909.

nes voudraient voir attribuer les prérogatives des anciennes corporations et notamment le droit d'acquérir et de posséder meubles et immeubles. Divers projets de loi, ont été déposés dans les dernières années du xix^e siècle (1). Je citerai notamment celui de M. Dussaussoy (*Proposition de loi relative à la capacité des syndicats de devenir propriétaires d'immeubles et de recevoir les donations mobilières*) et son éloquent exposé des motifs :

« Il ne suffit point, dit-il, d'admettre pour les syndicats une existence légale. Il faut encore leur donner les moyens de soutenir cette existence et la développer.

« La durée de la personne morale est, à bien des égards subordonnée à la propriété d'un patrimoine qui est l'image de la personnalité qui lui a été reconnue.

« Reconnaître aux ouvriers syndiqués le droit d'acquérir des immeubles que posséderait le syndicat, personne morale, n'est-ce pas les intéresser à la conservation de la propriété, leur en faire comprendre toute la légitimité ? Ils en deviendront les défenseurs convaincus, lorsqu'ils verront que les syndicats, en lesquels ils placent toute leur confiance, peuvent aussi être propriétaires. »

Et en effet, les prolétaires ouvriers, bénéficiant ainsi des avantages d'une propriété collective comme les prolétaires agriculteurs, n'écouteront pas aussi volontiers les regrettables théories par lesquelles on essaie de leur persuader qu'ils n'ont pas de patrie, puisqu'ils n'ont pas de part au patrimoine national.

L'accession des syndicats à la propriété présente actuellement des difficultés pratiques certaines, qui cependant ne paraissent pas devoir demeurer insurmontables. Mais le fait de ce mouvement en faveur des propriétés de groupes devait être signalé à la fin d'une étude sur les communaux, à cause de l'analogie que présentent les deux questions. L'institution des communaux nous a montré

(1) Propositions Dussaussoy, 5 février 1895 (Ch. Doc. parlementaires, n° 1164, ann. n° 1 p. 229), — Daniel, 20 juin 1898 (Ch. Doc. parl. n° 82, ann. 2), — Berthelet, 1898 (Ch. D. P. n° 350, ann. 2), — Waldech-Rousseau, Millerand, 1899 (Ch. D. P. n° 1185).

que la propriété collective et la propriété privée n'étaient pas deux modes exclusifs l'un de l'autre, mais qu'au contraire, dans une saine organisation sociale, ils se prêtent un mutuel secours. On peut en conclure qu'il y aurait dans la généralisation de cette harmonie, une solution bienfaisante de graves problèmes sociaux, solution qui s'éloignerait du socialisme, sans pourtant consacrer l'individualisme pur. Cette conception me paraît rentrer suffisamment dans le domaine des réalisations possibles pour que j'en ose formuler l'espoir au terme de cette étude.

Paris, 1909.

Le Président,

Signé : E. CHÉNON.

Le Doyen,

Signé : LYON-CAEN.

Le Recteur,

Signé : L. LIARD.

DOCUMENTS

I

1524. — *Accord entre les communautés d'Artix et de Serres-Sainte-Marie relatif à leurs biens communs* (Copie de 1581. Arch. des Basses-Pyrénées, E 2388).

In nomine Domini Amen Conne-
gude cause sie a tous qu'y las pre-
sens legiran ny ligir audiran que en
l'an de nouste Seignou Diu Jesus
Christ l'an 1524 et lou tretzal jour
deu mes d'octobre congregats et
adjustats cours, pobles, communs,
et Universitas, deus locqs d'Artix
et Ste-Marie de Serres lous tous
sousmés deu Seignou de Gabaston
per lou bien et indemnité de la
cause publique affin de vivre en
pats union et fraternité et jassie
que dabant ares se sont inseguits
crouts paledes pleits questions et
Riotes et per au tout obbiar adius-
tats au porchou et semitery de Diu
et de Moussu Saint-Pé d'Artix au
man et requeste de Joan de Puyou
et Guilhem de Gassiot goardes
d'Artix l'an present d'une part et
Guilhem de Hours, Arnaud de Lase-
rou goardes de Ste-Marie de Serres
d'autre de lours bons grats et lous
tous de un vouler accord et chens
nul pertous n'y enterrompamen per
are et per tout temps deu mon per-
petuellement an fait instituit et

In Nomine Domini Amen. Soit
chose connue à tous ceux qui les
présentes liront ou entendront lire
que, en l'an de Notre Seigneur Dieu
Jésus-Christ 1524 et le treizième
jour du mois d'Octobre, — assem-
blés et réunis cours, peuple, conseil
de communauté et université des
lieux d'Artix et de Ste-Marie de
Serres, tous soumis du Seigneur de
Gabaston, — pour le bien et indem-
nité de la chose publique, afin de
vivre en paix, union et fraternité, et
bien qu'auparavant se soient pro-
duites des croix (?), disputes, pro-
cès, questions et querelles ; — et
pour au tout obvier, réunis au por-
che et cimetière de Dieu et de Mon-
sieur St-Pé d'Artix, sur mandement
et requête de Jean de Puyou et de
Guilhem de Gassiot, gardes d'Artix
pour l'an présent, d'une part, et de
Guilhem de Hours et Arnaud de
Laserou, gardes de Ste-Marie de
Serres, d'autre part ; — de leur bon
gré et tous d'un vouloir et accord,
et sans nulle perturbation ni inter-
ruption, pour à présent et pour tout

pausat lous seguens estatutz establiment et ordonnances lousquoals volin et manden sien tienguts reservats et complits de punt en punt inviolablement chens degun interrompament et asso sus incorrament de las pennes et causes ainsy que par deus sera declarat article per article et tout purmerament es estat establit et ordonnat per lousd. poles tous de commun vouler que com dabant ares per lours predecessous sien estats affiusats tous lous herms bacuens deusd. locqs d'Artix et de Serres de noble haute Dame Leonor de Bearn dame propriary de Gramon et de Gabaston deu vouler et contentimen de noble et pouchan Seignou meste Rodger de Gramon son marit ensem noble Frances lour filh primo gerit ainsy que moustran per carthe d'affiusamen sus aquero feite et retengude per meste Bertran de Losperatse per l'autoritat apostolique et ordinary en las terres et seignouries de Gramon sus sa datte au Casteig de Bidache lou doutse jour deu mes de may l'an mille quotate cens nabante et quotate vullen contentin autreyan que las causes en aqueig contengudes sien tiengudes soustengudes et reservades en la forme qui aqui es contengut Item esté dit establit et ordonnat que de toutes causes et profiteit qu'y salhiran deus herms communs deusd. locqs que aqueigs seran venduts a lencan et candeale au plus et darrer offeren et la somme quy ne sailhira ou ne sailhiran aqueres seran partides et dividides en tres parts de lasquoalles tres parts las deues parts ne seran bailades à las goardes et communautat deud. locq d'Artix ainsy ne pagan

le temps du monde perpétuellement, ont fait, institué et posé les suivants statuts, établissements et ordonnances ; lesquels ils veulent et ordonnent qu'ils soient tenus, conservés et accomplis, de point en point inviolablement et sans aucune interruption, et cela sous menace des peines et causes ainsi que ci-dessous sera déclaré.

Et tout premièrement, il a été établi et ordonné par les dites populations, tous d'un commun vouloir, — que, comme autrefois par leurs prédécesseurs ont été affiévés tous les herms et vacants desdits lieux d'Artix et de Serres, de noble haute Dame Léonore de Béarn, dame propriétaire de Gramont et de Gabaston, du vouloir et consentement de noble et puissant seigneur maître Roger de Gramont, son mari, et de noble François, leur fils premier-né, — ainsi qu'ils le montrent par charte d'affièvement sur ce faite et retenue par maître Bertrand de Loperatse, [notaire] par l'autorité apostolique et ordinaire en les terres et seigneuries de Gramont, à sa date au château de Bidache, le douzième jour du mois de Mai l'an mil quatre-cent-quatre-vingt-quatorze, — veulent, consentent, octroient que les choses contenues en cet acte soient tenues, soutenues et réservées en la forme qui là est contenue.

Item, a été dit, établi et ordonné que, de toutes choses et profit qui sortiront des herms communs desdits lieux, celles-ci seront vendues à l'encan et chandelle au plus et dernier offrant et la somme qui en sortira ou en sortiront seront partagées et divisées en trois parts, desquelles trois parts deux parts

las deues parts deus fius et l'autre ters sera baillat ausd. goardes et communautat de Ste-Marie de Serres Item et jassie que en loud insturment sie fait convention que lousd. deus locqs d'Artix et Ste-Marie de Serres pagueran cascun an ausd. Seignous et dame de Gramon et Gabaston dets soos tres diners Morlaas et sieis quortaues de sibade per la feste accoustumade de laquoalle somme et sibade lousd. d'Artix ne pagueran las deues pars et lousd. de Serres l'un ters Item esté dit establin et ordonnat que augun nou pousque trenquar ny piquar cassou tausin hay castaing ny augun autre condition d'arbre mesche en lousd. herms communs. Par voulontat concentimen et l'exercency de lad. goarde et vesins de tous deux locqs et sy augun acq fasé et atteinty ere talle fasen que paguera per cascune caus deusd. arbres la medixe penne et ley com dessus de cinq soos Morlaas et la terre on trenquat et piquat l'aura et per lou som de cascun deusd. arbres la medixe penne com dessus Item per cascune arrame deusd. arbres doutse dines Morlaas entro lou nombre de cinq arrames de cascun deusd. arbres et non plus Item plus esté dit establit et ordonnat que un cascun vesin deusd. locqs estat aben pousque denonsar et meter en lasd. leis a cascun quy y trouvera talle fasen et que aquero qui vist et trouvat aura sie tiengut acq denonsar a las goardes ond sera tal dit deliquent et aquero fait que lad. goarde lou any peignerar et coudreigner per la valour deud. damnadge et ne baillar a daquet qui troubat l'aura per cascune caus ou

seront données aux gardes et communauté d'Artix, puisqu'ils paient deux parts des cens, et l'autre tiers sera donné aux dits gardes et communauté de Ste-Marie de Serres.

Item, et qu'en le dit instrument il soit fait convention que lesdits [habitants] d'Artix et de Ste-Marie de Serres paieront chaque année aux dits Seigneur et Dame de Gramont et Gabaston dix sous trois deniers Morlaas et six quarteaux d'avoine à la fête accoustumée ; de laquelle somme et avoine, lesdits d'Artix paieront les deux parts et lesdits de Serres, un tiers.

Item, fut dit, établi et ordonné que nul ne puisse trancher ni couper chêne, taussin (1), hêtre, châtaigner, ni aucune autre condition d'arbre utile dans lesdits herms communs, par volonté, consentement et exercice de ladite garde et voisins des deux lieux ; et, si quelqu'un le fait et tente de faire telle coupe, il paiera pour chaque tronc desdits arbres la même peine et amende que dessus de cinq sous Morlaas et la terre où il l'aura tranché et coupé (?) ; et pour la cime de chacun desdits arbres la même peine que dessus. Item et pour chaque branche douze deniers Morlaas jusqu'au nombre de cinq branches et non plus.

Item plus, a été établi et ordonné que tout voisin desdits lieux, ayant un état, puisse dénoncer et soumettre aux dites amendes chacun qu'il trouvera faisant coupe ; et que celui qui l'aura vu et trouvé soit tenu de le dénoncer aux gardes, par qui il sera dit délinquant ; et,

(1) Chêne blanc.

som doutse dines Morlaàs et per cascune arrame quotate dinès Morlaàs et lou plus que sera partit a lasd. deues besiaus las deues parts ausd. d'Artix et lun ters ausd. de Serres. Item fou establît que quòant augun sera atteinât talles fasent et se fara revelle a se lechar peignerar que la goarde deu locq après talles revelation s'en any requérir lou baile chens autre mandament lou pousque peignerar et contreigner en sons biens per pagar lou damnatge qui aura dat et de mes per doutse dinès Morlaàs per saley Item fou establît et ordonnât que cascun se pousque piquar leigne secque et de mes se coueiller en lousd. herms touts habillamens de camp com es lou aret lou madié poudit empero que purmer que nou lou trenquy lad. fuste any demandar a l'une goarde de l'un ou l'autre deusd. locqs et en absency deud. goarde a un vesin deud. goarde et ab acquero lou se pousque anar coueille chens far autre man Item es estat establît et ordonnât que sy augun vesin ataigne a d'autre talles fasen et nou lou excusy a la goarde per lou termy de tres jours que aquet que trouvat l'aura se damny et encourre la ley qui l'autre auré encourrut nonobstant que l'autre deliquent nou se sie quitis de la talles qui fait aura Item que cascun qui a terres per lousd. herms que se pousque picar arrames et paus per barrar tant soulament la intrede pats et camy de talles ditte terre Item plus esté ordonnât que cascun an esté vegade las goardes deusd. locqs sien tienguts per lou jour de St-Stephen lous personnages qui per las vesiaus seran deputats mandar

cela fait, que ledit garde l'aille saisir et contraindre pour la valeur dudit dommage et donnera à celui qui l'aura trouvé, pour chaque tronc ou cime, douze deniers Morlaàs, et, pour chaque branche, quatre deniers Morlaàs ; et le surplus sera réparti entre les deux communautés, deux parts à ceux d'Artix, et le tiers à ceux de Serres.

Item fut établi que quand quelqu'un sera pris faisant coupe et se fera rebelle à se laisser saisir, que le garde du lieu, après telle rébellion, s'en aille requérir le baile (4) que sans autre mandement il le puisse saisir et contraindre sur ses biens pour payer le dommage qu'il aura fait et de plus douze deniers Morlaàs pour son amende.

Item, fut établi et ordonné que chacun puisse couper du bois sec et de plus cueillir dans lesdits herms tous instruments de champ, comme la charrue et le manche, pourvu cependant qu'avant de couper ledit fût, il aille le demander à l'un des gardes de l'un ou l'autre desdits lieux et, en l'absence dudit garde, à un voisin dudit garde, et avec cela qu'il puisse aller chercher son bois sans faire d'autre requête.

Item a été établi et ordonné que si quelque voisin en prend un autre faisant coupe et ne le dénonce pas au garde pendant le terme de trois jours, que celui qui a trouvé soit condamné et encoure l'amende que l'autre aurait encourue, nonobstant que l'autre délinquant ne soit pas quite de la coupe qu'il aura faite.

Item, que chacun qui a terre près

(4) Officier de justice seigneuriale.

et assembler et a quy en lour presency render conde et reliqua de las causes quy auran palpat monegat de la cause publique Item que baillhats lousd condes tals goardes qui lous auran renduts jureran sur lou libe et la crouts que bons condes et leyaus an baillat et que degun frau a lour scabut à la cause publique nou an dat et que res nou y an ametut ny lechar tant deu principau diné tailhat que deus profiteits et obtensions deusd. locqs Item et tant ques a l'augaa besiau aquet cascun an se arrendera et a la publique candelle se metera per lou jour accoustumat et deu profiteit quy ne sailhira sera partit et dividit ainsy que pars dessus es dit deus autres profiteits deus herms so es las deus parts ausd. d'Artix et lou ters ausd. de Serres Item fou establitz et ordonnat que tout hommy quy ataignera à d'autre talle fasen et sy partide acq denegue que lou ataignadou juran que trouva l'y a et que aquet a fait et ab aquero que sie credut chens esta audit loud. ataignadou Item que en toutes causes souspeitouses lousd. vesins manans et habitans an reserbat de meter esdit ou probe a la connexence deus vesins deusd. locqs lousquoals establiment estatue et ordonnances lousd. vesins manans et habitans prometont de thenir et observer de punt en punt sus leurs bonnes fés et sy sengles carthes et estatuts de une medixe substance et thenour ne autreyan aqueste es per part deusd. de Ste-Marie de Serres fait et autreyat son en loud. locq d'Artix l'an medix et jour que deus estans a quy presens et testimonis honorable hommy Arnaud Guilhem

desdits herms puisse couper des branches et des pieux pour fermer seulement l'entrée, passage et chemin de telle dite terre.

Item plus, a été ordonné que chaque an une fois les gardes desdits lieux soient tenus, au jour de St-Etienne, mander et assembler les personnages qui seront députés par les communautés et là en leur présence rendre compte et reliquat des choses qu'ils auront palpées et monnayées de la chose publique.

Item, que, lesdits comptes étant rendus, les gardes qui les auront rendus jureront sur le livre et la croix qu'ils ont rendu comptes bons et loyaux et qu'ils n'ont fait aucune fraude d'eux connue à la chose publique et qu'ils n'ont rien ajouté ni omis, tant du denier principal de la taille, que des profits et revenus desdits lieux.

Item, et quand à la fougeraie commune, celle-ci chaque année sera arrentée et mise à la *publique chandelle* au jour accoutumé et le profit qui en proviendra sera réparti et divisé ainsi que dessus est dit des autres profits desdits herms, c'est-à-dire deux parts à ceux d'Artix et le tiers à ceux de Serres.

Item, fut établi et ordonné que tout homme qui en prendra un autre faisant coupe, si la partie le nie, que le dénonçant jure qu'il l'y a trouvé et que celui-ci l'a fait ; et qu'avec cela ledit dénonçant soit cru sans fournir d'autre preuve.

Item, qu'en toutes matières douteuses, lesdits voisins, manants et habitants se sont réservé d'attribuer la justification ou preuve à la connaissance des voisins desdits lieux.

Lesquels établissements, statuts

D'ondets procurayre deus Seignous et dame de Gramon Guilhemot de Bere Joanot deu Clavé seignou de Lacq Guilhem de Lasserre d'Audejos et jou Arnaud Guilhem de la borde notary arrendan (1) de Castetis quy la present carthe d'establiment requerit per lousd. goardes retengu et enregistré et mon seignau accoustumat deu quoad usy en tals et semblables instrumens y pausé Item plus fou establit et ordonnat que lousd. vesins et habitans que aucun nou dailhy feus ny touye en lousd. herms accoustumats de bedar despuix lou jour de St-Barnabé entro nouste donne de Septeme et asso sus pene de perde la dailhe et de dets dinés Morlaàs aplicadours com dessus.

L'an mille cinq cens nabante et un et lou onze iour deu mées de feurer, per my Rey lostau notary au notariat de Castetis lou present extreit es estat tirat de sa grosse escriute es parchemin laquoalle mées estade exhibide per Bernard de Vignau iurat de Ste-Marie de Serres qui m'a declarat aber trouvat acquere denhs lou coffre deu comun deud. locq et precedent corrections faite loud. de Vignau a retirat lou tout soussignat ab mi dit notary (Signé) De Vignau jurat (Signé) Rey lostau notary.

ordonnance lesdits voisins manants et habitants promirent de tenir et observer de point en point sur leurs bonnes foies.

Et ayant octroyé pour chaque [communauté] une charte et statuts d'une même substance et teneur, le présent a été pour ceux de Ste-Marie de Serres, fait et octroyé audit lieu d'Artix les mêmes jour et an que dessus, étant là présents et témoins, honorable homme Arnaud Guilhem d'Ondets, procureur des seigneur et dame de Gramon, Guilhemot de Bère, Joannot du Clavé, seigneur de Lacq, Guilhem de Lasserre d'Audejos et moi Arnaud Guilhem de La Borde, notaire à rente (à ferme) de Castétis, qui, requis par lesdits gardes, retins et enregistrai la présente charte d'établissement et y plaçai mon seing accoutumé duquel j'use en tels et semblables actes.

Item plus, fut établi et ordonné qu'aucun desdits voisins et habitants ne faucherait fougère ni thuié dans lesdits herms que l'on a accoutumé de mettre en défens, depuis le jour de St-Barnabé jusqu'à Notre-Dame de Septembre et cela sous peine de perdre la faux et de dix deniers Mor'aas applicables comme ci-dessus.

L'an mil-cinq-cent-quatre-vingt-un et le onzième jour du mois de février, par moi Rey Lostau, notaire au notariat de Castétis, le présent extrait a été tiré de sa grosse écrite sur parchemin, laquelle m'a été produite par Bernard de Vignau, jurat de Ste-Marie de Serres, qui m'a déclaré l'avoir trouvée dans le coffre du conseil de la communauté dudit lieu et, les précédentes corrections faites, ledit de Vignau a retiré le tout et soussigné avec moi, notaire susdit.

Signé: de Vignau, jurat; Rey Lostau, notaire.

(1) « On appelleit *notari rendant* le notaire qui avait pris son office à ferme (*rende, rente*). » (Lespy V° *Noutari*).

II

1537. — *Acte de partage des communaux de Nousty*
(Copie de 1638. — Archives des Basses-Pyrénées. E 2324).

In nomine Domini Amen. Conne-
gude cause sie a tous que Fourticq
de Ped..., Ramon Arnaud de Gassa-
gne Menyon de Laborde Chenaut...
Touya Joan de Bachaulet Joannet
de Loste Peirot deus Biés Bernat
de Lassalle Fourticq de Gassie
Bernat de Lanne Arnaut de Borde-
nave Menjou deu Vignau Guilhem
deu Perbeilh Joan de Moncade
Bernat de Casanabe Ramonnet deu
Beterer Arnautou de Lassuus Four-
ticq de Peré Joan de Vergez Men-
youlou de Larré Ramonnet de Sou-
berbielle Peirot de Casaban Joan
de Peborde Fourticq de Casaux
Ramonnet de la Porte Joannet de
Lambie Joannet de Layius Ramon
de Capdevielle Gassiot de Claverie
Goualhardet de Sainte Crouts Ber-
nat de Doumecq Pedarnaut de
Laban Peirot de Lamasou Chenaut
de Lestorte Arnautou Despiaux mes-
te Audet deu Prat Fourticq deu Per
Arnaud Guilhem deu Lacq Joan
deu Frechou Arnaud Guilhem deu
Nougue Raymonnet de Laforgue
Joan de Lafourguette Arnaud de
Bailacq Joan deu Seires Pédarnaut
deu Pouts Miquieu de Latrilhe Joan
deu Boué Bertran de Lacase Joan
de Lafourcade Bertran deu Clos
Meniou de Pucheu lou tous deu
loq de Noustin besins et habitans
de quc fasen de lour bon grat et
volontat son estats de un voler ac-
cord et consentement tant per lous
presens que per lous absens lous
touts assemblats en assemblée be-

In nomine Domini Amen. Soit
chose connue à tous que Fourticq
de Ped..., Ramon-Arnaud de Cassa-
gne, Menyon de Laborde, Chenaut...
Touya, Joan de Bachaulet, Joannet
de Loste, Peirot deus Biés, Bernat
de Lassalle, Fourticq de Gassie,
Bernat de Lanne, Arnaut de Borde-
nave, Menjou du Vignau, Guilhem
du Perbeilh, Joan de Moncade,
Bernat de Casanabe, Ramonnet du
Betérer, Arnauton de Lassuus,
Fourticq de Peré, Joan de Vergez,
Menyoulou de Larré, Ramonnet de
Souberbielle, Peirot de Casaban,
Joan de Peborde, Fourticq de Ca-
saux, Ramonnet de la Porte, Joan-
net de Lambie, Joannet de Layius,
Ramon de Capdevielle, Gassiot de
Claverie, Goualhardet de Sainte
Crouts, Bernat de Doumecq, Pe-
darnaut de Laban, Péirot de Lama-
sou, Chenaut de Lestorte, Arnautou
Despiaup, maître Audet du Prat,
Fourticq du Per, Arnaud Guilhem
du Lacq, Joan du Frechou, Ar-
naud Guilhem du Nougé, Ray-
monnet de Laforgue, Joan de La-
fourguette, Arnaud de Bailacq,
Joan du Seires, Pédarnaut du
Pouts, Miquieu de Latrilhe, Joan
du Boué, Bertran de Lacase, Joan
de Lafourcade, Bertran du Clos,
Meniou de Pucheu, tous voisins et
habitants du lieu de Nousty — de
quoi faisant de leur bon gré et vo-
lonté, ont été d'un vouloir, accord
et consentement, tant pour les pré-
sents que pour les absents, tous

siou au locq accoustumat au daban de la maison de Lambie et carrère publique la on la ditte besiou a accoustumat de s'assembler per tractar de tous affars besions despuis tout temps lous tous susnominats besins habitans deudit locq de Noustin qui composen la ditte besiau remonstren de se partir tous lous herms boscq quy son en lou locq de Noustin per partilles esgales a tal effet en eslegit per partidours Ramonnet deu Berterer Ramonnet de Souberbielle Joannet de Loste Arnaut Guilhem deu Nougier Cassiot de Claverie Joannet de Lambie quy tout presentamens prengons serament sus lous.... . avangelis de Diou de far tal partadye esgals chens pourtar..... antadye a personne res que far lour consience et judyamen..... bets dits partidours Peiroutou deu Clos de Gan perchadour publicq. tal partatge esgal per journaux et mieis journaux et quarts.... que lous tocque a un chacun de tals herms acquesits per Bernat de.... et Bernat de Laban procuradours de la ditte besiau com a pareiscut per instrument en datte deu sieis de Jener mille tres cens quarante et deux retiengut per deu Peranger noutary deuquoal la ditte besiau en monstrat un arpentement en datte deu vingt de Mars mille cinq cens trente et cinq fait à la requisition de Monseigneur Dabbadie et monseigneur deu cassou commissaris à la refourmation deu domaine per far denombrar lous herms per journaux lou dit arpentement deusdits herms deu locq de Noustin contien lou nombre de cinq sens nabante et tres journaux et miey un quort

assemblés en assemblée de communauté au lieu accoutumé, au devant de la maison de Lambie et rue publique, là où la dite communauté a accoutumé de s'assembler pour traiter de toutes les affaires communes depuis tout temps.

Tous les susnommés, voisins habitants dudit lieu de Nousty qui composent ladite communauté, proposèrent de partager entre eux tous les herms et bois qui sont au lieu de Nousty par partilles égales; à cet effet, ils ont élu pour répartiteurs Ramonnet du Beterer, Ramonnet de Souberbielle, Joannet de Loste, Arnaut Guilhem du Nougier, Cassiot de Claverie, Joannet de Lambie, qui tout aussitôt firent serment sur les.... . Evangiles de Dieu de faire ce partage égal sans porter.... . avantage à personne, mais seulement de faire selon leur conscience et jugement.

(Fut adjoint aux) dits répartiteurs Peirouton du Clos, de Gan, arpenteur public, (pour faire) ce partage égal par arpents, demi-arpents et quarts,... (pour autant) qu'il en revient à chacun de ces herms acquis par Bernard de.... et Bernard de Laban, procureurs de ladite communauté, comme il a paru par acte en date du 6 janvier 1342, retenu par du Peranger, notaire; desquels (herms) là dite communauté a montré un arpentement en date du 20 mars 1535, fait à la requisition de Monseigneur d'Abadie et de Monseigneur du Cassou, commissaires à la réformation du domaine pour faire dénombrer les herms par arpents.

Ledit arpentement desdits herms du lieu de Nousty contient le nom-

scaver en lou boscq darrè et segue
lou nombre de deux cens quarante
et sieis journaux et en las lannes
feugas maresquas lou nombre de
tres cens dets et sept journaux et
miey un quòart qui sen toque a
quascun besy habitan deu loq quade
quòatte journaux de terre herm en
lou boscq darrè et sègue et en las
lannes quade cinq journaux a cascun
besy habitan deu dit loq la tenour
deus dits herms son contienguts
fens las confrontations sequentes...

... ..
dens aquets loqs son contienguts
touts lous herms boscq... loq de
Noustin per sco es assaber que lou-
dit boscq darrè et segue ses par-
tadyat en deus partilles l'une par-
tille per lou haut de la coste com-
mençan au terradour d'Artiguelou-
tan seguin lou terradour d'Angaïs
denquo au terradour de Boeilh et
aqueres seran faites partilles esgal-
les a quade cinq quòarts et aque-
res partilles seguien lou tour de las
maisons et l'autre partille tenen
tout lou restan deu bosq et sègue a
partilles égales de quade onze
quarts aqueres parten au sort et
toutes aqueres partilles seran bour-
nades fitsades segnallades per lou-
dits sieis homis eslegits per acque-
res jouir de toutes las heus quy en
acqueres escrecheran et..... quar
de legnes en chascune pert deu haut
de la coste et deux quarts per part
grosse deu bosq et segue de laines
branquadye chasque annade et sy
nat cassou ny hau sy moureix
quascun partiquier sera tiengut de
requerir la besiau per judyar la
leigne quy estar..... ypot..... per la
prendre tan toute aqueres per
compte deus tres quars de leigne

bre de cinq-cent-quatre-vingt-treize
arpents et un demi-quart, à savoir :
dans le bois de l'ouest et fourré, le
nombre de deux-cent-quarante-six
arpents et dans les landes, fougè-
raies, marécages, le nombre de
trois-cent-dix-sept arpents et un de-
mi-quart(1). Sur lesquels, il revient
à chacun des voisins et habitants du-
dit lieu quatre arpents de terre in-
culte dans le bois de l'ouest et fourré
et dans les landes cinq arpents à
chaque voisin et habitant dudit lieu.

La teneur desdits herms est con-
tenue dans les confrontations sui-
vantes : (suivent les confrontations).
Dans ces lieux sont contenus tous
les herms, bois..... (du) lieu de
Nousty.

Pour ce, est à savoir que ledit
bois de l'ouest et fourré a été par-
tagé en deux partilles : une partille
pour le haut de la côte commençant
au territoire d'Artigueloutan et sui-
vant le territoire d'Angaïs de là au
territoire de Boeilh, et là seront
faites des partilles égales, pour cha-
cun cinq quarts (d'arpent), ces par-
tilles suivant le tour des maisons (2);
et l'autre partille, comprenant tout
le reste du bois et fourré, en partilles
égales chacune de onze quarts
(d'arpents), ces partilles se répar-
tissant au sort.

Et toutes ces partilles seront bor-
nées, fixées, marquées par lesdits
six hommes élus, pour que l'on y
jouisse de toutes les fougères qui y

(1) Il faut remarquer que la somme des
deux nombres représentant respectivement
la quantité d'arpents dans le bois et dans
la lande ne se monte qu'à 563 arpents, au
lieu de 593, chiffre indiqué plus haut.

(2) Le tour des maisons indique sans
doute un ordre de prééminence basé sur
l'ancienneté de l'établissement dans la
communauté.

branquadye que quascum poudra coupar en las dites deues parts et sy nat habitant a besouing de augun cassou per bastir requerira la besiau per acquet beder ou tal prendre et consentir coupar et glebar à la charge et condition de planter un cassou ou hau en quade locq ou place ou couparan tals harbes mourts ou per bastir a talles fins que lou dit bosq sie entertiengut en sa force et tenour ny aussy nat habitant nou poudra bender augune laigne deus tres quarts de branquadye quy poudra coupar chascun sus loudit bosq anat estrangè a peine de quinze francs per chaque begade quy faran lou contrary ny nou poudran bender ny engadyar talles partilles a augun estrangè chens lesprès consentement de ladite besiau et sy au cas aucun habitant fassè talle bente ou engadyamen ladite besiau sera en dret de se prendre talles parts de las mas deus estrangès chens estar tienguts lous baillar res per tal recrubament et acquires appliquadours au profit de la ditte besiau et per gouardar..... lou dit bosq darie et segue lous dits habitans seran tienguts..... bousquacé en besiau et cescun pagar per so que lous toque per..... crubar tal bouscasadye per une gouarde deu locq la dite besiau..... erbat et se reserbe de y prendre coupar glebar la leigne de la..... on deu Castet de Pau quy chascun sera obligat de baillar et fournir..... quar de leigne per part deu haut de la Coste et per part grosse un..... ar et aqueres coupar et glebar au dela deus tres quarts quy chascun pot coupar per lour et aqueres baillar quan sesquadera lou

croîtront et (d'un) char de bûches par part du haut de la côte et de deux chars de bûches et branchage par grande part du bois et fourré chaque année.

Et si quelque chêne ou hêtre vient à y mourir, chaque particulier sera tenu de requérir la communauté pour juger le bois qu'il y aura..... pour prendre tout ce bois en compte sur les trois chars de bûches que chacun pourra couper dans les dites deux parts.

Et si quelque habitant a besoin de quelque chêne pour bâtir, il requerra la communauté pour qu'elle voie où prendre ce chêne et consente à ce qu'il soit coupé et enlevé; à la charge et condition de planter un chêne ou hêtre en chaque lieu et place où on coupera ces arbres morts ou pour bâtir; à telles fins que ledit bois soit entretenu en sa force et teneur.

Et aussi nul habitant ne pourra vendre du bois des trois chars de branchage que chacun pourra couper sur ledit bois, à un étranger, à peine de quinze francs d'amende par chaque fois que l'on fera le contraire.

Et on ne pourra vendre ou engager ces partilles à un étranger sans l'express consentement de la dite communauté; et au cas où quelque habitant ferait telle vente ou engagement, ladite communauté serait en droit de reprendre ces parts des mains des étrangers, sans être tenue de rien leur donner pour cette reprise et ces parts seraient applicables au profit de ladite communauté.

Et pour garder..... ledit bois de l'ouest et fourré, lesdits habitants seront tenus... (d'instituer un) garde forestier commun et de payer cha-

tour de de las maisons et aussy san reserbat et se reserben lou dret de bedar lou dit bosq darrè et segue despuix lou die de Saint Michel denquo au die de Saint Andreu per conserbar lou glandatye per apechar lous porcqs com estat usat et acoustumat despuix tout tems que sy aucun habitan tramet nade sorte de bestiar com ouilles caballes crabes sera punit a quoaite francs per chacune begade quy fara lou contraire ny aussy nat habitan nou sera en dret de poudrer segoutir ny amassar glans ny castagnes en las dites parts chens lespres consendiment de la dite besiau ou sy augun fasse lou contrary sera punit a quoaite francs per chacune begade et seran obligats tous lous dits habitants de gouardar lou glandat deu dit bosq darrè et segue per baroque penden lou tems de la bede PER SO ES ASSAVER que lous dits partidous faran sengles partilles esgalles en la lande daban per chacun besy habitan deu locq et aqueres partilles seguien lou tour de las maisons et lou restan partir a esgalles pourtions per journaux mieis journaux quarts mieis quarts segon que bist leur sera bon et aqueres partir au sort lasquoalles partilles seran bournades afitades per lous sieis homis partidours et lecharan sestenes terres leuusses incultes com camis et audes terres quy bist leurs sera bon au lieu et prouffoit de la dite besiau et chascun deus besins habitants tieran de fait so que lous dits sieis homis partidours sera fait bist gouardat bournat afitat pausat esterminat et chascun se contentara de so que lous toque et lous escaye per part

cun pour sa part, pour (?) recouvrer les frais de cette garde forestière par un garde du lieu de ladite communauté.

(La communauté) s'est réservée et se réserve de prendre dans le bois, le bois de la (garnison) du Château de Pau, chacun étant obligé de donner et fournir char de bois par part du haut de la côte et par grande part un char et de le couper et enlever au delà des trois chars que chacun peut couper pour soi et de le donner quand reviendra le tour de chaque maison.

Et aussi ils se sont réservés et se réservent le droit de mettre en défens ledit bois de l'ouest et fourré depuis le jour de Saint Michel jusqu'au jour de Saint André pour conserver les glands pour la dépaissance des porcs comme il est usé et accoutumé depuis tout temps. — Que si quelque habitant y envoie quelque sorte de bétail comme brebis, juments, chèvres, il sera puni de quatre francs pour chaque fois qu'il fera le contraire [de la règle ci-dessus établie]. — Aussi nul habitant ne sera en droit de secouer [les arbres], ni de ramasser glands ou châtaignes dans lesdites parts sans l'express consentement de la dite communauté ; et si quelqu'un fait le contraire, il sera puni de quatre francs pour chaque fois. Et seront obligés tous les dits habitants de garder les glands dudit bois de l'Ouest et fourré par *baroque* (?) pendant le temps de la mise en défens.

POUR CE EST A SAVOIR que lesdits répartiteurs feront des partilles égales dans la lande de l'est,

ou per sort et dequeres partilles lannes feugas maresquas jouir de toute la touye et heus et arbes meches et saubadyes com de lour propre cause lous tous besins habitans susnommats deu dit locq de Noustin de lour bon grat et volontat lous tous d'un vouler accord et consentement se en reserbat et se reserben tous lous drets debers et appartenens en la tenour seguente aquisits per Bernat de Perè et Bernat de Laban procuradours de la dite besiau com a parescut per isturment sumom susnommat et toutes las coustumes memourialles serbades gourdades despuix tout temps com es de pacadya a toutes hores et momens gesigar de noueits et de jours..... dap toutes sortes de bestiers de tout peu la jouis..... aigues hons arrius sien grosses ou menbres per y necessary per lou besoing et utilitat de las maisons..... las terres chacun poueira far pachere et canau en lasd..... en sa terre et nou en autre et de y poudre prendre lous..... troubaran caillaux sable basse quy laigue miera et tournera..... bastir maisons bordes et autres barradures com ey accoustumat de..... prendre crusar et treje despuix tout temps com que fasen nat habitan deudit non poueira barrar ny labourar ny extirpar ny acampir augun trens de terres sus lous dits herms ny bastir maisons ny bordes chens lesprès consentement de la besiau com tal dret lour es partiengut et acquisit per Bernad de Perè et Bernad de Laban procuradours et fasen au nom segon que dichon de la dite besiau..... la ditte besiau sa reserbat tal dret per

une pour chaque habitant et voisin du lieu, ces partilles suivant le tour des maisons ; et partageront le reste en portions égales par arpents, demi-arpents, quarts, demi-quarts, selon qu'il leur paraîtra bon, et répartiront ces partilles au sort.

Et ces partilles seront bornées et limitées par les six hommes répartiteurs. Et ils laisseront certaines terres lausses incultes, comme chemins et autres terres ainsi qu'il leur paraîtra bon, au cens et profit de la dite communauté.

Et chacun des voisins et habitants tiendront comme bien fait ce qui par les six hommes répartiteurs sera fait, vu, gardé, borné, limité, posé, déterminé ; et chacun se contentera de ce qui lui revient par partage ou par le sort. Et dans ces partilles, landes, fougères, marécages, ils jouiront de tous les ajoncs et fougères et arbres fruitiers et sauvages comme de leur propre chose.

Tous les voisins et habitants susnommés dudit lieu de Nousty, de leur bon gré et volonté, tous d'un vouloir, accord et consentement, se sont réservés et se réservent tous les droits, devoirs et dépendances en la teneur suivante, acquis par Bernard de Péré et Bernard de Laban, procureurs de ladite communauté, comme a paru par acte susmentionné, et toutes les coutumes immémoriales conservées et gardées de tout temps, comme de pacager à toutes heures et moments, giter de nuit et de jour..... avec toute sorte de bétail de tout poil, la jouis(sance des).... eaux, fontaines, ruisseaux, qu'elles soient grandes ou petites, pour leurs besoins et l'utilité des maisons.....

conservar lou pacadye et viadye deudits herms et en dispausara a lour volontat per consentir a quy bon lour sera bits mains peryudiciable au pacadye besiau com que fasen sy augun besy habitan deu dit locq fê lou contrary deus cas sy dessus sera punit a larbitre et rigou de la dite besiau et la ditte besiau sera en dret dabatte talles fermatures et y far pacadyar lours bestiars com es accoustumat despuix tout têmes ny augun besy habitant deu dit locq non poueïra tramete augune sorte de bestiau dequene espece ny condition quy sien per lous y far pacadyar ny gesillar au della deus tres dies pourtadous per lou for ou sy augun fe lou contrary sera punit a larbittre et rigou de la besiau et la ditte besiau sera en dret de carnalar tals bestiars sur lous herms com accoustumat carnalar despuix tout temps ny augun besy habitan nou sera en dret de birar augune sorte de bestiars de debat lous harbes qui son sus lous dits herms ou sy augun fê lou contrary sera punit à quoaatte francs per chacune begade et per et agregir justice suus lous dits herms et la ditte besiau sa reserbat lou dret de conneche de touts cas differens dommatyes termiamens sus lous dits herms.... arre et segue a tal cas lou plaïgnen.... besiau per sy transporter et a talle requisition la.... sera tiengude et obligade de sy transporter en lou. ... sera tal differen et so en lou cas de termiamens toutes.... entendudes de tal cas la dite besiau judyara lou coupable.... restituir lou cas de tal differen et a pagar doudze pichès de by per tal trespourt de la

Chacun pourra faire barrage et canal dans lesdites (parts?) sur sa terre et non sur une autre et pourra y prendre.... qu'il y trouvera, cailloux, sable, vase, que l'eau amènera et ramènera (pour) bâtir maisons, granges et autres clôtures, comme il est accoutumé de (les y) prendre, creuser et extraire depuis tout temps.

Ce que faisant, nul habitant du dit [lieu] ne pourra fermer, ni labourer, ni défricher, ni cultiver aucun morceau de terre sur lesdits herms, ni bâtir maison ou grange sans l'exprès consentement de ladite communauté, car ce droit appartient et a été acquis à la communauté par Be nard de Péré et Bernard de Laban, procureurs et agissant au nom, ainsi qu'ils le dirent, de ladite communauté.... la dite communauté s'est réservé ce droit pour conserver le pacage et passage desdits herms et en disposer à sa volonté, pour faire à qui bon lui semblera des concessions non préjudiciables (?) au pacage de la communauté. — Ce que faisant, si quelque voisin et habitant dudit lieu fait le contraire du cas ci-dessus, il sera puni selon l'arbitraire et rigueur de la communauté et la dite communauté sera en droit d'abattre telles fermetures et d'y faire pacager le bétail, comme il est accoutumé depuis tout temps.

Et nul voisin habitant dudit lieu ne pourra envoyer aucune sorte de bétail de quelque espèce ou condition qu'il soit pour l'y faire pacager ou giter au delà des trois jours portés (?) par le for et si quelqu'un fait le contraire, il sera puni selon l'arbitraire et rigueur de la commu-

ditte besiau et poseren bornes en tal cas de differen en presencie de las partidas et que nad besy habitant ny poeira interbienne en permere instance que per las bies de la besiau en lous cas differens qui poeiran venir ny survenir sus tous lous dits herms com que fasen chascun besy habitant sera tiengut et obligat de pagar las charges ordinaris et extreordinaris et fieu anuel quy sera taillat per chaque partille a esgalles portions et crubat per las gouardes deu loq et de toutes aqueres partilles chacun poueira dar bender alienar engadyar en. . . . peigner cambiar biscambiar enter lous besins habitans deudit loq de Noustin et nou ab lous estrangès chens lesprès consentement de la ditte besiau ou sy augun fasse talles bentes ou engadyamens ab. . . estrangè la ditte besiau sera en dret de la retirar de las mas de tals estrangès chens estar tienguts de res lou baillar per tal recrubamén talle tenour sy dessusus escribut es estade legude relegude terlegide a haute bouts entendude chens que augun se sie enterpausat au contrary lous tous aben abonnat accordat laudat toute la tenour sus escriute et per gouardar observar tenir mentenir tout soo dessusus tant per lous presens que per lous absens per lours hers et successours chascun de lour jus obligation de tous lours biens et causes presens et avenir a lour appartenens tant en besiau que en particulier qui sousmetton à la rigour de la justicie incant publicq deu seignou sus soo que renontian a toutes renontiations adasso besoin et necessaris et pecune non nom-

nauté. Et la dite communauté sera en droit de carnaler ces bestiaux sur les herms, comme elle a accoutumé de carnaler depuis tout temps.

Nul voisin et habitant ne sera en droit de détourner aucune sorte de bétail de dessous les arbres qui sont sur les dits herms et si quelqu'un fait le contraire, il sera puni à quatre francs pour chaque fois.

Et pour établir la justice sur les dits herms, la dite communauté se réserve le droit de connaître de tous cas, différends, dommages, bornages sur les dits herms. . . . (ainsi que sur le bois de l'ouest et fourré. Dans ce cas, le plaignant. . . (requerra la) communauté de s'y transporter; et sur cette réquisition, la (communauté) sera tenue et obligée de se transporter (au lieu où s'est produit) le différend. Et dans le cas de contestation sur bornage, toutes (les parties) entendues, la dite communauté jugera le coupable (et le condamnera à) restituer l'objet du différend et à payer douze pots de vin pour le transport de la dite communauté; et ils poseront des bornes dans ce cas de différend en présence des parties. Et nul voisin et habitant ne pourra intervenir en première instance que par l'intermédiaire de la communauté dans les cas et différends qui pourraient venir et survenir sur tous les dits herms.

Ce que faisant, chaque voisin et habitant sera tenu de payer les charges ordinaires et extraordinaires et le cens annuel qui sera réparti sur chaque partille par portions égales perçu par les gardes du lieu.

Et de toutes ces partilles chacun pourra donner, vendre, aliéner, engager. . . . mettre en gage, changer, rechanger entre les voisins et habitants dudit lieu de Nousty et non avec les étrangers sans l'express consentement de la dite commu-

hade bie resorta asy ac promettoun et juran au Dieu vivant et lou en autreyan la present carthe tan for que far sen poeira far ni rerfar a Noustin au locq sus nommat lou tres de Mars jour de dimers quoaate hores après miey jour l'an mille cinq cens trente et sept testimonis son dessoo Andreu de Poublan de Soumolou Andreu de Lanabere de Goumer Joan de Layus Dartigaloutan et jou Bernad de Clavarie notary de Riverousse quy a requeste de las partides la present carthe retengut en registre grousse et de.... accoustumat y pausen lou present instrument per... .. hers et successors.

nauté. Et si quelqu'un fait telles ventes ou engagements avec... un étranger, la dite communauté sera en droit de reprendre la part des mains de cet étranger, sans être tenue de rien lui donner pour telle reprise.

La teneur ci-dessus écrite, a été lue, relue, lue une troisième fois, à haute voix, et entendue sans que personne se soit interposé; au contraire tous ont avoué, accordé, loué toute la teneur sus-écrite et pour garder, observer, tenir et maintenir tout ce qui est dessus, tant pour les présents que pour les absents et pour leurs héritiers et successeurs, chacun d'eux, sous obligation de tous leurs biens et choses présents et à venir, à eux appartenant tant en communauté qu'en particulier, se soumet à la rigueur de la justice et encan public du Seigneur; sur quoi ils renoncent à toutes renonciations à cela nécessaires et argent non mentionné..... (?)

Ainsi ils le promirent et jurèrent au nom du Dieu vivant et octroyèrent la présente charte pour autant qu'elle ne sera faite ni refaite (?)

A Nousty, au lieu susnommé, le trois mars, jour de mercredi, l'an mil-cinq-cent-trente-sept. Les témoins sont André de Poublan de Soumoulou, André de Lanabère, de Gomer, Jean de Lajus, d'Artigueloutan et moi Bernard de Claverie, notaire de Rivière-Ousse, qui à la requête des parties ai retenu et enregistré la présente charte en grosse et (mon sceau) accoutumé y ai posé, le présent acte... (établi pour)... les héritiers et successeurs.

(Suit l'attestation de l'extrait ainsi fait de cet acte le 16 avril 1638, par Bertrand de Fourguette, notaire de Rivière-Ousse).

III

1586. — *Acte de partage des communaux d'Ogeu*
(Arch. des Basses-Pyrénées, E 2327).

Au nom de Diu

Libe de Abacat deu loc d'Ogeu noubelament feyt de voler et consentiment de tous los vesis manants et abitants deud loc en loquoal son desariuts los nompts de cascunas las maisons deudit loc et cascunas dequeras escriutas, lo nombre de las jornadas de terras que tienen et posedixen en lo terrador deud. loc tan en las lanas que en los terradors de Sent Marti Betereta Gausés Paratos Lanamadan et autres deud loc que aussi las pèssas de terra et feugars qui a cascun de lor se son escadudas per sort et execq per la partida qui enter lor es estada feyta deus feugars comuns comensat lo purmer jorn deu mes de decembre mil cinq cents oeytanta et sieys per mi Bertran de Soberbia notari deud loc (Signé) Bertran de Soberbia notari.

Au nom de Diu au loc d'Ogeu et au défens lo temple dequet lo purmer jorn deu mes de decembre mil cinq cents oaytanta et sieys fon assemblats los jurats guoardas vesis manants et abitants deu loc d'Ogeu ou la plus granda partida de lor per tractar de lors affars comuns en especial cascun de lor dixon volen et desiraban partir et far partir los feugars et togars comuns deud. qui son propis et appartenens en proprietat et domini ausd vesis manants et abitants deudict loc et an acostumat dalhar et far dalhar anualmente en asonta per et aus fins que après

Au nom de Dieu

Livre des Bacades du lieu d'Ogeu nouvellement fait du vouloir et consentement de tous les voisins, manants et habitants dudit lieu, dans lequel sont écrits les noms des maisons dudit lieu et de chacune d'elles, le nombre des arpents de terre qu'ils tiennent et possèdent sur le territoire dudit lieu, tant dans les landes que sur les territoires de Saint-Martin, Betereta, Gausés, Paratos, Lanamadan et autres dudit lieu, et aussi les pièces de terre et fougères qui à chacun d'eux sont tombées au sort et partage par la répartition qui entre eux a été faite des fougères communes. Commencé le premier jour du mois de décembre 1586, par moi Bertrand de Suberbie notaire dudit lieu. (Signé) Bertrand de Suberbie, notaire.

Au nom de Dieu, au lieu d'Ogeu et à l'intérieur du temple dudit lieu, le premier jour du mois de décembre 1586, furent assemblés les jurats, gardes, voisins, manants et habitants du lieu d'Ogeu ou la plus grande partie de ceux-ci, pour traiter de leurs affaires communes. Spécialement chacun d'eux dit qu'ils voulaient et désiraient partager et faire partager les fougères et touyas comuns dudit lieu, qui sont propres et appartenant en propriété et domaine auxdits voisins, manants et habitants dudit lieu et qu'ils ont accoutumé de faucher et

que sera feyta lad partilha et dibi-
sion cascun deus vesis ne pusca
usar per lo regard de la feus et sos-
tro anualmente en tout temps et
sason comm bon et vist los sera
solamen per lo regard deu sostro
et per lo regard de la pexensa
demora herm comun aixi que es
usat et acostumat et à tals fins per
plus amplement ac declarar et or-
donar per far lad. partilha et divi-
sion que per los y meter una bona
forma et maneyra de bibe aladvenir
que per cotisar et far pagar aladve-
nir las tailhas adautres terras lau-
ribas qui son redigidasa cultura en
lo terrador deud loc et posedidas
per particulars fon creats nomats et
cometuts au nom de tous losd vesis
honorables Ramonet de Soubiela
Joan de Lostau Guixot de Cassias
Peyrot de Portera jurats Gaspard
de Correyas Guixot de Miqueu Mono
de Vegué Joan de Superbiela Bar-
thomiü de Tinand Sansot de Mede-
biela Peyroton deu Clercq Francès
de Lajun Sansot de Forcada Ramon
de Condo et a mi Bertran de Sober-
bia notari jussignat los tous vesis
manans et abitans deud loc prome-
ten losd vesis et constituentz laudar
aprobar ratificar et aboar lo que
per lousd personages sera accordat
et ordonat et atals fins se assam-
blaran lostouts ou la plus granda
partida de lor lo plus prontamen
qui lor sera possible et après que
per lor lo tout sera dresat per
escriut en autentica ac declarar ausd
veis en conseilh qui a tals fins se
asemblaran aixi demoran daccord au
defens lod temple lod jor et perqué
es bertat me soy signat (Signé)
B. de Soberbia notari.

Et advenen lo vint et sept jorns

faire faucher annuellement en
asona (?) pour et afin que, après
que sera fait ledit partage et divi-
sion, chacun des voisins puisse en
user pour la fougère et soutrage
annuellement en tout temps et sai-
son comme bon lui semblera, mais
seulement pour ce qui est du sou-
trage, et pour ce qui est de la dé-
paissance, que ces terres demeurent
herm commun, ainsi qu'il est d'u-
sage et coutume.

Et à ces fins, pour plus ample-
ment le déclarer et l'ordonner, tant
pour faire ledit partage et division
que pour y mettre une bonne forme
et manière de vivre à l'avenir et
pour cotiser et faire payer à l'avenir
les tailles à d'autres terres labou-
rables qui sont mises en culture sur
le territoire dudit lieu et possédées
par des particuliers, furent créés,
nommés et commis au nom de tous
lesdits voisins : honorables Ramo-
net de Soubièle, Jean de Lostau,
Guichot de Cassies, Peyrot de Por-
tère, jurats, Gaspard de Corréyes,
Guichot de Miqueu, Mono de Végue,
Jean de Superbièle, Barthélemy de
Tinand, Sansot de Medebièle, Pey-
roton du Clerc, François de Lajun,
Sansot de Forcade, Raymond de
Condo et moi Bertrand de Suber-
bie, notaire soussigné, tous voisins,
manants et habitants dudit lieu.

Promettant lesdits voisins et
constituants de louer, approuver,
ratifier et avouer ce qui par lesdits
personnages sera accordé et or-
donné ; et à telles fins s'assemble-
ront tous ou la plus grande partie
d'eux le plus promptement qu'il
leur sera possible ; et après que par
eux le tout sera dressé par écrit
authentique, le déclarer auxdits voi-

deu mes de desembre mil cinc cents oeytanta et sieis estants assemblats au defens lo temple deud loc d'Ogeu losd de Sombiela de Lostau de Cassias de Portera jurats de Correyas de Micqueu de Vegué de Superbiela de Medebiela deu Clercq de la Jun de Forcada de Condo et de myd notari deputats à las fins susdites que aussy y estants presents et assistants ab lor Arnaud de Soulé et Goalhard de Castanh guoardas et cum ac guoardas deud loc d'Ogeu après enter lor aber comunicat debatut et abisat de la carga per los besis deud loc a lor balhada et per lor et chascun de lor acceptada fon dresadas et redigidas per escriuts la redgla conditions forma et maneyra de bibe aladvenir tant per lo profeyt de la cosa publica que deus vesis, manans et abitants deu loc en particular aixi que sen seq.

Prumerament fo conbiengut acordat appuntat et ordonat que toutes et tantas terras que son situadas en lo terrador deud loc redigidas a cultura ou de autre natura que se sian possedidas per particulars deud loc et que son estadas treytas et possedidas deu terrador et herm comun los mestes et possessors dequeras las tiendran et possedirán et en poderán dispausar a lors proprias bolontats senhs que doras en abant nos los y podan estar feyt aucun empechamen pagan los possessors dequeras per chascuna jornada de la percha grossa et de Morlas anualament a las guoardas deud loc et qui aladvenir seran chascuna festa Touts Sants tres ardots de tailha en outre las autres tailhas ordinaris et extraordenaris

sins en conseil qui à ces fins s'assemblera ainsi qu'ils en demeurent d'accord à l'intérieur dudit temple ledit jour. Et parce que cela est vrai j'ai signé: Bertrand de Suberbie, notaire.

Et venant le vingt-septième jour du mois de décembre 1586, étant assemblés à l'intérieur du temple dudit lieu d'Ogeu lesdits de Sombièle, de Loustau, de Cassies, de Portère, jurats, de Corréges, de Miqueu, de Végué, de Superbièle, de Médebièle, du Clerc, de la Jun, de Forcade, de Condo et moi notaire susdit, députés aux fins susdites, y étant aussi présents et assistant avec eux Arnaud de Soulé et Gaillard de Castanh gardes et en tant que gardes dudit lieu d'Ogeu, après entre eux avoir communiqué, débattu, et avisé au sujet de la charge à eux donnée par les voisins dudit lieu et acceptée par eux et par chacun d'eux, furent dressées et rédigées par écrit la règle, les conditions, forme et manière de vivre à l'avenir, tant pour le profit de la chose publique que des voisins, manants et habitants du lieu en particulier, comme suit :

Premièrement, fut convenu, accordé, appointé et ordonné que toutes les terres qui sont situées sur le territoire dudit lieu, mises en culture ou de quelque autre nature qu'elles soient, possédées par des particuliers dudit lieu et qui ont été défrichés et appropriés sur le terrain et herm commun, les maîtres et possesseurs de ces terres les tiendront et posséderont et en pourront disposer selon leur propre volonté, sans que dorénavant il puisse leur être fait aucun empêchement, les possesseurs de ces terres payant pour chaque arpent de la grande perche (1) de Morlaàs

(1) *Perche*, ancienne mesure agraire usitée en Béarn.

que lo tout sera emplegat per des-
charger los deutes comuns deud
loc et atals fins seran perchadas et
metudas au libe de labacat deud loc
reserbat lo terrador et parsan d'Au-
sacama qui es litigos et en procès
entre las guoardas deud loc ab par-
ticulars et possessors dequet.

Per lo regard deus feugars et
togars comuns deud loc per far la
partilha et dibision dequets lexan
los fielhars que aussi augunts tros
en autres endrets deu terrador
deud loc aixi que termis y seran
pausats seran partits et perchats en
cincq partilhas et après coruda que
sera lad. perche et feyt lo nombre
de las jornadas en chascune de las
suscrites cincq partilhes a chascun
deus besis en sera balhat ung
trents autant à ungts que a autres
pagan doras en abant quoant sy
tailhara alcuna tailha per lo regard
deus focqs autant l'un que l'autre
senhs que lo tort no suportara lo
fèble sy que autrement ac declaran
estant los presente rests et accorts
en conselh legits et sy aquets qui
no an terras et qui no los fe besonh
sostre si en bolen quitar la mieytat
deud sostre seran aussi aquitats ale
quipolent de lasd tailhas et cargadas
sus aquets qui prendaran las parts
senhs ne quitar res et atals fins afin
que aucun no pusca pretendre
ignorancia y seran mandats et
advertits aixi que usat et acostumat
ansienament et tals partilhas se
faran aixi que sen seccq.

annuellement aux gardes dudit lieu
et à l'avenir à chaque fête de Tous-
saint trois liards de taille en outre
des autres tailles ordinaires et extra-
ordinaires ; le tout devant être
employé pour diminuer les dettes
communes dudit lieu. Et à ces fins,
ces terres seront arpentées et mises
au livre des bacades, sous la réserve
du terrain et quartier d'Ausacama
qui est litigieux et objet d'un procès
entre les gardes dudit lieu et les
particuliers qui en sont possesseurs.

En ce qui concerne les fougeraies
et touyas communs dudit lieu, pour
en faire le partage et division, (en
exceptant les *fielhars* (?) et aussi
quelques pièces en d'autres endroits
du territoire, où des bornes seront
posées), ils seront partagés et ar-
pentés en cinq partilles et après que
ledit arpentement sera fait et le
nombre des arpents évalué dans
chacune des cinq susdites partilles,
à chacun desdits voisins en sera
donné un morceau autant aux uns
qu'aux autres ; chacun payant doré-
navant quand s'y répartira quel-
que taille, par feux, autant l'un que
l'autre, sans que le fort supporte le
faible, s'il n'est autrement déclaré,
les présents arrêts et accords étant
lus en conseils.

Et si ceux qui n'ont pas de terre
et n'ont pas besoin de soutrage
veulent abandonner la moitié dudit
soutrage, ils seront quittes propor-
tionnellement des dites tailles, qui
seront imposées sur ceux qui pren-
dront les parts, sans que rien en
soit diminué, et dans ce but, afin
que nul ne puisse prétendre igno-
rance, ils seront mandés et avertis
ainsi qu'il est d'usage et de coutume
ancienne.

Et ces partilles se feront de la
façon suivante :

(Suit la division des herms communs en cinq portions, dans chacune desquelles chaque habitant voisin reçoit une part égale par voie de tirage au sort).

Et feytas que seran lasusd. partilhas et chascun pres sas parts aixi que per los execqs lo sera escadut chascun ne prendera la fens et sostre en tout temps et sason et lo crubara a son profieyt quoaunt bon et bist lo sera senhs que no sera permetut a daucun vender sa part per lo regard de la proprietat que tan solament lo sostre chascun an senhs que aucune vegane no poderan vender lod sostre et feus que solament per ung an ni per aucun deute no poderan obligar ny ypotecar lor part a dautre et a cas a fossas tals contracts et vendicions de quinba natura que se sian nulles et de nulle eficacie et valor encoeras que lo demoran de las maisons de tals personages debitors feusan vendudas ou incantadas abants tal dret damore per los heretes et en cas desobiament torne a la comuna.

Non sera permetut a daucun prendre la part deu sostre de l'autre part son voler et consentement a penas ne pagar las penas et boalleras acostumadas que autrement estar punitz cum larrons.

Feytas que seran lasd. partilhas et exchers chascun prendera sa part de sostre et feus a la part ond souns exchercqs seran tombats et la en tira aquet et sortira au camy lo plus cort et se guardara tan que lo sera possible a dautres besis portar damages.

Non sera permetut a daucun deusd besis ni autres meter focq en losd feugars a pena de estar punitz corporelement.

Et les susdites partilles ayant été faites et chacun ayant pris ses parts ainsi que le sort l'aura désigné chacun prendra la fougère et soutrage en tout temps et saison et les percevra à son profit quand bon lui semblera ; sans qu'il soit permis à quiconque de vendre sa part en propriété mais bien seulement le soutrage chaque année, sans que jamais on puisse vendre ledit soutrage et fougère que seulement pour un an ; et nul ne pourra engager hypothéquer sa part à d'autres pour aucune dette et, au cas où il le ferait, ces contrats et ventes de quelque nature qu'ils soient seront nuls et sans efficacité ni valeur ; et bien que le reste des maisons de tels personages débiteurs fussent vendues ou mises à l'encan, cependant ce droit demeure pour les héritiers et en cas de déshérence fait retour à la commune.

Il ne sera permis à personne de prendre la part du soutrage d'un autre sans son vouloir et consentement, sous peine de payer les peines et amendes d'usage ou d'être punis comme voleurs.

Après que seront faites lesdites partilles et tirage au sort chacun prendra sa part de soutrage et fougère sur la part où son sort est tombé et l'en retirera et sortira au chemin le plus court et se gardera autant qu'il lui sera possible de porter dommage aux autres voisins.

Il ne sera permis à aucun desdits voisins ni à d'autres de mettre le feu dans ces fougeraies, sous peine d'être châtié corporellement.

Sypaucq no sera permetut adaucun deusd besis poder vender sa part deud sotre adautres stranbesis que solament aus besis deud loc a pena aus contrabenents de ne estar pribats a james.

Signats au pée deus artigles pribats losd de Lostau de Portera de Cassias de Végué deu Clercq de Bruca de Correyas et de Miqueu et Jo Bertran de Soberbia notari (Signé) B de Soberbia notari.

Il ne sera pas non plus permis à aucun desdits voisins de pouvoir vendre sa part de soutrage à des voisins d'une autre communauté, mais seulement aux voisins dudit lieu, sous peine pour les contrevenants d'en être privés à jamais.

Signé au pied des articles privés (?) lesdits de Loustau, de Portera, de Cassies, de Végué, du Clercq, de Bruca, de Corrèges et de Miqueu et moi Bertrand de Suberbie notaire.

IV

22 Octobre 1750. — *Extrait d'une délibération de la communauté de Sort tendant à se faire donner l'autorisation de partager ses communaux en propriété.*

Aujourd'hui, 22 octobre 1750, en la paroisse de Sort, au lieu où les assemblées de la communauté ont accoutumé de se tenir, étant capitulairement assemblés, Jacques Lacapmesure, syndic, Jacques Larreyte, jurat .., *etc.*, les tous propriétaires et habitants de la dite paroisse, et faisant la majeure partie et la plus saine partie d'iceux ; faisant les tous tant pour eux que pour les autres habitants et propriétaires forains et part prenants; lesquels ont dit que le mauvais usage qui s'est fait, jusqu'à présent, du soutrage et pacage des landes communes, et l'abus qui s'était introduit dans l'exploitation des terres et fonds servant à l'usage général des habitants..... *etc.*

En conséquence, ils ont statué et arrêté que ledit partage convient au bien et intérêt public et à l'avantage de chaque habitant en particulier; et qu'il sera présenté requête à la Chambre de la Table de marbre du Parlement de Bordeaux pour en obtenir l'homologation, comme chose utile et avantageuse à la communauté en général et à tous les habitants en particulier.

V

Extrait d'une lettre de M. d'Urdos à M. Genain. — (Arch. B. P., C. 14)

à Urdos le 9 May 1754.

Monsieur,

.....

 Il est certain qu'il est d'usage dans le païs d'Arberoue de permettre a chaque famille de prendre dans les fonds communs jusqu'a la concurrence de quatre arpens à la charge de les mettre en valeur et de leur faire produire des fruits, et qu'a la faveur de cette faculté générale ce canton s'est peuplé et amélioré; tout ce que la coutume exige est que les particuliers qui veulent user de ce droit en demandent la permission a l'assemblée générale du païs, qui pourvoit à l'indication des terrains.

.....

 Au surplus la loy qui permet les défrichemens a de tout tems été contre-ditte par les anciens tenanciers, sous prétexte qu'on resserre par la les paturages et que cela nuit au general. C'est une objection usée et triviale, qui ne mérite pas d'être approfondie il reste toujours asses de terres vaines et vagues; et on ne scaurait trop encourager ceux qui entreprennent de les réduire en culture.

.....

 Votre très humble et très obeissant serviteur (signé) d'Urdos.

VI

Rapport sur les communaux de Tilh — (Arch. B. P., C. 273)

Dax ce 7^e Juin 1758.

J'ay l'honneur, Monsieur, de vous renvoyer la requête que les habitans de Tilh ont présentée à M. de Courteille, par laquelle ils demandent, que suivant une délibération prise en assemblée générale le 12^e Décembre 1752, il leur soit permis de faire un partage des fonds communs, pour le soutrage, et engrais des terres cultivées, ainsi qu'il avoit été ci devant fait en 1642.

La paroisse de Tilh est très considérable soit par son étendue, soit par la bonne qualité des fonds en vigne et en labourable soit encore par les habitans riches et aisés qui y sont en nombre.

Cet état brillant de la part des habitans ou propriétaires avoit fait penser qu'un partage des fonds qui doivent servir pour l'engrais des terres étoit nécessaire afin que les pauvres et médiocres en fortune pussent trouver de quoy engraisser les terres dans la portion des communs qui lui seroient désignés, et empêcher par là les riches, et ceux qui sont en autorité d'enlever le meilleur soutrage, et celui qui seroit souvent le plus a portée de ces médiocres en fortune, et qui ne peuvent par défaut de faculté faire couper leur soutrage que par eux-mêmes et dans un long espace de temps, au lieu que les riches qui ont nombre de métayers, et des ouvriers, le font couper et enlever quand il leur plaît et très promptement.

Le partage qui fut fait de ces fonds communs en 1642, a sans doute obvié à ces inconvéniens pendant un certain tems, mais l'aisance de certains, et leur cupidité a derrangé cet accord, ainsi qu'il est observé dans la requête, les bornes des portions ont été enlevées, les riches seront reculées pour augmenter leurs portions, et ont pris sur celle des pauvres et la preuve de ces entreprises faites par les riches, se tire de ce que ceux-ci se sont opposés, à ce que par des experts nommés, et en exécution de la même délibération de 1752, les bornes fussent remises dans les endroits fixés par le partage de 1642. Un autre objet a encore donné lieu au derrangement de ces bornes, c'est que plusieurs des habitans dans la classe des pauvres ou médiocres ont vendu a des riches en différens tems les portions qui leur avoient été marquées dans les fonds communs pour l'engrais de leurs terres de manière que ces derniers qui n'ont plus de soutrage sont obligés de le voler sur leurs voisins, ou de laisser leurs biens incultes, ou du moins sans production que très petite.

Ces ventes ont été faites sans caractère et sans autorité de la part des vendeurs et elles ont été acceptées de mauvaise foy de la part des acheteurs et contre l'esprit du partage, puisque chaque fonds a eu une portion dans les communs pour servir à son engrais, et le particulier pour lequel il a été marqué n'en a aucune propriété puisqu'il est porté que ces mêmes fonds resteroient en commun pour être jouis pour le paccage des bestiaux, ainsi et de la meme manière qu'ils étoient avant led. partage que meme les arbres qui pourroient croître sur ces fonds apartiendroient à la communauté il n'a donc été transporté aucune propriété de ces fonds communs, sur les particuliers quoiqu'il y ait eu des portions marquées et désignées à chacun ce partage ne leur a donné qu'un droit d'usufruit du soutrage qui ne peut ny ne doit être vendu qu'avec l'héritage, attendu que l'usufruit du soutrage est pour l'engrais des terres dud. héritage et non en faveur du particulier possesseur du dit héritage.

Il s'est encore glissé un autre abus dans la jouissance de ces fonds communs, et partagés à l'occasion des arbres qui y croissent pour peu que l'on veuille en avoir soin.

Il a été remarqué que ces arbres apartiendroient à la communauté pour en jouir dans ses besoins, mais il est arrivé que pour les réparations de

l'Eglise, maison presbytérale et autres ouvrages à la charge des habitans, les arbres nécessaires ont été coupés dans les portions des pauvres, et qu'on n'a jamais ose toucher dans la portion des riches.

Voilà sans doute bien des inconvéniens et bien des abus qui naîtront d'un partage des fonds communs que les habitans demandent.

D'un autre coté la nécessité du partage est bien démontrée par le triste état où se trouvent les pauvres, de ne pouvoir avoir ce qui est nécessaire pour l'engrais de leurs terres et il me paroît impossible de porter remède à cet inconvénient sans un partage des fonds ainsi que cela est dans un nombre infini de communautés.

Il est donc nécessaire de remédier aux inconvéniens et abus qui peuvent se glisser par un partage, à quoy il est aisé de pourvoir par la manière et conditions sous lesquelles le partage sera fait, et que le tout sera expliqué dans la permission et dans l'autorisation du verbal qui en sera dressé.

Ce partage paroissant très utile et même nécessaire pour le bien de la plupart des habitans et ne pouvant nuire aux principaux, qui seuls pourroient ne pas souffrir d'être continué dans l'usage d'une jouissance par indivis je penserais qu'il y a lieu de permettre aux habitans et communauté de Tilh, de faire procéder à un partage de leurs fonds communs, relativement, et par proportion à la quantité des fonds que chacun possède dans lad. paroisse, pour distinguer seulement entr'eux, les portions de fonds pour le soutrage, et l'engrais de leurs biens sans que de par une manière ils puissent être regardés comme appartenant à ceux à qui ils seront désignés par led. partage, ny qu'ils puissent les vendre séparément de leurs domaines et héritages pour l'engrais, desquels ils auroient été marqués et sans que le paccage des bestiaux puisse être gêné, lequel continuera d'être libre dans les fonds communs, sans distinction et que les arbres qui viendront dans lesd. fonds communs, quoique partagés, apartiendront à la communauté pour s'en servir dans les besoins, dont il sera pris indistinctement et par proportion, dans toutes les portions desd. fonds, et sans que les particuliers puissent dans par un cas, tourner ny vendre à leur profit aucun desd. arbres ou partie d'iceux, hor l'usage ordinaire qui est observé dans lad. communauté pour l'entretien de leurs maisons, en observant les formalités arrêtées de faire examiner par les jurats la quantité et espèce d'arbres dont ils pourroient avoir besoin pour des réparations et que lesd. jurats marqueront lesd. arbres.

Led. partage sera fait sous l'autorité de M. l'intendant et par des experts par luy commis, qui seront tenus de prêter le serment lesquels dresseront procès-verbal de la portion qu'ils auront marqué à chacun des habitans et le plus à portée qu'il sera possible des héritages pour lesquels ils seront désignés lesquelles portions seront plus étendues ou moindres à proportion de la qualité desd. fonds partagés, et il sera mis des bornes pour les distinguer, le tout en présence des jurats et des députés que la communauté choisira, en assemblée générale, lequel verbal sera ensuite

vû et examiné, et autorisé par M. l'Intendant s'il y a lieu, peut-être trouverez-vous à propos, Monsieur, de faire rendre un arrêt du Conseil qui remette les choses au même Etat ou elles étoient avant le partage de 1642 n'obstant tous actes et contrats des ventes desd. fonds vendus, et échangés ou aliénés peut-être trouverez-vous aussi suffisant d'un simple ordre attendu que M. l'Intendant a cassé le partage de 1642 par son ordonnance du 29 Octobre 1756.

Je suis avec un très sincère et respectueux attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur. (Signé) Labique.

VII

Lettre à l'Intendant de Bayonne relative au partage des Communaux dans la subdélégation de Dax. — (Arch. B. P., C 85)

à Dax, le 23 nov. 1773

Vous n'avez pas encore autorisé de Procès-verbal de partage des communaux pour aucune des paroisses de cette subdélégation, parce qu'il n'en a été fait aucun qui soit venu à ma connaissance ; Il y en a seulement quelqu'un de projetés, mais tous ont éprouvé des difficultés qui n'ont pas encore été levées, les uns ont eu pour fondement, 1^o la prétention de certains gros propriétaires qui ont prétendu avoir une portion proportionnée à leurs fonds cultivés pour y tronver l'engrais qui leur est nécessaire pour les entretenir en valeur et celle des autres habitans qui s'étonent de la loy, veulent que les vacans se partagent menage par menage par portions égales. 2^o Le droit que les seigneurs ont du tiers des vacans dans certaines communautés et dont ils jouissent par indivis. Les communautés ou pour mieux dire les propriétaires dans le premier cas allèguent et cela est vrai, que les vacans ayant été acquis du Roy dans le dernier siècle et le paiement fait par imposition au marc la livre de la taille, qui est réelle dans ce país-ci les fonds les plus étendus y ont le plus contribué, qu'ainsi il est juste qu'il leur en revienne une plus grande portion ; ce qui paroît naturel au lieu que partageant également menage par menage, comme la loy le prescrit, il arriveroit que certains habitans qui n'ont aucun fond dans la paroisse deviendroient propriétaires d'un fonds à l'acquisition duquel les autres ont seul contribué. A l'égard des

seigneurs, leur droit étant établi par des denombrements non contredits, il ne paroît pas naturel de les dépouiller, sans remboursement de la valeur de leur tiers et je ne vois pas de communauté en état d'y pourvoir autrement que par la voie de l'imposition moiennement trop onéreuse pour elle et capable de la ruiner.

Dans le fonds, Monseigneur, je ne vois pas que le partage des communaux puisse produire à l'agriculture, un avantage relatif à leur étendue parce que l'on a dans ce pays-ci, indispensablement besoin de landes pour y prendre de quoi faire le fumier nécessaire pour l'engrais des terres cultivées, mais chacun acquérant la faculté de fermer ces vacants relativement au droit qu'il y a aquí les fermietures les préservant de l'incursion des bestiaux, il est certain que le jong marin, et la bruière y viendroient plus abondamment, et que l'on pourroit dans une partie d'iceux dans les meilleurs endroits y cultiver d'abord du maïs, et peut être ensuite du froment et du seigle.

Je sais, Monseigneur, que dans la paroisse de Pouillon, et peut être dans quelqu'autre, certain particuliers prenant droit de l'arrêt du Conseil du 18 Octobre 1771, ont (croiant que cet arrêt leur en laissoit la faculté), fermé de leur autorité, sans observer aucune formalité plusieurs fonds sur les landes communes; j'ai lieu, Monseigneur, de présumer que de pareilles fermietures seront querellées et que les oppositions fondées sur l'infraction des dispositions de la loy, devront être admises; tant qu'elle subsistera telle quelle est:

Je vous ai déjà observé, que les fermietures des communaux seroient d'un grand avantage, en ce que les mettant à l'abri de l'incursion des bestiaux une moindre quantité suffiroit pour fournir l'engrais nécessaire aux terres cultivées aujourd'hui, qu'ainsi on pourroit mettre en valeur l'exedent, mais nous trouvant dans un pays de taille-réelle il est certain que ces communaux appartiennent aux habitans propriétaires et que les artisans et autres qui n'y possèdent rien, n'y ont aucun droit, d'ailleurs d'accorder à des gens qui ne travaillent pas à la terre, une portion de communal, qu'ils ne sauroient faire valoir par eux-mêmes, ce ne seroit que leur laisser la faculté de vendre s'ils trouvoient des acquereurs, un fonds qui appartient à autrui ce qui ne paroît pas juste.

Pour donc prévenir toute discussion sur le partage des communaux, si les communautés vouloient le faire, il conviendrait de borner l'assistance aux assemblées générales qui s'entendroient à cet égard, aux susdits propriétaires des fonds et de leur laisser la faculté de le faire relativement à l'étendue de leurs possessions et à l'objet de la taille qu'ils suportent, parce que c'est sur la superficie de la terre, que ce prend la taille dans la subdélégation de Dax, et dans l'élection des lannes d'ou elle depend.

Je suis avec le plus profond respect, Monseigneur, votre très humble, très obéissant serviteur (signé) Lafargue.

VIII

Lettre à l'Intendant d'Aine (1767-1774) sur l'inexécution des partages dans la subdélégation de Mauléon. — (Arch. B. P., C. 122)

à Mauléon, le 16 Décembre 1773.

Monseigneur,

J'ay repandu en leur tems dans les communautés de ma subdélégation soit l'arrest du conseil du 28 Octobre 1771 qui permet aux habitans de chacune de partager les communaux incultes, soit les exemplaires de celui du 8 May dernier qui ordonne le partage des communaux possédés par indivis entre plusieurs communautés.

Il n'y en a encore aucune où l'on ait mis a execution ni l'un ni l'autre de ces arrêts.

Ce n'est pas que dans quelques unes les habitans de la dernière classe dépourvus de possessions n'ayent voulu profiter de celui du 28 Octobre 1771, mais comme il faut partir pour cela d'une délibération prise en assemblée generale de la communauté, la pluralité des suffrages a été opposée, les tenanciers qui forment le plus grand nombre étant d'avis de conserver les vacans soit pour la dépaissance des bestiaux soit pour pouvoir en vendre en conformité des arrêts du conseil de 1750. dans le besoin qu'ils prevoient comme prochain par raport aux charges qui se multiplient et au projet d'ouvrir certaines nouvelles routes.

A l'égard des communautés possédant des communaux incultes par indivis, celles qui composent la deguerie de Domesain sont dans le cas, il en est de même des communautés d'Aroue et d'Etcharry.

On se dispose dans la Deguerie de Domesain a faire le partage entre les communautés pour s'occuper ensuite de celui entre les habitans, s'ils se concertent assez pour prendre une délibération à la pluralité des vocaux ; il n'en est pas question encore dans les deux autres.

Les dispositions de l'arrêt du 8 may dernier étant impératives, on ne sauroit rien proposer pour en prononcer l'exécution par ce que chaque habitant a qualité pour cela.

Celle du premier pourrait languir longtemps a cause de la nécessité d'une délibération que l'éloignement des tenanciers qui forment presque dans toutes les communautés le plus fort nombre feroit manquer ; et contre cet obstacle il y auroit à ajouter a l'arret par une interprétation que dans le cas ou les habitans ne se réuniront pas a délibérer à la pluralité des suffrages le partage des communaux et incultes entre les habitans, ceux qui sont de cet avis pourront s'en faire distraire une portion équivalente au lot qui leur seroit échu dans le cas d'un partage général, pour en jouir en conformité de l'arrêt a la charge de demeurer privé de tout droit de compascuité dans le reste des communaux qui demeureront incultes.

Cela engageroit les uns après les autres a en demander tout autant et insensiblement le partage seroit général.

Mais je ne pense pas qu'il faille encore se presser pour cela, je crois au contraire qd'il convient de laisser les choses sur pied jusqu'à ce que les nouvelles routes projetées soient faites, afin que les communautés ayent dans une partie de leur communaux qui dans la plupart sont très bornés une ressource soit pour fournir à la dépense de la construction, soit pour le remplacement des terrains qui seront enlevés aux particuliers.

Je suis avec un profond respect,

Monseigneur,

votre très humble et très obéissant serviteur. (Signé) D'Arthez.

IX

1789. — *Projet d'Ordonnance de l'Intendant de Pau et Bayonne* (1) *à l'effet d'autoriser une délibération de la communauté de Navarrenx sur le partage de ses communaux.* — (Arch. B. P., G. 470).

Vu la délibération de la communauté de Navarrenx du 4 Octobre présent mois contenant que par autre délibération du 2 Septembre 1774 il appert que la communauté a été dépouillée sans son concours du droit dont elle a toujours joui de partager au profit de chaque voisin et par lots les fougères provenant des biens patrimoniaux de lad. communauté et que depuis cette délibération desd. fougères ont été vendues et le produit versé dans la caisse du trésorier sans qu'il paroisse cependant sur aucun registre que lad. délibération ait été autorisée pourquoi il a été arrêté à la pluralité de suffrages que les choses seroient remises sur le même pied ou elles étoient avant la susd. délibération c'est-à-dire que les fougères seront partagées par lots proportionnés au nombre des voisins qui justifieront de leur droit et que la distribution leur soit faite pour neuf années pour les soigner comme un bien a eux appartenant le mettre par la a porter de se procurer des moyens qui leur manquent pour l'engrais de leurs bestiaux et par ce moyen les revenus de la communauté ne pourront qu'y gagner en ce que se trouvant propriétaire de la dime elle ne pourra qu'augmenter de valeur qu'au surplus comme dans le partage des lots il s'y trouvera plus ou moins d'avantages pour quelques uns des voisins soit par rapport à la distance des lots soit par rapport à la qualité du terrain, lesd. lots se renouvelleront au bout desd. 9 années pour être distribués de nouveau par la voye du sort que quant au partage du sol des biens

(1) A l'époque Claude-François-Bertrand de Boucheporn (1785-1790).

communaux ce n'est pas le moment d'y procéder attendu qu'il se trouve principalement affecté pour la somme d'environ 8000¹ et qu'avant tout il doit être vendû des communaux jusqu'à concurrence de cette somme pour paier les dettes de la communauté qu'ensuite le partage du surplus pourra être réclamé en conformité de l'arrêt du conseil du 8 Mai 1773 ce qui mettera la communauté a portée de donner plus d'extension à l'agri- culture en augmentant les revenus puisque le produit de la dime sera augmenté pourquoi nous serions supplié d'autoriser lad. délibération, etc. N. I. susd. avons renvoyé la communauté a se pourvoir ou et par devant qu'il appartiendra sur la dede en partage de ses fougères sauf a recourir à nous pour être autorisée s'il y echet à partager le sol de ses communaux en conformité des arrêts du conseil : Fait à Auch le 21 Octobre 1789.

(Ou bien). N. I. susd. avons autorisé et autorisons lad. délibération en ce qui peut nous concerner seulement. Fait à Auch le 18 Octobre 1789.

Car M. Colchen (1) a mis en note d'expédier attendu que cela est instant l'on ne pense pas que M. l'Intendant soit compétent pour ordonner le partage des fougères, mais seulement le partage du sol des communaux en conformité des arrêts du conseil.

Ainsi jugé par ordonnance de M. Douet du 2 Décembre 1780 qui sur la demande de la communauté de Ste-Marie en Béarn renvoia a se pourvoir cette ordonnance est produite.

Dans son rapport sur la demande en cassation d'un arrêt du Parlement de Navarre encore inédicé, M. Péborde dit « l'ordonnance du 2 Décembre « 1780 qui renvoia les parties ou et devant qui il appartiendrait pour « leur être fait droit sur le partage des fougères préjuge asses que la « question de ce partage n'est pas du ressort de l'attribution de M. l'In- « tendant. »

Les raisons de décider sont sans doute que les arrêts du conseil en attribuant la compétence à M. l'Intendant des demandes en partage du sol des communaux ne parlent pas de l'usufruit ou des fougères au surplus comme il paroît en quelque sorte ridicule que M. l'Intendant soit compétent pour ordonner le partage des communaux sans qu'il le soit en même temps pour le partage des fougères attendu que celui qui peut le plus, peut le moins il y a un second projet d'ordonnance qui autorise la délibération en ce qui peut nous conserner seulement.

[En marge et d'une écriture différente]

Rien de ridicule le plus faux des raisonnements ; M. Serpaux ne l'auroit pas fait et il eut pris et saisi l'esprit du règlement concernant le partage, qui est précisément d'empêcher qu'il y ait des fougères et d'opérer la conversion des terres incultes en terres cultivées ; et c'est pour accélérer cette conversion que les uns ont eu une attribution sur un objet qui tient plus d'ailleurs à l'administration qu'au contentieux ; au lieu que le partage des fougères n'est qu'un usage d'un produit inférieur a celui des terres en valeur.

(1) Colchen, Subdélégué général de l'Intendant (1785-1790).

X

9 Mai 1773.

Arrest du Conseil d'Etat du Roi qui ordonne le partage des Communaux, possédés par indivis par différentes Communautés, Parsans ou Quartiers des Généralités de Pau et Auch, et règle la manière dont ces partages doivent être exécutés. [Archives des Basses-Pyrénées, C 391].

Du 9 Mai mil sept cent soixante-treize.

Extrait des registres du Conseil d'Etat.

Le roi étant informé qu'une partie des Communaux situés dans les généralités de Pau et Auch, est possédée indivisément par les habitants de différentes Communautés, Vallées, Parsans et Districts, que l'administration et la jouissance commune de ces tenanciers indivis est contraire à l'intérêt des co-Possesseurs et aux progrès de l'Agriculture, qu'elle est la source de contestations fréquentes et ruineuses pour les communautés ; et qu'enfin elle apporte un obstacle à l'exécution des Arrêts du Conseil de Sa Majesté, des 5 Mai, 10 Juillet 1750, et du 28 Octobre 1771, qui ont permis aux communautés de vendre et partager leurs communaux. Sa Majesté voulant donner des nouvelles preuves de sa protection bienfaisante aux communautés des généralités de Pau et Auch, et faciliter les moyens d'accroître l'Agriculture et les richesses territoriales dans ces Provinces ; Elle a cru devoir remédier aux abus et faire cesser les inconvénients qui résultent de cette jouissance indivise : à quoi voulant pourvoir. Oû le rapport du sieur Abbé Terray, conseiller ordinaire et au Conseil royal, contrôleur général des finances. Sa Majesté étant en son conseil, A ordonné et ordonne ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Dans chacun des pays, vallées ou districts des généralités de Pau et Auch, où les Communaux sont possédés par indivis par les habitants de plusieurs Communautés, parsans ou quartiers, il sera procédé incessamment au partage de ces Communaux entre les dites communautés, Parsans ou quartiers, proportionnellement au nombre des chefs de famille, ou ménages qui habitent dans chacune de ces Communautés, parsans ou quartiers.

ART. II. — Il sera à cet effet nommé par chacune des dites communautés, parsans ou quartiers des Députés qui procéderont de gré à gré dans la proportion indiquée par l'article précédent ; au partage des dits Communaux indivis : ils dresseront un Procès-verbal de leur opération, et une copie de l'acte de partage sera remise à chacune des Communautés, parsans ou districts intéressés, pour être déposée parmi les Archives desd. Communautés et parsans.

ART. III. — En cas de diversité d'opinions entre les dits Députés, sur la fixation des portions qui reviendront à chacune des Communautés,

parsans ou quartiers co-possédans ; d'après leur qualité ou quotité, il sera procédé aux dits partages par des Experts et Arpenteurs, nommés d'office par les sieurs intendans des généralités de Pau et Auch, en présence des dits Députés ; ou eux duement appelés, il sera pareillement dressé par les dits Experts et Députés, des Procès-verbaux desdits partages, lesquels seront remis aux dits sieurs Intendans pour y être par eux statué ainsi qu'il appartiendra, sauf l'appel au Conseil, et ensuite rendus aux Communautés intéressées ; à l'effet d'en être délivré des expéditions en bonne forme, qui seront déposés ainsi qu'il est ordonné ci-dessus.

ART. IV. — Ces differens Procès-verbaux contiendront l'état exact des charges affectées sur les communaux à partager. Veut Sa Majesté que les dites charges soient réparties par les dits Députés ou Experts sur les differens parsans, quartiers ou Communautés, qui participeront au partage proportionnellement à la quantité et qualité des terrains à partager, afin que ces charges soient acquittées à l'avenir par les seules communautés, Quartiers ou Parsans qui posséderont les terrains partagés, à proportion de ce que chacun aura eu par le partage.

ART. V. — Les portions des Communaux vendues précédemment à prix d'argent, dont le prix n'a pas encore été acquitté, celles qui ont été aliénées à titre d'arrentement perpétuel, seront distraites de celles dont les communautés, Parsans ou Districts jouissent maintenant indivisement ; et le partage en sera fait séparément dans la même proportion et dans la même forme prescrite ci-dessus, de façon que chaque communauté, parsan ou quartier en ait une portion proportionnée au nombre de ses familles et ménages.

ART. VI. — Chaque communauté, Parсан ou Quartier, jouira privativement à l'avenir de la portion qui lui sera échue dans les dits Communaux, chacune touchera les deniers et redevances provenant des portions accensées ou aliénées, et dont le prix n'est point payé, qui se trouveront dans son dot ; et chacune acquittera la portion de ses charges : fait defenses en conséquence Sa Majesté aux officiers Municipaux des chefs lieux, et à tous autres préposés à l'administration des dits Pays, Vallées ou Districts, de percevoir ou faire percevoir à l'avenir les deniers provenant des portions des communaux vendues ou aliénées, qui seront échues en partage à d'autres Communautés, Parsans ou Quartiers que les leurs ; et de troubler la dite jouissance sous prétexte du paiement des charges, qui auparavant étoient communes entr'elles.

ART. VII. — Tous droits de parcours ou de vaine pature réciproque des Communautés, quartiers ou parsans sur les communaux partagés, seront et demeureront abolis après les dits partages, conformément aux Edits des mois de Décembre mil sept cent soixante sept et de Février mil sept cent soixante dix.

ART. VIII. — Tous trésoriers et autres administrateurs, qui ont perçu les deniers provenant des ventes et redevances des Communaux indivis

pendant les dix dernières années, seront tenus de rendre compte de l'emploi d'iceux devant les sieurs Intendants et Commissaires départis dans les Généralités de Pau et Auch ; à quoi faire les dits Trésoriers et administrateurs seront contraints par toutes voies dues et raisonnables.

ART. IX. — Enjoint Sa Majesté aux dits sieurs Intendants de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, qui sera publié, imprimé et affiché par-tout ou besoin sera, attribuant Sa Majesté en tant que de besoin, à l'effet de toutes les dispositions contenues en icelui, et de toutes les contestations qui pourroient naître à ce sujet, auxdits sieurs Intendants, toute juridiction et connoissance, sauf l'Appel au Conseil, icelle interdisant à toutes ses Cours et autres juges. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le neufvième jour de Mai mil sept cent soixante treize. Signé Phelypeaux.

Marius-Jean-Baptiste-Nicolas d'Aine, Chevalier, Conseiller du Roi en ses conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hotel, Intendant de Justice, Police et Finances en Navarre et Béarn.

Vu le présent Arrêt du Conseil et les ordres à Nous adressés ;

Nous Intendant susdit, ordonnons que le dit Arrêt sera exécuté selon sa forme et teneur, imprimé, lu, publié et affiché par tout ou il appartiendra ; de tout quoi il nous sera certifié par les officiers Municipaux en la manière accoutumée. Fait à Paris le douze juin mil sept cent soixante-treize Signé D'Aine. Et plus bas Par Monseigneur, Signé Sallenave.

A Pau, de l'Imprimerie de J. P. Vignancour, imprimeur du Roi et de Monseigneur l'Intendant 1773.

XI

Superficie des différentes parties du territoire du Département des Basses-Pyrénées (Statistique fournie par M. BREIL, professeur départemental d'agriculture, 1908).

SUPERFICIE des DIFFÉRENTES PARTIES DU TERRITOIRE	NOMENCLATURE DES ARRONDISSEMENTS				TOTAUX
	PAU	OLORON	ORTHEZ	BAYONNE	MAULÉON
1. Superficie des Terres labourables.....	49.277	18.804	37.997	21.884	19.787
2. Superficie des prés naturels...	19.634	20.945	13.030	12.925	23.071
3. Superficie des herbages.....	8.931	2.560	4.564	2.872	6.689
4. Superficie des pâturages et des pacages.....	17.762	69.460	13.695	19.075	59.393
5. Superficie des vignes.....	6.214	3.823	4.467	1.082	3.313
6. Superficie des Landes et des terres incultes.....	28.766	21.617	21.664	23.613	26.568
7. Superficie des cultures non dénommées ci-dessus.....	5.858	2.372	2.577	2.321	2.519
8. Superficie des bois et forêts...	19.262	41.440	14.819	17.003	44.824
9. Superficie du territoire non compris dans les catégories ci-dessus.....	4.996	5.369	5.522	4.788	7.371
10. Superficie totale.....	160.700	186.390	118.335	105.563	193.535
11. Total des colonnes 3, 4, 6 (qui représentent la surface non cultivée).....	55.459	93.637	39.923	45.560	92.650
12. Rapport en centièmes de la Superficie des incultes à la surface totale.....	34.51	50,23	33,73	43,16	47,66
					42.80

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.....	III
INTRODUCTION. — Considérations sur les communaux en général et leur condition juridique.....	1
CHAPITRE PREMIER. Coup d'œil d'ensemble sur la nature des biens communaux en Béarn et dans le pays basque.....	5
CHAPITRE II. — Histoire des communaux en Béarn depuis l'origine jusqu'au dix-huitième siècle.....	10
<i>Section première.</i> — De l'origine au seizième siècle.....	10
§ 1 ^{er} . — Le Béarn avant et après la conquête romaine. — Les premières communautés propriétaires de vastes terrains. — Les invasions. — Disparition d'un grand nombre de communautés et abandon de leurs biens.....	10
§ 2. — Etablissement de la féodalité en Béarn.....	12
§ 3. — Concessions de terres par les seigneurs aux communautés et aux particuliers. — Diminution constante du nombre des alleux.....	15
§ 4. — Situation particulière des trois Vallées de Béarn. — La Vallée d'Ossau et la lande du Pont-Long.....	19
§ 5. — Le Béarn était-il pays de franc-alieu ou pays de seigneurie ?	23
<i>Section II.</i> — Les partages de biens communaux en Béarn depuis le seizième siècle jusqu'au milieu du dix-huitième.....	28
§ 1 ^{er} . — Causes des partages : progrès de la culture. — Formes des premiers partages.....	28
§ 2. — Les partages de communaux connus sous le nom de « par- tages de jouissance ». — Exemples.....	33
§ 3. — Caractères juridiques de ces partages et du droit qu'ils créent au profit des co-partageants.....	36
§ 4. — Mise dans le commerce des parts de communaux. — Ques- tions relatives à la possibilité de prescription de ces parts	39

CHAPITRE III. — Les biens communaux dans les provinces basques jusqu'au dix-huitième siècle	47
<i>Section première.</i> — Généralités	48
§ 1 ^{er} . — Les biens communaux en Soule	48
§ 2. — Les biens communaux dans la Basse-Navarre	51
§ 3. — Les communaux dans le Pays de Labourt	52
<i>Section II.</i> — Les cayolars en Soule	53
CHAPITRE IV. — Changements apportés au régime des biens communaux en Béarn et dans le pays basque au dix-huitième siècle et pendant la période révolutionnaire — Sort de ces biens au cours du siècle dernier	63
CONCLUSION. — Vue d'ensemble de l'état actuel des biens communaux dans le département des Basses-Pyrénées. — Utilité économique et sociale des communaux	73
DOCUMENTS.	86
I. 1524. — Règlement sur l'exploitation des communaux indivis d'Artix et Serres Ste-Marie	86
II. 1537. — Partage des communaux de Nousty	92
III. 1586. — Partage des communaux d'Ogeu	101
IV. 1750. — Projet de partage des communaux de Sort	106
V. 1754. — Lettre relative aux communaux du pays d'Arberoue	107
VI. 1758. — Rapport sur les communaux de Tilh	107
VII. 1773. — Rapport sur les communaux dans les Landes	110
VIII. 1773. — Lettre sur les partages de communaux en Soule	112
IX. 1789. — Projet d'ordonnance sur le partage des communaux de Navarrenx	113
X. 1773. — Arrêt du Conseil du Roi ordonnant des partages de communaux	115
XI. Statistique des différentes catégories du territoire des Basses-Pyrénées	118

PAU. — Imprimerie VIGNANCOUR, 2, Place du Palais-de-Justice.
